104e ANNÉE
VOL. 104

N° 18
3645

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Partie I: **avis juridiques**

Partie II: **lois et règlements**

(Voir sommaire en dernière page)

Part I: **Juridical notices**

Part II: **Laws and Regulations**

(Refer to the last page for summary)

Québec, samedi 6 mai 1972

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

Québec, Saturday, May 6, 1972

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

REÇU LE
15 JUIN 1972
DU QUEBEC

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

37883 — 1-52-o

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday***, noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscriptions periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.—Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

37883—1-52-o

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

Nouvelle présentation de la *Gazette officielle du Québec*

Comme il fut signalé dès le premier numéro du volume 104, 1972 de la *Gazette officielle du Québec*, la Gazette comporte désormais deux parties: la Partie I — AVIS JURIDIQUES — avec son index et la Partie II — LOIS ET RÈGLEMENTS — avec son propre index.

La Partie des LOIS ET RÈGLEMENTS comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édiction de normes générales et impersonnelles. On insérera également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Les utilisateurs qui désirent conserver uniquement la partie LOIS ET RÈGLEMENTS pourront le faire grâce à une pagination spéciale apparaissant au bas de chaque page dans la forme suivante: LR-1 etc.

Comme par les années passées, un index sera publié à la fin du premier semestre et un deuxième à la fin de décembre.

À la fin de 1972, les utilisateurs pourront faire relier cette deuxième partie sous le titre *Gazette officielle du Québec*, LOIS ET RÈGLEMENTS en joignant à cette Gazette reliée l'index de décembre qui comprendra tous les textes de nature législative publiés depuis le 1er janvier.

New format of the *Québec Official Gazette*

As pointed out in the first issue of Volume 104 of the *Québec Official Gazette* (1972), the Gazette will henceforth be divided into two sections: Part I, JURIDICAL NOTICES, with an index, and Part II, LAWS AND REGULATIONS, with a separate index.

The Part entitled LAWS AND REGULATIONS will contain all acts of a legislative nature, i.e. the statutes of the National Assembly and the texts of regulations made by order in council, decree, order or by ordinance, as well as other acts laying down general and impersonal rules of conduct. This Part will also contain proclamations putting into force all or part of any statute. Thus, all texts relating to legislation will be brought together into this second Part.

Readers who wish to keep only the LAWS AND REGULATIONS section may do so, a separate page-numbering, LR-1, etc., having been printed especially for this purpose, at the bottom of each page.

As has been done in past years, an index will be published at the end of the first half-year, and a second one at the end of December.

At the end of the year 1972, readers who wish to do so may have all of Part II bound under the title "*Québec Official Gazette*, LAWS AND REGULATIONS", together with the December index listing all the notices published since January 1st.

AVIS JURIDIQUES

Lettres patentes

Les Ailes du Lac St-Jean inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jean-Jacques Béalu, 91, Laurier, Dolbeau, Bernard Henry, tous deux pilotes, et Nicole Bélanger, ménagère, épouse dudit Bernard Henry, ces deux derniers de 5, Brassard, Saint-Félicien, pour les objets suivants:

Faire de la photographie aérienne, de la topographie et de la prospection et de l'extermination par la voie des airs, sous le nom de « Les Ailes du Lac St-Jean inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est l'aéroport de Dolbeau, route 169, Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720354

Airdo inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Claude Villeneuve, ingénieur, 760, Carroll, Lasalle, Georges Delaney, administrateur, 4960, Hingston, Montréal, et Jean-Pierre Gignac, avocat, 405, 41e rue ouest, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vaisseaux aériens, aéroplanes, biplans, machines et appareils de vol, hydravions ou automobiles, sous le nom de « Airdo inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 800, Montée de Liesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720545

Aldan International Co. Ltd.
La Cie internationale Aldan ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Hyman Costin, marchand, Bernice Costin, ménagère, épouse dudit Hyman Costin, tous deux du 3510, Mountain, Seymour Zelniker, ven-

JURIDICAL NOTICES

Letters Patent

Les Ailes du Lac St-Jean inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Jacques Béalu, 91 Laurier, Dolbeau, Bernard Henry, both pilots, and Nicole Bélanger, housewife, wife of the said Bernard Henry, the latter two of 5 Brassard, St. Félicien, for the following purposes:

To do aerial photography and to do topographic, prospection and extermination work by air, under the name of "Les Ailes du Lac St-Jean inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the corporation is at Dolbeau Airport, Highway 169, Dolbeau, judicial district of Roberval.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720354

Airdo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Villeneuve, engineer, 760 Carroll, Lasalle, Georges Delaney, administrator, 4960 Hingston, Montreal, and Jean-Pierre Gignac, lawyer, 405, 41st Street West, Charlesbourg, for the following purposes:

To manufacture and deal in aircraft, aeroplanes, biplanes, airplane engines and flying and apparatus, sea-planes or automobiles, under the name of "Airdo inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 800 Montée de Liesse, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720545

Aldan International Co. Ltd.
La Cie internationale Aldan ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Hyman Costin, merchant, Bernice Costin, housewife, wife of the said Hyman Costin, both of 3510 Mountain, Seymour Zelniker, salesman, 5000

deur, 5000, avenue Victoria, John Costin, et Michael Garonce, ces deux derniers avocats, de 6630 ouest, rue Sherbrooke, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des aliments, produits alimentaires, articles d'alimentation, confiserie, bonbons, biscuits, gâteaux, produits du chocolat, viandes, poisson, épiceries, produits laitiers, produits de la ferme, produits alimentaires et breuvages, en faire le commerce, sous le nom de « Aldan International Co. Ltd. — La Cie internationale Aldan ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595 717259

Aluminart Architectural Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Paul Dufort, 326, 9e Avenue, Deux-Montagnes, Jean-Paul Barbeau, 6737, 15e Avenue, Montréal, tous deux hommes d'affaires, et Denis Brassard, avocat, 3802, Notre-Dame, Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Aluminart Architectural Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 50,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 10,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives.
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720508

Les appareils Laurentides limitée
Laurentide Appliances Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1972, constituant en corporation: William Perlmutter, administrateur, 160, chemin Bates, Mont-Royal, Frank A. Bloomstone, notaire, 5465, chemin de la Reine Marie, Montréal, et Cecile Mauer, ménagère, épouse de William Katz, 935, avenue Effingham, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de refrigérateurs, comptoirs frigorifiques, appareils automatisés et dispositifs d'automatisme, sous le nom de « Les appareils Laurentide limitée — Laurentide Appliances Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et 15,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Victoria Avenue, John Costin, and Michael Garonce, the latter two advocates, of 6630, Sherbrooke West, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in foods, food products, foodstuffs, confectionery, candy, biscuits, cakes, chocolate products, meats, fish, groceries, dairy products, farm products, alimentary products and beverages, under the name of "Aldan International Co. Ltd. — La Cie internationale Aldan ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares at a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595-o 717259

Aluminart Architectural Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Dufort, 326, 9th Avenue, Two Mountains, Jean-Paul Barbeau, 6737, 15th Avenue, Montreal, both businessmen, and Denis Brassard, lawyer, 3802 Notre-Dame, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in merchandise and articles made, in part or entirely of wood, under the name of "Aluminart Architectural Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 50,000 common shares of a nominal value of $1 each and 10,000 preferred shares of a nominal value of $5 each.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720508

Les appareils Laurentides limitée
Laurentide Appliances Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: William Perlmutter, executive, 160 Bates Road, Mount Royal, Frank A. Bloomstone, notary, 5465 Queen Mary Road, Montreal, and Cecile Mauer, housewife, wife of William Katz, 935 Effingham Avenue, Laval, for the following purposes:

To deal in frigidaires, refrigerated bars, automated household appliances and automative devices, under the name of "Les appareils Laurentides limitée — Laurentide Appliances Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 15,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est au 160, chemin Bates, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595 720403

Arcado inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Marc Bourgeois, 69, Vivian, Gilles Bertrand, 147, Dunrae, tous deux de Mont-Royal, et Jean Guy, 5400, de Louisbourg, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de biens, marchandises, aliments, produits et services de toutes sortes, sous le nom de « Arcado inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 353, rue Pigeon, Beloeil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGMON.

45595-o 720348

Ascot Agencies Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Douglas L. Pascal, 5392, Prince de Galles, Earl S. Cohen, 4919, Montclair, tous deux de Montréal, et Charles E. Flam, 35, chemin Banstead, Montréal-Ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de produits alimentaires, en faire le commerce, sous le nom de « Ascot Agencies Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4877, avenue Patricia, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595 720208

Association des coureurs automobiles du Québec limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: André Beaudry, garagiste, 234, 89e Avenue, Laval, Jean Lecavalier, gérant, 2035, Ontario est, et Yves Champagne, comptable, 1318, Bernard ouest, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 160 Bates Road, Mount Royal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595-o 720403

Arcado inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Bourgeois, 69 Vivian, Gilles Bertrand, 147 Dunrae, both of Mount-Royal, and Jean Guy, 5400 de Louisbourg, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To deal in goods, merchandise, foodstuffs, products and services of all kinds, under the name of "Arcado inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 353 Pigeon Street, Beloeil, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720348

Ascot Agencies Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Douglas L. Pascal, 5392 Prince of Wales, Earl S. Cohen, 4919 Montclair, both of Montreal, and Charles E. Flam, 35 Banstead Road, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of food products, under the name of "Ascot Agencies Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4877 Patricia Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595-o 720208

Association des coureurs automobiles du Québec limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Beaudry, garage operator, 234, 89th Avenue, Laval, Jean Lecavalier, manager, 2035 Ontario East, and Yves Champagne, accountant, 1318 Bernard West, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Exploiter des pistes de courses automobiles, sous le nom de « Association des coureurs automobiles du Québec limitée », avec un capital total de $45,000, divisé en 4,500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 717046

Association for the Advancement of Children's Education Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: A. Arnold Lechter, avocat, 5764, avenue Blossom, Côte Saint-Luc, Mabel Hymovitch, épouse d'Eddy Hymovitch, 3325, avenue Goyer, app. 3, Montréal, et Adelaide MacKeracher, épouse de Kenneth MacKeracher, 812, Canora, Mont-Royal, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

Tendre à faire disparaître l'incapacité d'apprendre chez l'enfant, sous le nom de « Association for the Advancement of Children's Education Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir ou détenir est de $300,000.

Le siège social de la corporation est au 3325, avenue Goyer, app. 3, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45595 716376

Astro Bar Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1972, constituant en corporation: Réal Gilbert, homme d'affaires, 127, Emond, Longueuil, Louise Hamel, ménagère, épouse de Claude Vendette, 5300, Bachand, Saint-Hubert, et Daniel Dupuis, stagiaire, 7, Chantilly, app. 2, Saint-Jean, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, restaurants, salles de danses et de spectacles, sous le nom de « Astro Bar Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 721057

Atelier de soudure Robichaud inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

To operate car race-tracks, under the name of "Association des coureurs automobiles du Québec limitée", with a total capital stock of $45,000, divided into 4,500 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 717046

Association for the Advancement of Children's Education Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: A. Arnold Lechter, advocate, 5764 Blossom Avenue, Côte Saint-Luc, Mabel Hymovitch, wife of Eddy Hymovitch, 3325 Goyer Avenue, #3, Montreal, and Adelaide MacKeracher, wife of Kenneth MacKeracher, 812 Canora, Mount Royal, the latter two housewives, for the following purposes:

To eliminate learning disabilities for children, under the name of "Association for the Advancement of Children's Education Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $300,000.

The head office of the corporation is at 3325 Goyer Avenue, Apt. 3, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595-o 716376

Astro Bar Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réal Gilbert, businessman, 127 Emond, Longueuil, Louise Hamel, housewife, wife of Claude Vendette, 5300 Bachand, St. Hubert, and Daniel Dupuis, articled student, 7 Chantilly, Apt. 2, St. Jean, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns, restaurants, dancing halls and theatres, under the name of "Astro Bar Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 721057

Atelier de soudure Robichaud inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 3e jour de février 1972, constituant en corporation: Napoléon Robichaud, soudeur, Huguette Boudreault, ménagère. épouse dudit Napoléon Robichaud, tous deux de 7, Lasalle, et Micheline Rioux, secrétaire, fille majeure, 230, Gallant, app. 7, tous trois de Sept-Îles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en soudure, sous le nom de « Atelier de soudure Robichaud inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 521, avenue Perreault, Sept-Îles, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720630

Ateliers électroniques Brosseau inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1972, constituant en corporation: Roger Bibeau, ingénieur, Pierrette Brosseau, ménagère, épouse dudit Roger Bibeau, tous deux de 1787, Marmier, Longueuil, et Olivier Brosseau, technicien, 3262, Grande-Allée, Saint-Hubert, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Ateliers électroniques Brosseau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3266, Grande-Allée, Laflèche, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720768

Autobus Tremblay & Paradis inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1972, constituant en corporation: Gaétan Tremblay, 1375, Rousseau, Laurent Paradis, 1361, de Villars, tous deux administrateurs, et Marc Légaré, comptable, 1221, Joseph Vézina, tous trois de Sillery, pour les objets suivants:

Effectuer le transport de biens et de personnes, exercer le commerce de marchandises, aliments et services de toute sorte, sous le nom de « Autobus Tremblay & Paradis inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2229, chemin des Foulons, Sillery, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720603

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Napoléon Robichaud, welder. Huguette Boudreault, housewife, wife of the said Napoléon Robichaud, both of 7 Lasalle, and Micheline Rioux, secretary, spinster, 230 Gallant, Apt. 7, all three of Sept-Îles, for the following purposes:

To carry on business as general welding contractors, under the name of "Atelier de soudure Robichaud inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 521 Perreault Avenue, Sept-Îles, judicial district of Hauterive.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720630

Ateliers électroniques Brosseau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Bibeau, engineer, Pierrette Brosseau, housewife, wife of the said Roger Bibeau, both of 1787, Marmier, Longueuil, and Olivier Brosseau, technician, 3262 Grande-Allée, St. Hubert, for the following purposes:

To carry on business as electricians and manufacture and deal in electrical apparatus and accessories of all kinds, under the name of "Ateliers électroniques Brosseau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3266 Grande-Allée, Laflèche, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720768

Autobus Tremblay & Paradis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaétan Tremblay, 1375 Rousseau, Laurent Paradis, 1361 de Villars, both administrators, and Marc Légaré, accountant, 1221 Joseph Vézina, all three of Sillery, for the following purposes:

To transport goods, passengers, merchandise, food and deal in services of all kinds, under the name of "Autobus Tremblay & Paradis inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 2229 chemin des Foulons, Sillery, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720603

B.N.T. Promotions Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Terrence Trainor, assistant-gérant, 7015, Millevoyé, Lucien Boulet, gérant de ventes, 6337, Noyelles, tous deux de Saint-Léonard, et Bruce Nicolle, commis, 135, Place Côte Vertu, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de « B.N.T. Promotions Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7015, rue Millevoyé, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 717413

Alexandre Batrie inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1972, constituant en corporation: Alexandre Batrie, commerçant, Muguette Batrie, ménagère, épouse dudit Alexandre Batrie, et Jean Batrie, commis, tous trois de Ayer's Cliff, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de «Alexandre Batrie -inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ayer's Cliff, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720742

Bijouterie Lucien Gervais inc.

Le ministre des Institutions financières compagnies, et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Maurice Martel, Paul Martel, tous deux avocats, de 1301, St-Viateur ouest, Outremont, et Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 34, Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bijoutiers, orfèvres, marchands de diamants, fabricants de montres et autres commerces semblables, sous le nom de « Bijouterie Lucien Gervais inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions privilégiées de $1 chacune et en 36,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6577, rue Châteaubriand, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 717300

B.N.T. Promotions Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Terrence Trainor, assistant manager, 7015 Millevoyé, Lucien Boulet, sales manager, 6337 Noyelles, both of St. Léonard, and Bruce Nicolle, clerk, 135 Place Côte Vertu, St. Laurent, for the following purposes:

To carry on business as advertising contractors and consultants, under the name of "B.N.T. Promotions Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 7015 Millevoyé Street, St. Léonard, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 717413

Alexandre Batrie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alexandre Batrie, trader, Muguette Batrie, housewife, wife of the said Alexandre Batrie, and Jean Batrie, clerk, all three of Ayer's Cliff, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Alexandre Batrie inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Ayer's Cliff, judicial district of St. François.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720742

Bijouterie Lucien Gervais inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Martel, Paul Martel, both lawyers, of 1301 St. Viateur West, Outremont, and Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 34 Gilles, Ste. Thérèse-West, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, goldsmiths, diamond merchants, watch-makers and in other like commerce, under the name of "Bijouterie Lucien Gervais inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 36,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the corporation is at 6577 Châteaubriand Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 717300

Boutique Le Chalet Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Murray Lapin, 167, chemin Edgehill, Westmount, Stephen Harper, 1212, avenue des Pins, Herschell Gavsie, 4655, Bonavista Drive, app. 402, tous trois avocats, et Miriam Bernard, secrétaire, fille majeure, 2980, chemin Bedford, app. 10, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements de toutes descriptions, comprenant les articles de mode, les fourrures, les bottes et souliers, en faire le commerce, sous le nom de « Boutique Le Chalet Ltd. », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1486 est, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595 720254

Maurice Boyer Pro Shop Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Maurice Boyer, administrateur, 2052, Étienne Brûlé, Ghislaine Galarneau, secrétaire, fille majeure, 10383, Place Fleury, tous deux de Montréal, et Réal Dion, avocat, 2740, Marquette, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles de sport et de produits connexes comme vêtements de sport, produits d'entretien pour centre de quilles, sous le nom de « Maurice Boyer Pro Shop Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4343, avenue Verdun, Verdun, district judiciaire de Montreal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 716769

Broadway Dress Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Irving Shapiro, avocat, 636, avenue Kindersley, Mont-Royal, Adele Candiotti, épouse d'Isaac Candiotti, 4891, Vézina, app. 20, et Ruth Glenen, fille majeure, 2921, rue Beaugrand, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de robes, pour dames, vêtements de sport et articles vestimentaires de toutes sortes et descriptions, en faire le commerce, sous le nom de

Boutique Le Chalet Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Murray Lapin, 167 Edgehill Road, Westmount, Stephen Harper, 1212 Pine Avenue, Herschel Gavsie, 4655 Bonavista Drive, Apt. 302, all three advocates, and Miriam Bernard, secretary, spinster, 2980 Bedford Road, Apt. 10, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing of every description, including millinery, furs, boots and shoes, under the name of "Boutique Le Chalet Ltd.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1486 St. Catherine Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595-o 720254

Maurice Boyer Pro Shop Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Boyer, administrator, 2052 Étienne Brûlé, Ghislaine Galarneau, secretary, spinster, 10383 Place Fleury, both of Montreal, and Réal Dion, lawyer, 2740 Marquette, Laval, for the following purposes:

To deal in sports articles and products related thereto, such as sportswear and maintenance products for bowling alleys, under the name of "Maurice Boyer Pro Shop Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4343 Verdun Avenue, Verdun, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 716769

Broadway Dress Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Shapiro, advocate, 636 Kindersley Avenue, Mount Royal, Adele Candiotti, wife of Isaac Candiotti, 4891 Vézina, #20, and Ruth Glenen, spinster, 2921 Beaugrand Street, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To deal in ladies' dresses, sportswear and wearing apparel of all kinds and descriptions, under the name of "Broadway Dress Inc.", with a total capital stock

« Broadway Dress Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiés de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595 720116

Caprice Sportswear Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Michel-A. Héroux, 10640, Hamelin, Montréal, Harold Bloomfield, 94, Thurlo Road, Hampstead, tous deux avocats, et Pauline Deline, secrétaire, fille majeure, 615, Champagneur, app. 5, Outremont, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de textiles, vêtements et tissus, sous le nom de « Caprice Sportswear Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7080, rue Hutchison, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 717229

Centre du couvre-plancher Canadien inc.
Canadian Floor Covering Center Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jean-Guy Hudon, gérant, 186, St-Denis, Chicoutimi-Nord, Alyre Mercier, et Thérèse Mercier, épouse dudit Alyre Mercier, ces deux derniers vendeurs, de 5707, Mignault, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tapis, prélarts, tuiles de toutes sortes, céramique, tapisserie, rideau, tentures, de même que de tous leurs produits et sous-produits, sous le nom de « Centre du couvre-plancher Canadien inc. — Canadian Floor Covering Center Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6915, Louis Sicard, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595-o 717054

Champion Jewellery Ltd.
Bijouterie Champion ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Michel-A. Héroux, 10640, Hamelin, Montréal, Harold Bloomfield, 94, Thurlo Road, Hampstead, tous deux avocats, et Pauline Deline, secrétaire, fille majeure, 615, Champagneur, app. 5, Outremont, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de textiles, vêtements et tissus, sous le nom de « Caprice Sportswear Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7080, rue Hutchison, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 717229

Centre du couvre-plancher Canadien inc.
Canadian Floor Covering Center Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jean-Guy Hudon, gérant, 186, St-Denis, Chicoutimi-Nord, Alyre Mercier, et Thérèse Mercier, épouse dudit Alyre Mercier, ces deux derniers vendeurs, de 5707, Mignault, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tapis, prélarts, tuiles de toutes sortes, céramique, tapisserie, rideau, tentures, de même que de tous leurs produits et sous-produits, sous le nom de « Centre du couvre-plancher Canadien inc. — Canadian Floor Covering Center Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6915, Louis Sicard, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595-o 717054

Champion Jewellery Ltd.
Bijouterie Champion ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Michel-A. Héroux, 10640 Hamelin, Montréal, Harold Bloomfield, 94 Thurlo Road, Hampstead, both lawyers, and Pauline Deline, secretary, spinster, 615 Champagneur, Apt. 5, Outremont, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of textiles, clothing and fabrics, under the name of "Caprice Sportswear Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the corporation is at 7080 Hutchison Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 717229

Centre du couvre-plancher Canadien inc.
Canadian Floor Covering Center Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Hudon, manager, 186 St. Denis, Chicoutimi North, Alyre Mercier, and Thérèse Mercier, wife of the said Alyre Mercier, the latter two salesmen, of 5707 Mignault, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in carpets, linoneum, tiles of all kinds, ceramic, wallpaper, curtains, drapes and related products and by-products, under the name of "Centre du couvre-plancher Canadien inc. — Canadian Floor Covering Center Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6915 Louis-Sicard, St. Léonard, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595 717054

Champion Jewellery Ltd.
Bijouterie Champion ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

tuant en corporation: Steve Weissbrunn, retraité, 900, avenue Rockland, app. 508, Outremont, Emma Czitrom, teneuse de livres, épouse de Tibor Roth, 4420, avenue Harvard, et Denis Sifonas, mécanicien, 1175, avenue Van Horne, app. 103, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de bijoutiers, orfèvres, marchands de diamants, sertisseurs de pierres, horlogers et artisans de travaux sur or, sous le nom de « Champion Jewellery Ltd. — Bijouterie Champion ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 460 ouest, rue Ste-Catherine, suite 840, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595 720209

La Cie Y.R. ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1972, constituant en corporation: Yves Robert, camionneur, Nicole Bouchard, secrétaire, épouse dudit Yves Robert, tous deux de 3180, Neilson, app. 206, Sainte-Foy, et Louis Leblanc, courtier, 7434, St-Hubert, Montréal, pour les objets suivants:

Faires affaires comme compagnie de construction et d'immeuble, sous le nom de « La Cie Y.R. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3180, rue Neilson, appartement 206, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720767

Comité de citoyens de la région de Val d'Or

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Adrienne Théberge, secrétaire, épouse de Diogène Gauthier, 61, boulevard Miljours, Joseph-Octave Beaulieu, fonctionnaire, 432, 12e rue, et Laurent St-Amour, classificateur, 717, 4e Avenue, tous trois de Val d'Or, pour les objets suivants:

Travailler au bien commun et au bien des individus qui composent la ville de Val d'Or et ses environs, sous le nom de « Comité de citoyens de la région de Val d'Or ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

incorporating: Steve Weissbrunn, retired, 900 Rockland Avenue, Apt. 508, Outremont, Emma Czitrom, bookkeeper, wife of Tibor Roth, 4420 Harvard Avenue, and Denis Sifonas, mechanic, 1175 Van Horne Avenue, Apt. 103, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, silversmiths, diamond merchants, stone setters, watchmakers and gold craftsmen, under the name of "Champion Jewellery Ltd. — Bijouterie Champion ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 460 St. Catherine Street West, Suite 840, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595-o 720209

La Cie Y.R. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yves Robert, trucker, Nicole Bouchard, secretary, wife of the said Yves Robert, both of 3180 Neilson, Apt. 206, Ste. Foy, et Louis Leblanc, broker, 7434 St. Hubert, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a construction and real estate company, under the name of "La Cie Y.R. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 3180 Neilson Street, Apartment 206, Ste. Foy, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

45595 720767

Comité de citoyens de la région de Val d'Or

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Adrienne Théberge, secretary, wife of Diogène Gauthier, 61 Miljours Boulevard, Joseph-Octave Beaulieu, civil servant, 432, 12th Street, and Laurent St-Amour, classifier, 717, 4th Avenue, all three of Val d'Or, for the following purposes:

To work for the benefit and welfare of those residing in the Town of Val d'Or and its vicinity, under the name of "Comité de citoyens de la région de Val d'Or".

The value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

Le siège social de la corporation est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720318

Corporation Con-Vec ltée
Con-Vec Corporation Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Roger Beausoleil, arpenteur, rue Metcalfe, Rawdon, Jean Beausoleil, administrateur, 4632, Fabre, Montréal, et Marie Groulx, secrétaire, fille majeure, 91, Place Caron, Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Corporation Con-Vec ltée — Con-Vec Corporation Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720477

Corporation immobilière R. Hudon ltée
R. Hudon Real Estate Corporation Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Réjane Hudon, courtier, 3455, Stanley, app. 114, Montréal, Huguette Grisé, comptable, 4, avenue Wilson, Saint-Mathias, toutes deux filles majeures, Jules Dupré, 160, Pagnuelo, Outremont, et Jean Gagnon, 715, Closse, Saint-Lambert, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Agir comme courtiers, agents ou mandataires, pour la vente, l'achat et le louage d'immeubles et de tous intérêts dans les immeubles, sous le nom de « Corporation immobilière R. Hudon ltée — R. Hudon Real Estate Corporation Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le sière social de la compagnie est 1396, rue Ste-Catherine ouest, suite 305, Montréal, district juciciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595-o 720221

Gratien Cournoyer ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

The head office of the corporation is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720318

Corporation Con-Vec ltée
Con-Vec Corporation Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Beausoleil, land-surveyor, Metcalfe Street, Rawdon, Jean Beausoleil, administrator, 4632 Fabre, Montreal, and Marie Groulx, secretary, spinster, 91 Place Caron, Ste. Thérèse, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Corporation Con-Vec ltée — Con-Vec Corporation Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720477

Corporation immobilière R. Hudon ltée
R. Hudon Real Estate Corporation Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réjane Hudon, broker, 3455 Stanley, Apt. 114, Montreal, Huguette Grisé, accountant, 4 Wilson Avenue, St. Mathias, both spinsters, Jules Dupré, 160 Pagnuelo, Outremont, and Jean Gagnon, 715 Closse, St. Lambert, the latter two lawyers, for the following purposes:

To operate as brokers, agents or trustees for the sale, purchase and rental of immoveables and of all interests in immoveables, under the name of "Corporation immobilière R. Hudon ltée — R. Hudon Real Estate Corporation Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 1396 Ste. Catherine Street West, Suite 305, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595 720221

Gratien Cournoyer ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1972, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 27e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Gratien Cournoyer, entrepreneur, Solange St-Germain, ménagère, épouse dudit Gratien Cournoyer, tous deux de 220, Germain, Sorel, et Roger Delisle, superviseur, 105, Pie IX, Saint-Joseph-de-Sorel, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Gratien Cournoyer ltée », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720497

D & R Calgary Beef Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Mark George, Ray George, tous deux bouchers, et Norleen Abrams, secrétaire, épouse dudit Ray George, tous trois de 491, 96e Avenue, Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer des produits alimentaires, épiceries, nourriture, pour animaux et volailles aliments de chenil pour toutes catégories et descriptions d'animaux en faire le commerce, sous le nom de « D & R Calgary Beef Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45595 716725

Den-Mart Imports Inc.
Les importations Den-Mart inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1972, constituant en corporation: Denys Thivierge, professeur, Marcelle Roussin, ménagère, épouse dudit Denys Thivierge, tous deux de 1633, des Rocs, Sainte-Foy, et Pierre-Paul Côté, notaire, 1140, Bougainville, Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Den-Mart Imports Inc.— Les importations Den-Mart inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720970

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gratien Cournoyer, contractor, Solange St-Germain, housewife, wife of the said Gratien Cournoyer, both of 220 Germain, Sorel, and Roger Delisle, supervisor, 105 Pie IX, St. Joseph-de-Sorel, for the following purposes:

To carry on business in the sale and manufacture of timber, under the name of "Gratien Cournoyer ltée", with a capital stock divided into 10,000 common shares without nominal value and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Sorel, judicial district of Richelieu.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720497

D & R Calgary Beef Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mark George, Ray George, both butchers, and Norleen Abrams, secretary, wife of the said Ray George, all three of 491, 96th Avenue, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in food products, groceries, animal and poultry foods and kennel rations for all classes and descriptions, under the name of "D & R Calgary Beef Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595-o 716725

Den-Mart Imports Inc.
Les importations Den-Mart inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denys Thivierge, teacher, Marcelle Roussin, housewife, wife of the said Denys Thivierge, both of 1633 des Rocs, Ste. Foy, and Pierre-Paul Côté, notary, 1140 Bougainville, Québec, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and goods, under the name of "Den-Mart Imports Inc.— Les importations Den-Mart inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720970

Gilles Deshaies inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Gilles Deshaies, gérant, 4, avenue du Parc, Arthabaska, Réal St-Hilaire, journalier, 7, Provencher, et Pierre Béliveau, commis, 30, Roger, ces deux derniers de Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire le commerce des fruits, légumes, produits congelés et toutes sortes de comestibles fabriqués, ainsi que tous les produits de la terre, de la vigne et des arbres, sous le nom de « Gilles Deshaies inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45595-o 716909

Distribution Boutin inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jules Boutin, vendeur, Simone Boutin, ménagère, épouse dudit Jules Boutin, et Jean-Marie Jacques, camionneur, tous trois de Rock Forest, pour les objets suivants:

Transformer, mettre en boîte, mettre en conserve, empaqueter ou autrement préparer pour la consommation les légumes, fruits, viandes, grains, lait et autres produits alimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Distribution Boutin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rock Forest, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720288

Donvick Limited
Donvick limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: John H. Adams, 612, avenue Victoria, Westmount, Gerald McCarthy, 3495, rue Mountain, tous deux avocats, et Carolle Jobin, secrétaire, épouse de Jean-Pierre Jobin, 4795, rue Dudemaine, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de construction et de placements, sous le nom de « Donvick Limited —

Gilles Deshaies inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Deshaies, manager, 4 du Parc Avenue, Arthabaska, Réal St-Hilaire, labourer, 7 Provencher, and Pierre Béliveau, clerk, 30 Roger, the latter two of Victoriaville, for the following purposes:

To deal in fruit, vegetables, frozen goods and all kinds of manufactured edibles, as well as in products of the soil, vineyeard and trees, under the name of "Gilles Deshaies inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 716909

Distribution Boutin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jules Boutin, salesman, Simone Boutin, housewife, wife of the said Jules Boutin, and Jean-Marie Jacques, trucker, all three of Rock Forest, for the following purposes:

To transform, can, pack or otherwise prepare for consumption, vegetables, fruits, meat, grains, milk and other food products of all kinds, under the name of "Distribution Boutin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the corporation is at Rock Forest, judicial district of St-François.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720288

Donvick Limited
Donvick limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John H. Adams, 612 Victoria Avenue, Westmount, Gerald McCarthy, 3495 Mountain Street, both advocates, and Carolle Jobin, secretary, wife of Jean-Pierre Jobin, 4795 Dudemaine Street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and construction company, under the name of "Donvick

Donvick limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595 717286

Les entreprises A.P.A.D. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Claude Saint-Arnaud, 4617, Royal, Montréal, Claude Pothier, 305, St-Charles ouest, tous deux avocats, et Pauline Véronneau, secrétaire, fille majeure, 750, d'Auvergne, ces deux derniers de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire le commerce de publication d'une ou de plusieurs revues, journaux ou magazines à l'intention des personnes âgées, sous le nom de « Les entreprises A.P.A.D. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595-o 720249

Les entreprises Adage inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Fabien Bélanger, entrepreneur, 215, Handfield, Dorval, Bruno Turgeon, représentant, 162, 8e Avenue, Île-Perrot, et Armand Gomez, peintre, 6485, Marie Victorin, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les entreprises Adage inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6485, Marie Victorin, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720557

Les entreprises Arbela inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Pierre Arsenault, 3053, Lechasseur, Sainte-Foy, Alfred Lavigne, 1520, Chatrian,

Limited — Donvick limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595-o 717286

Les entreprises A.P.A.D. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Saint-Arnaud, 4617 Royal, Montreal, Claude Pothier, 305 St. Charles West, both lawyers, and Pauline Véronneau, secretary, spinster, 750 d'Auvergne, the latter two of Longueuil, for the following purposes:

To carry on the business of publishing one or several reviews, newspapers or magazines for elderly readers, under the name of "Les entreprises A.P.A.D. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595 720249

Les entreprises Adage inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fabien Bélanger, contractor, 215 Handfield, Dorval, Bruno Turgeon, agent, 162, 8th Avenue, Île-Perrot, and Armand Gomez, painter, 6485 Marie Victorin, Montreal North, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Les entreprises Adage inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the corporation is at 6485 Marie-Victorin, Montreal North, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720557

Les entreprises Arbela inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Arsenault, 3053 Lechasseur, Ste. Foy, Alfred Lavigne, 1520 Chatrian, Québec, and

Québec, et Jean-Guy Béliveau, 2412, Évangéline, Giffard, tous trois techniciens dentaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les entreprises Arbela inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 894, rue Myrand, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720317

Entreprises Paul Giguère inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, 1, Place Laval, Laval, Denise Valiquette, épouse de Jean-Georges Girard, 1681, Sauvé est, et Ginette Huneault, fille majeure, 7283, Berri, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Entreprises Paul Giguère inc. », avec un capital total de $300,000, divisé en 300 actions ordinaires de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 2,987 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 500, Place d'Armes, suite 1294, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 717274

Les entreprises sportives Saguenay Lac St-Jean ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Dan Walker (Walter Girard), homme d'affaires, 1420, McNicoll, Marc Quenneville, journaliste, 938, Papineau, tous deux de Chicoutimi, et Jocelyn Hardy, joueur de hockey, 75, Racine, Kénogami, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toute espèce d'articles de sport et d'appareils de culture physique, sous le nom de « Les entreprises sportives Saguenay Lac St-Jean ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 238, boulevard Lamarche, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 714780

Jean-Guy Béliveau, 2412 Évangéline, Giffard, all three dental technicians, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Les entreprises Arbela inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the corporation is at 894 Myrand Street, Ste. Foy, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720317

Entreprises Paul Giguère inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Ccoperatives, incorporating: Pierre Lalande, lawyer, 1 Place Laval, Laval, Denise Valiquette, wife of Jean-Georges Girard, 1681 Sauvé East, and Ginette Huneault, spinster, 7283 Berri, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a realty, construction, investment and holding company, under the name of "Entreprises Paul Giguère inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 300 common shares of $1 each, 1,000 class "A" preferred shares of $1 each and 2,987 class "B" preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 500 Place d'Armes, Suite 1294, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 717274

Les entreprises sportives Saguenay Lac St-Jean ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Dan Walker, (Walter Girard), businessman, 1420 McNicoll, Marc Quenneville, journalist, 938 Papineau, both of Chicoutimi, and Jocelyn Hardy, hockey player, 75 Racine, Kénogami, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of sport articles and physical training apparatus, under the name of "Les entreprises sportives Saguenay Lac St-Jean ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 238 Lamarche Boulevard, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 714780

Eraclea Shoes Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jacques Perrault, administrateur, 664, Mille Îles est, Sainte-Thérèse, Domenico Grassia, gérant, et Antonino Grassia, opérateur, ces deux derniers de 6799, 26e Avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de souliers ainsi que des produits connexes, sous le nom de « Eraclea Shoes Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7408, St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595-o 716618

Érection Allco ltée
Allco Erection Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1972, constituant en corporation: Raynald Vermette, comptable, 6265, De Beauvais, Saint-Léonard, Monique Damien, secrétaire, épouse de Yvon Larosée, 8897, boulevard Lasalle, Lasalle, et André Gauthier, avocat, 1990, des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de métaux de toutes sortes, leurs produits et sous-produits, sous le nom de « Érection Allco ltée — Allco Erection Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1864, Labelle, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720677

Esray Investment Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Sam Ray, 5500, Macdonald, app. 1206, Robert Ray, 6731, Louis Pasteur, app. 23, tous deux de Montréal, et Michael Ray, 22, place Holthorn, Hampstead, tous trois manufacturiers, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Esray Investment Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Eraclea Shoes Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Perrault, administrator, 664 Mille Îles East, Ste. Thérèse, Domenico Grassia, manager, and Antonio Grassia, operator, the latter two of 6799, 26th Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in footwear and related goods, under the name of "Eraclea Shoes Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 7408 St. Hubert, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595 716618

Érection Allco ltée
Allco Erection Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raynald Vermette, accountant, 6265 De Beauvais, St. Léonard, Monique Damien, secretary, wife of Yvon Larosée, 8897 Lasalle Boulevard, Lasalle, and André Gauthier, lawyer, 1990 des Ormes, St. Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To process and deal in all kinds of metals, their products and by-products, under the name of "Érection Allco ltée — Allco Erection Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the corporation is at 1864 Labelle, Longueuil, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720677

Esray Investment Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sam Ray, 5500 Macdonald, Apt. 1206, Robert Ray, 6731 Louis Pasteur, Apt. 23, both of Montreal, and Michael Ray, 22 Holthorn Place, Hampstead, all three manufacturers, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Esray Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est au 160 est, rue St-Viateur, pièce 601, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595 717124

Excavation F. Majeau & fils inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Fernand Majeau, homme d'affaires, Claire Beausoleil, ménagère, épouse dudit Fernand Majeau, tous deux de 174, 13e Avenue, et Yvan Majeau, opérateur, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise de concassage de pierres, d'excavation, d'irrigation, une sablière et une carrière de gravier, sous le nom de « Excavation F. Majeau & fils inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 72,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45595-o 716786

F.T.P. Industries (Canada) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Max S. Kaufman, 574, Claremont, Westmount, Oscar Respitz, 4945, Glencairn, Philip Shugar, 6267, Macdonald, tous deux de Montréal, et Sydney B. Sederoff, 80, Crestwood, Montréal-Ouest, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles et effets, sous le nom de « F.T.P. Industries (Canada) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et 3,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45595 716868

Fantasia Fashion Shirts Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1972, constituant en corporation: Robert Cliche, Paul Laflamme et Richard Cliche, tous trois avocats, de Saint-Joseph-de-Beauce, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 160 St. Viateur Street East, Room 601, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595-o 717124

Excavation F. Majeau & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Majeau, businessman, Claire Beausoleil, housewife, wife of the said Fernand Majeau, both of 174, 13th Avenue, and Yvan Majeau, operator, all three of Drummondville, for the following purposes:

To operate a stone-breaking, excavating and irrigating business, a sand pit and a gravel pit, under the name of "Excavation F. Majeau & fils inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each, 72,000 class "A" preferred shares of a nominal value of $1 each and 2,000 class "B" preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 716786

F.T.P. Industries (Canada) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Max S. Kaufman, 574 Claremont, Westmount, Oscar Respitz, 4945 Glencairn, Philip Shugar, 6267 Macdonald, both of Montreal, and Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood, Montreal West, all four advocates, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise, under the name of "F.T.P. Industries (Canada) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $10 each and 3,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595-o 716868

Fantasia Fashion Shirts Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Cliche, Paul Laflamme and Richard Cliche, all three lawyers, of St. Joseph-de-Beauce, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements, sous le nom de « Fantasia Fashion Shirts Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Martin, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720591

Garage G. Proulx & frère inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Gérard Proulx, garagiste, Jocelyne Labrie, téléphoniste, épouse dudit Gérard Proulx, tous deux de 424, 68e rue ouest, Charlesbourg, Jean-Guy Proulx, garagiste, et Lise Proulx, ménagère, épouse dudit Jean-Guy Proulx, ces deux derniers de 1102, Bearn, Orsainville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, camions, moteurs et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Garage G. Proulx & frère inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4660, 1re avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595-o 720099

Gestion Habitat inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jean Légaré, entrepreneur, 1072, St-Cyrille, Québec, Marcellin Tremblay, surintendant, 1165, Paul VI, Charlesbourg, et Gilles Foucault, administrateur, 2069, Brulard, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Gestion Habitat inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720544

Albert Girard ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Albert Girard, courtier d'assurances, Louise Girard, fille majeure, tous deux de 109,

To manufacture and deal in clothing, under the name of "Fantasia Fashion Shirts Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Martin, judicial district of Beauce.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720591

Garage G. Proulx & frère inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Proulx, garage operator, Jocelyne Labrie, telephone operator, wife of the said Gérard Proulx, both of 424, 68th Street West, Charlesbourg, Jean-Guy Proulx, garage operator, and Lise Proulx, housewife, wife of the said Jean-Guy Proulx, the latter two of 1102 Bearn, Orsainville, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in automobiles, trucks, motors and all related accessories and parts, under the name of "Garage G. Proulx & frère inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 4660, 1st Avenue, Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595 720099

Gestion Habitat inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Légaré, contractor, 1072 St. Cyrille, Québec, Marcellin Tremblay, superintendent, 1165 Paul VI, Charlesbourg, and Gilles Foucault, administrator, 2069 Brulard, Sillery, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Gestion Habitat inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Ste. Foy, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720544

Albert Girard ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Albert Girard, insurance broker, Louise Girard, spinster, both of 109 St. Louis, and Edith Ber-

St-Louis, et Edith Bergeron, épouse de Eddy Desrochers, route rurale numéro 1, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Warwick, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Albert Girard ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 370 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Warwick, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720653

Jean-Guy Girard inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Michel Décary, 6, Place Décary, Dorval, Michel Jasmin, 6144, Émile Nelligan, Saint-Laurent, tous deux avocats, et Alexandra Charron, secrétaire, épouse de Pierre Charron, 19, boulevard Richelieu, Saint-Basile-le-Grand, pour les objets suivants:

Faire le commerce de la viande, du beurre, du poisson et autres produits alimentaires ainsi que du suif, graisse et produits laitiers, sous le nom de « Jean-Guy Girard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 235, boulevard l'Assomption, Repentigny, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720426

Gros Jean Enterprises Inc.
Entreprises Gros Jean inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Farid A. Cheftechi, 135, place Côte Vertu, app. 303, John Hamilton, fils, 5820, de Louisbourg, app. 26, et Ruby A. Oxner 3555, chemin Côte des Neiges, app. 401, tous trois commis en loi, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des marchandises, articles et effets de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Gros Jean Enterprises Inc.— Entreprises Gros Jean inc. », avec un capital-actions divisé en 40,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595 720337

geron, wife of Eddy Desrochers, R.R. No. 1, the latter two secretaries, all three of Warwick, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Albert Girard ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 2,000 class "A" preferred shares of $1 each and 370 class "B" preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Warwick, judicial district of Arthabaska.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720653

Jean-Guy Girard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Décary, 6 Place Décary, Dorval, Michel Jasmin, 6144 Émile Nelligan, St. Laurent, both lawyers, and Alexandra Charron, secretary, wife of Pierre Charron, 19 Richelieu Boulevard, St. Basile-le-Grand, for the following purposes:

To deal in meat, butter, fish and other food products as well as in tallow, fat and dairy products, under the name of "Jean-Guy Girard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the corporation is at 235 l'Assomption Boulevard, Repentigny, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720426

Gros Jean Enterprises Inc.
Entreprises Gros Jean inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Farid A. Cheftechi, 135 Place Côte Vertu, Apt. 303, John Hamilton junior, 5820 de Louisbourg, Apt. 26, and Ruby A. Oxner, 3555 Côte des Neiges Road, Apt. 401, all three law clerks, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Gros Jean Enterprises Inc.— Entreprises Gros Jean inc.", with a capital stock divided into 40,000 shares without par value.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595-o 720337

L'Hôtel l'Élysée inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Alfred-E. Boivin, technicien, 1198, St-Jean, Québec, Maurice Cassar, 676, 6e avenue, Grand'Mère, et Jean-Claude Fortin, 1611, Notre-Dame, Trois-Rivières, ces deux derniers hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, terrains, salles, chalets, kiosques, logements, buanderies, garages, tavernes, clubs, salles à manger et bars-salons, sous le nom de « L'Hôtel l'Élysée inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 121, St-Antoine, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595-o 720529

L'Hôtel l'Élysée inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alfred-E. Boivin, technician, 1198 St. Jean, Québec, Maurice Cassar, 676, 6th Avenue, Grand' Mère, and Jean-Claude Fortin, 1611 Notre-Dame, Trois-Rivières, the latter two businessmen, for the following purposes:

To operate hotels, grounds, halls, chalets, stands, apartments, laundries, garages, taverns, clubs, dining-rooms and cocktail lounges, under the name of "L'Hôtel l'Élysée inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 121 St. Antoine, Trois-Rivières, judicial district of Three Rivers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595 720529

Les immeubles Claude Verreault ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jacques Lemaître-Auger, 8462, Drolet, Mark Rosenstein, 3465, Redpath, tous deux de Montréal, et Alexander S. Konigsberg, 2378, Frenette, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les immeubles Claude Verreault ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5486, Côte St-Luc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720479

Les immeubles Claude Verreault ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Lemaître-Auger, 8462 Drolet, Mark Rosenstein, 3465 Redpath, both of Montreal, and Alexander S. Konigsberg, 2378 Frenette, St. Laurent, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Les immeubles Claude Verreault ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5486 Côte St. Luc, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720479

Les immeubles du Vieux Quartier inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Paul Vézina, avocat, Francine Brochu, et Lucille Demers, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de 220, Grande-Allée est, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers et restaurateurs, sous le nom de « Les immeubles du Vieux Quartier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Les immeubles du Vieux Quartier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Vézina, lawyer, Francine Brochu, and Lucille Demers, the latter two secretaries, spinsters, all three of 220 Grande-Allée Est, Québec, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers and restaurateurs, under the name of "Les immeubles du Vieux Quartier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720596

Investigations R. K. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Pierre-C. Ricard, investigateur, Suzanne Hug, ménagère, épouse dudit Pierre-C. Ricard, tous deux de 801, 30e Avenue, Lachine, et Robert Cardinal, commerçant, 4185, Harold, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Exploiter une agence d'investigation, filature, de détective pour faire les recherches d'infraction, recueillir ou fournir des renseignements sur le caractère ou la conduite de personnes, sous le nom de « Investigations R. K. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 800 actions ordinaires de $25 chacune et en 800 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est 801, 30e Avenue, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 716523

Les investissements P.L.N. ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Raymond Nadeau, comptable, 7460, Berri, Gilles Landry, vendeur, 12223, Place Philippe Lebon, et J.-Paul Parent, briqueteur, 9222, Iberville, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les investissements P.L.N. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnes et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720435

Les investissements René Sirois inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1972, constituant en corporation: René Sirois, imprimeur, Carmen Boisvert, ménagère, épouse dudit René Sirois, tous deux de 318, Bernard, et Eugène Sirois, journalier, 220, St-Joseph, tous trois de Cowansville, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720596

Investigations R. K. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-C. Ricard, investigator, Suzanne Hug, housewife, wife of the said Pierre-C. Ricard, both of 801, 30th Avenue, Lachine, and Robert Cardinal, merchant, 4185 Harold, Pierrefonds, for the following purposes:

To operate an investigating, shadowing and detective agency to investigate violation cases and to collect or provide information on the character and conduct of individuals, under the name of "Investigations R. K. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 800 common shares of $25 each and 800 preferred shares of $25 each.

The head office of the company is at 801, 30th Avenue, Lachine, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 716523

Les investissements P.L.N. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Nadeau, accountant, 7460 Berri, Gilles Landry, salesman, 12223 Place Philippe Lebon, and J.-Paul Parent, bricklayer, 9222 Iberville, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les investissements P.L.N. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720435

Les investissements René Sirois inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Sirois, printer, Carmen Boisvert, housewife, wife of the said René Sirois, both of 318 Bernard, and Eugène Sirois, labourer, 220 St. Joseph, all three of Cowansville, for the following purposes:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Les investissements René Sirois inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720415

Isabel Auto Service Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1972, constituant en corporation: Jean-Claude St-Arnaud, garagiste, 181, Toulouse, app. 205, Longueuil, Isabelle Poirier, ménagère, veuve de Jean-Thomas Cloutier, 176, 19e rue, Saint-Georges-de-Beauce, Germaine St-Pierre, secrétaire, fille majeure, 7575, Millet, Saint-Léonard, et Paul-J.-R. Durocher, administrateur, 5837, Vendée, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Isabel Auto Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 30, boulevard Jacques-Cartier est, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720770

Ithaca Realties Ltd.
Les immeubles Ithaca ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Max Bernard, 5360, Macdonald, Côte Saint-Luc, Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, et David Katznelson, 145, chemin Radcliffe, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Ithaca Realties Ltd.— Les immeubles Ithaca ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1, place Ville-Marie, suite 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595 720230

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Les investissements René Sirois inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the corporation is at Cowansville, judicial district of Bedford.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister o Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720415

Isabel Auto Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude St-Arnaud, garage keeper, 181 Toulouse, Apt. 205, Longueuil, Isabelle Poirier, housewife, widow of Jean-Thomas Cloutier, 176, 19th Street, St. Georges-de-Beauce, Germaine St-Pierre, secretary, spinster, 7575 Millet, St. Léonard, et Paul-J.-R. Durocher, administrator, 5837 Vendée, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and deal in automobiles, motors, engines and all their parts and accessories, under the name of "Isabel Auto Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 30 Jacques-Cartier Boulevard East, Longueuil, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720770

Ithaca Realties Ltd.
Les immeubles Ithaca ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Max Bernard, 5360 Macdonald, Côte Saint-Luc, Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, and David Katznelson, 145 Radcliffe Road, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Ithaca Realties Ltd.— Les immeubles Ithaca ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595-o 720230

J.D.N. Sportswear Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Pierre Laberge, avocat, 65, Sherbrooke est, Bruno Laberge, commis de bureau, 335, Emery, tous deux de Montréal, et Roger Giroux, comptable, 549, Salaberry, Beauharnois, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements, sous le nom de « J.D.N. Sportswear Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 204, rue Principale, Saint-Urbain-Premier, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720388

Lancaster Produce Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1971, constituant en corporation: Léo Jasmin, 8919, 14e avenue, André Ruimy, 5829, Collbrook, tous deux commerçants, et Jean Boisvert, comptable, 10566, Sacré-Coeur, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'oeufs, beurre et lait, sous le nom de « Lancaster Produce Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 721417

G. Larue inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Gilles Larue, représentant, Micheline Larue, secrétaire, épouse dudit Gilles Larue, tous deux de 106, Pontmain, Laval, et Jean-Paul Bouchard, comptable, 5280, boulevard Couture, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs, presseurs, teinturiers et buandiers, sous le nom de « G. Larue inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

J.D.N. Sportswear Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Laberge, lawyer, 65 Sherbrooke East, Bruno Laberge, office clerk, 335 Emery, both of Montreal, and Roger Giroux, accountant, 549 Salaberry, Beauharnois, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, under the name of "J.D.N. Sportswear Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of a nominal value of $1 each and 1,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 204 Principale Street, St. Urbain-Premier, judicial district of Beauharnois.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720388

Lancaster Produce Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léo Jasmin, 8919 14th Avenue, André Ruimy, 5829 Collbrooke, both merchants, and Jean Boisvert, accountant, 10566 Sacré-Coeur, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in eggs, butter and milk, under the name of "Lancaster Produce Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 721417

G. Larue inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Larue, agent, Micheline Larue, secretary, wife of the said Gilles Larue, both of 106 Pontmain, Laval, and Jean-Paul Bouchard, accountant, 5280 Couture Boulevard, St. Léonard, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, pressers, dyers and launderers, under the name of "G. Larue inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est 60A, boulevard Cartier, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595-o 720481

Jean Légaré inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jean Légaré, entrepreneur, 1072, St-Cyrille, Québec, Germain Poulin, contremaître, 7951, 10e avenue est, et Marcellin Tremblay, surintendant, 1165, Paul VI, ces deux derniers de Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Jean Légaré inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720543

Matériaux de Giffard inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1971, constituant en corporation: François Rainville, notaire, 1270, Ernest Lavigne, Sillery, Gisèle Martel, 387, 19e rue, et Huguette Fournel, 554, Latourelle, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de « Matériaux de Giffard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1924, de la Station, Giffard, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595-o 717207

Melanie Dress Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1972, constituant en corporation: John Michelin, avocat, 5754, Lockwood, Glacia Miller, fille majeure, 3201, avenue Forest Hill, tous deux de Montréal, et Carole Lambert, épouse de Guy Lambert, 7989, Juliette, Lasalle, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Confectionner des robes, costumes, manteaux, vêtements sport, et en général tous articles vestimentaires pour dames et leurs accessoires en faire le commerce,

The head office of the company is at 60A Cartier Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595 720481

Jean Légaré inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Légaré, contractor, 1072 St. Cyrille, Québec, Germain Poulin, foreman, 7951, 10th Avenue East, and Marcellin Tremblay, superintendent, 1165 Paul VI, the latter two of Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Jean Légaré inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 50,000 common shares of $1 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Ste. Foy, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial, Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720543

Matériaux de Giffard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: François Rainville, notary, 1270 Ernest Lavigne, Sillery, Gisèle Martel, 387, 19th Street, and Huguette Fournel, 554 Latourelle, the latter two secretaries, spinsters, of Québec, for the following purposes:

To manufacture and deal in building materials, under the name of "Matériaux de Giffard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1924 de la Station, Giffard, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595 717207

Melanie Dress Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Michelin, advocate, 5754 Lockwood, Glacia Miller, fille majeure, 3201 Forest Hill Avenue, both of Montreal, and Carole Lambert, wife of Guy Lambert, 7989 Juliette, Lasalle, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in dresses, suits, coats, sportswear, and in general all articles of female apparel and accessories thereto, under the name of "Melanie

sous le nom de « Melanie Dress Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 3737 est, boulevard Métropolitain, suite 501, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595 720065

John Millen Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1971, autorisant la fusion des compagnies ci-après nommées: « John Millen Québec limitée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 5e jour de février 1941; « John Millen Chicoutimi ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 23e jour d'avril 1956; « John Millen Sherbrooke Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 29e jour de mars 1932; « John Millen Trois-Rivières limitée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 6e jour de mars 1933; « John Millen Drummondville limitée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 6e jour de mars 1936; « John Millen Hull Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 5e jour d'avril 1949; « John Millen St-Jérôme limitée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 4e jour de décembre 1951; « John Millen Val d'Or limitée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 5e jour d'avril 1949; et « North-West Mining Supplies (Val d'Or) Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 6e jour d'août 1965, toutes ces lettres patentes ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Fabriquer des pièces, outillages et accessoires d'automobiles et autres marchandises, articles et produits de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « John Millen Inc. », avec un capital-actions divisé en 1,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la nouvelle compagnie est au 1320, boulevard Laurentien, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595 717070

Mir-Pak inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation: Claude Lefebvre, 1535, d'Auteuil, Jean-Claude Mercure, 697, d'Auteuil, Claude Ouellette, 956, Fréchette, tous trois de Laval, et Jacques Mochon, 9129, Louisiane, Saint-Léonard, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Dress Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3737 Metropolitan Boulevard East, Suite 501, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595-o 720065

John Millen Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 24th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "John Millen Québec limitée", incorporated by letters patent dated the 5th day of February, 1941, "John Millen Chicoutimi ltée", incorporated by letters patent dated the 23rd day of April, 1956, "John Millen Sherbrooke, Limited", incorporated by letters patent dated the 29th day of March, 1932, "John Millen Trois-Rivières limitée", incorporated by letters patent dated the 6th day of March, 1933, "John Millen Drummondville limitée", incorporated by letters patent dated the 6th day of March, 1936, "John Millen Hull Limited", incorporated by letters patent dated the 5th day of April, 1949, "John Millen St-Jérôme limitée", incorporated by letters patent dated the 4th day of December, 1951, "John Millen Val d'Or limitée", incorporated by letters patent dated the 5th day of April, 1949, and "North-West Mining Supplies (Val d'Or) Ltd.", incorporated by letters patent dated the 6th day of August, 1965, all such letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To manufacture and deal in automotive parts, equipment and supplies, and other goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "John Millen Inc.", with a capital stock divided into 1,000,000 common shares without par value.

The head office of the new company is at 1320 Laurentian Boulevard, St-Laurent, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595-o 717070

Mir-Pak inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Lefebvre, 1535 d'Auteuil, Jean-Claude Mercure, 697 d'Auteuil, Claude Ouellette, 956 Fréchette, all three of Laval, and Jacques Mochon, 9129 Louisiane, St. Léonard, all four lawyers, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce de produits et sous-produits composés, en tout ou en partie, de polypropylène, poly-éthylène et autres matières esmblables, sous le nom de « Mir-Pak inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 25,000 actions classe « A » de $1 chacune, 25,000 actions classe « B » de $1 chacune et en 50,000 actions classe « C » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7676, 6e rue, Montréal, (Rivières-des-Prairies), district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595-o 721103

Montcalm Sports Incorporated

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Roy Calvin Amaron, 1815, avenue Denton, A. Carey, S. Stead, 510, avenue de l'Église, et H. Robert Viberg, 2130, avenue Swallow, tous trois avocats, de Dorval, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de garage et un poste d'essence et de service, sous le nom de « Montcalm Sports Incorporated », avec un capital-actions divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur au pair et $2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chertsey, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595 716988

Morning Star Imports Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1971, constituant en corporation: John Michelin, avocat, 5754, Lockwood, Côte Saint-Luc, Glacia Miller, fille majeure, 3201, Forest Hill, Montréal, et Carole Lambert, épouse de Guy Lambert, 7989, Juliette, Lasalle, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Manufacturer des marchandises sèches, vêtements, articles de nouveauté, articles vestimentaires et fournitures de ménage detous genres et de toutes descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Morning Star Imports Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595 720129

Jean-Paul Ouellet inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1972, constituant en corporation: Louis Rémillard, 1169, avenue Brown,

To manufacture and deal in products and by-products composed, in whole or in part, of polypropylene, polyethylene and other like substances, under the name of "Mir-Pak inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 25,000 class "A" shares of $1 each, 25,000 class "B" shares of $1 each and 50,000 class "C" shares of $1 each.

The head office of the company is at 7676, 6th Street, Montreal, (Rivière-des-Prairies), judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595 721103

Montcalm Sports Incorporated

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatievs, incorporating: Roy Calvin Amaron, 1815 Denton Avenue, A. Carey S. Stead, 510 de l'Église Avenue, and H. Robert Viberg, 2130 Swallow Avenue, all three advocates, of Dorval, for the following purposes:

To carry on a garage and gasoline service-station business, under the name of "Montcalm Sports Incorporated", with a capital stock divided into 2,000 common shares without par value and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Chertsey, judicial district of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595-o 716988

Morning Star Imports Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1972, have been issued by te Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Michelin, advocate, 5754 Lockwood, Côte Saint-Luc, Glacia Miller, fille majeure, 3201 Forest Hill, Montreal, and Carole Lambert, wife of Guy Lambert, 7989 Juliette, Lasalle, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in dry goods, clothing, novelties, wearing apparel and household supplies of all nature and description, under the name of "Morning Star Imports Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595-o 720129

Jean-Paul Ouellet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Rémillard, 1169 Brown Avenue, Québec,

Québec, Pierre-F. Pouliot, 1048, Chaumont, Sillery, et Paul Vézina, 7040, Montclair, Charlesbourg, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce, dans toutes ses spécialités, de produits, matériaux, marchandises, appareils, outillage et articles de toutes sortes employés par les entrepreneurs généraux et les constructeurs, sous le nom de « Jean-Paul Ouellet inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720675

P & W inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Yves Philbert, homme d'affaires, Janina Jenny Walosik, épouse dudit Yves Philbert, tous deux de 170, Villeneuve, et Denise Raby, fille majeure, 1105, 1re rue, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Val d'Or, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes espèces d'articles et marchandises, sous le nom de « P & W inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595-o 720185

Les peintures de Armond inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Lionel Beaudoin, député, Marie-Claire Beaudoin, secrétaire, épouse dudit Lionel Beaudoin, tous deux de 197, Larocque, Bromptonville, et Charles Auclair, commis, 553, Conseil, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce des peintures, polis et enduits, enduits colorants, couleurs, vernis, laques, produits chimiques, matériaux pour nettoyer ou assurer l'étanchéité, ainsi que tous leurs ingrédients et leurs produits, sous le nom de « Les peintures de Armond inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 553, rue Conseil, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720498

Pierre-F. Pouliot, 1048 Chaumont, Sillery, and Paul Vézina, 7040 Montclair, Charlesbourg, all three lawyers, for the following purposes:

To manufacture and deal in every variety of products, materials, merchandise, apparatus, equipment and articles of all kinds used by general contractors and builders, under the name of "Jean-Paul Ouellet inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Dunstan-du-Lac-Beauport, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720675

P & W inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yves Philbert, businessman, Janina Jenny Walosik, wife of the said Yves Philbert, both of 170 Villeneuve, and Denise Raby, spinster, 1105, 1st Street, the latter two secretaries, all three of Val d'Or, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of wares and goods, under the name of "P & W inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595 720185

Les peintures de Armond inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lionel Beaudoin, member of Parliament, Marie-Claire Beaudoin, secretary, wife of the said Lionel Beaudoin, both of 197 Larocque, Bromptonville, and Charles Auclair, clerk, 553 Conseil, Sherbrooke, for the following purposes:

To manufacture and deal in paints, polishes and coating materials, pigments, colors, varnishes, lacquers, chemicals, materials used for cleaning purposes or to ensure watertightness, and all related ingredients and products, under the name of "Les peintures de Armond inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 553 Conseil Street, Sherbrooke, judicial district of St. François.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720498

Jean N. Picard & associés inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jean-N. Picard, ingénieur, Luce Thauvette, ménagère, épouse dudit Jean-N. Picard, tous deux de 43, Place Kieffer, Dollard-des-Ormeaux, et Marc Picard, professeur, 154, Poitou, Laval, pour les objets suivants:

Faire l'évaluation, l'estimation et l'appréciation de toutes sortes de biens, propriétés et exploitations, sous le nom de « Jean N. Picard & associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 43, Place Kieffer, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions, financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720503

Pierrefonds Figure Skating Club Inc.
Club de patinage artistique de Pierrefonds inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: David Garfield Gove, adjoint à l'évaluateur en chef, 5161, boulvard Versailles, Donald Fraser Easson, contrôleur de production, 5166, boulevard Versailles, Irvine James Kelly, administrateur, 5113, Dalhousie, Dennis Frederic Williams, surveillant de production, 13123, Varrennes, Jean Carolyn Roy, épouse de John Maxwell Pottle, 13217, Racine, Joan Teresa Hassall, épouse de John David Ashdown, 12757, boulevard Monk, Margaret Eileen Fleming, épouse de William Gordon Wilson, 13225, Bristol, Elizabeth Doreen Langevin, épouse de Francis Bendan McKeating, 5028, Cardinal, tous les huit de Pierrefonds, Sherrill Rankin Mowat, épouse de Alick David Morson Smith, 152, Highgate, Mary Swain Mitchell, épouse de William Caldwell McDonald Duncan, 15, Fredmir, et Jane Mary DeCoste, épouse de Douglas John Daigneault, 18, Drouin, ces trois derniers de Dollard-des-Ormeaux, ces sept dernières ménagères, pour les objets suivants:

Favoriser l'instruction, la pratique et le progrès des membres, dans tout genre de patinage artistique, sous le nom de « Pierrefonds Figure Skating Club Inc.— Club de patinage artistique de Pierrefonds inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est au 13777, boulevard Pierrefonds, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45595 3920-1971

Jean N. Picard & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-N. Picard, engineer, Luce Thauvette, housewife, wife of the said Jean-N. Picard, both of 43 Place Kieffer, Dollard-des-Ormeaux, and Marc Picard, teacher, 154 Poitou, Laval, for the following purposes:

To evaluate, appraise and estimate all kinds of goods, properties and operations, under the name of "Jean N. Picard & associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 43 Place Kieffer, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720503

Pierrefonds Figure Skating Club Inc.
Club de patinage artistique de Pierrefonds inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: David Garfield Gove, assistant chief estimator, 5161 Versailles Boulevard, Donald Fraser Easson, production controller, 5166 Versailles Boulevard, Irvine James Kelly, administrator, 5113 Dalhousie, Dennis Frederic Williams, production supervisor, 13123 Varrennes, Joan Carolyn Roy, wife of John Maxwell Pottle, 13217 Racine, Joan Teresa Hassall, wife of John David Ashdown, 12757 Monk Boulevard, Margaret Eileen Fleming, wife of William Gordon Wilson, 13225 Bristol, Elizabeth Doreen Langevin, wife of Francis Bendan McKeating, 5028 Cardinal, all eight of Pierrefonds, Sherrill Rankin Mowat, wife of Alick David Morson Smith, 152 Highgate, Mary Swain Mitchell, wife of William Caldwell McDonald Duncan, 15 Fredmir, and Jane Mary DeCoste, wife of Douglas John Daigneault, 18 Drouin, the latter three of Dollard-des-Ormeaux, the latter seven housewives, for the following purposes:

To encourage the instruction, practise and advancement of the members in all types of figure skating, under the name of "Pierrefonds Figure Skating Club Inc.— Club de patinage artistique de Pierrefonds inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or possess is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation is at 13777 Pierrefonds Boulevard, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595-o 3920-1971

Place du Commerce inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, Asher Kahn, Jeffrey Brull, tous trois avocats, Sheila Raymond, Grace Blackett, Johanne Guerrier, et Rose Rossi, ces quatre dernières secrétaires, filles majeures, tous de 1, Place Ville Marie, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme prêteurs d'argent dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Place du Commerce inc. », avec un capital divisé en 3,000 actions classe « A » sans valeur nominale, 2,000 actions classe « B » sans valeur nominale, 500 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Îles, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45595-o 715862

Place du Commerce inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Yanofsky, Asher Kahn, Jeffrey Brull, all three lawyers, Sheila Raymond, Grace Blackett, Johanne Guerrier, and Rose Rossi, the latter four secretaries, spinsters, all of 1 Place Ville Marie, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of money-lending in all its branches, under the name of "Place du Commerce inc.", with a capital stock divided into 3,000 class "A" shares without nominal value, 2,000 class "B" shares without nominal value, 500 class "A" preferred shares of a nominal value of $100 each and 2,000 class "B" preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Sept-Îles, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 715862

Les placements Bourgeois-Tremblay inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Robert Mongeon, avocat, 2930, Édouard-Montpetit, app. 406, Lucie Pinsonneault, 5105, Côte St-Luc, app. 105, tous deux de Montréal, et Danielle Roméo, 64, Parissi, Laval, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les placements Bourgeois-Tremblay inc. », avec un capital total de $400,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $300 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720419

Les placements Bourgeois-Tremblay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Mongeon, lawyer, 2930 Édouard-Montpetit, Apt. 406, Lucie Pinsonneault, 5105 Côte St-Luc, Apt. 105, both of Montreal, and Danielle Roméo, 64 Parissi, Laval, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les placements Bourgeois-Tremblay inc.", with a total capital stock of $400,000, divided into 10,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $300 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720419

Placements Créon inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Marc Legault, 16, St-Donat, Gilles Liboiron, 24, Tour du Lac, tous deux comptables, et Michel David, barbier, 4, Napoléon, tous trois de Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de financement de toute prime d'assurance générale dans toutes et chacune de ses spécialités, sous le nom de « Placements Créon inc. »,

Placements Créon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Legault, 16 St. Donat, Gilles Liboiron, 24 Tour du Lac, both accountants, and Michel David, barber, 4 Napoléon, all three of Ste. Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on, in each and all of its branches, the business of financing any general insurance premium, under the name of "Placements Créon inc.", with a

avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 16, rue St-Donat, Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 716958

Placements Gatco ltée
Gatco Investments Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Arthur Brière, entrepreneur électricien, 66, du Progrès, Pointe-Gatineau, Jacques Cormier, entrepreneur, 596, Main, Gatineau, et Georges D'Aoust, homme d'affaires, Embrun, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Placements Gatco ltée — Gatco Investments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Gatineau, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720552

Les placements Pyrox inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Marcel Major, gérant de crédit, 6060, Arthur, Claude Maurier, secrétaire-comptable, 5710, Parizeau, tous deux de Brossard, et René Morier, souscripteur, 1327, Franquet, Chambly, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les placements Pyrox inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2850, boulevard Gouin est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720139

Les placements Rossignol inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jean-Guy Rossignol, gérant de crédit, 1, Place Ville-Marie, Montréal, Jean-Pierre Rossignol, gérant de crédit, 1, Place Ville-Marie, Montréal, et Jean-Claude Rossignol, gérant de crédit, 1, Place Ville-Marie, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les placements Rossignol inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, Place Ville-Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720140

total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 16 St. Donat Street, Ste. Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 716958

Placements Gatco ltée
Gatco Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Brière, electrical contractor, 66 du Progrès, Pointe-Gatineau, Jacques Cormier, contractor, 596 Main, Gatineau, and Georges D'Aoust, businessman, Embrun, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Placements Gatco ltée — Gatco Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Gatineau, judicial district of Hull.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720552

Les placements Pyrox inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Major, credit manager, 6060 Arthur, Claude Maurier, accounting secretary, 5710 Parizeau, both of Brossard, and René Morier, subscriber, 1327 Franquet, Chambly, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les placements Pyrox inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the corporation is at 2850 Gouin Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720139

Les placements Rossignol inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporat-

tuant en corporation: André Marier, 39, boulevard Orléans, Lorraine, Robert Labelle, 3122, Rivière Cachée, Sainte-Thérèse-Ouest, Jean Berthiaume, Saint-Eustache, tous trois agents de réclamation, Michel Terreault, 37, Turgeon, André Hotte, 528, Carré Clauss, tous deux avocats, de Sainte-Thérèse, Robert Dubreuil, évaluateur, 6567, boulevard Pie IX, et Marcel Berthiaume, gentilhomme, 6777, 44e avenue, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les placements Rossignol inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 9,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 39, boulevard Orléans, Lorraine, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45595-o 716656

Plomberie R. Gagnon inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Rolland Miller, plombier, Rita Gagnon, ménagère, épouse dudit Rolland Miller, tous deux de 104, 32e avenue, Bois-des-Filion, et Guy Taillefer, avocat, 44, Pacific, Senneville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Plomberie R. Gagnon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 104, 32e avenue, Bois-des-Filion, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595-o 720482

Pointe au Phare Investment Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, tous deux avocats, et Denyse Marcoux, secrétaire, fille majeure, 1488, Galt, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Pointe au Phare Investment Corporation », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595 717261

ing: André Marier, 39 Orléans Boulevard, Lorraine, Robert Labelle, 3122 Rivière Cachée, Ste. Thérèse West, Jean Berthiaume, St. Eustache, all three claims agents, Michel Terreault, 37 Turgeon, André Hotte, 528 Clauss Square, both lawyers, of Ste. Thérèse, Robert Dubreuil, appraiser, 6567 Pie IX Boulevard, and Marcel Berthiaume, gentleman, 6777, 44th Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les placements Rossignol inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 9,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 39 Orléans Boulevard, Lorraine, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 716656

Plomberie R. Gagnon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rolland Miller, plumber, Rita Gagnon, housewife, wife of the said Rolland Miller, both of 104, 32nd Avenue, Bois-des-Filion, and Guy Taillefer, lawyer, 44 Pacific, Senneville, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Plomberie R. Gagnon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 104, 32nd Avenue, Bois-des-Filion, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595 720482

Pointe au Phare Investment Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, both attorneys, and Denyse Marcoux, secretary, fille majeure, 1488 Galt, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Pointe au Phare Investment Corporation", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 4,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595-o 717261

Ronald Potvin inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1972, constituant en corporation: André Potvin, 356, Jules Choquette, Sainte-Julie, Ronald Potvin, tous deux entrepreneurs, et Claudette Patenaude, ménagère, épouse dudit Ronald Potvin, ces deux derniers de 415, Constable, McMasterville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, d'immeuble, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Ronald Potvin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à McMasterville, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720558

Provigo (Sherbrooke) Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1972, autorisant la fusion de « Provigo (Sherbrooke) Inc. », constituée par lettres patentes en date du 19 septembre 1934, « Provigo (Victoriaville) Inc. », constituée par lettres patentes en date du 22 mars 1960, « Provigo (Thetford Mines) Inc. », constituée par lettres patentes en date du 15 décembre 1952, « Provigo (St-Hyacinthe) Inc. », constituée par lettres patentes en date du 30 avril 1956, et « Super Marché Montour ltée », constituée par lettres patentes en date du 29 décembre 1958, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes espèces d'articles et marchandises qui font l'objet d'un commerce d'épicerie, de boucherie, de produits alimentaires et de quincaillerie, sous le nom de « Provigo (Sherbrooke) Inc. », avec un capital total de $,1000,000, divisé en 1,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720359

Québec Gear Works Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Brahm L. Campbell, 43, Aldred Crescent, Hampstead, Giacomo Giorgio Sand, 4854, Côte des Neiges et Christine Truesdell, fille majeure, 6747, 10e avenue, ces deux dernières de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Ronald Potvin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Potvin, 356 Jules Choquette, Ste. Julie, Ronald Potvin, both contractors, and Claudette Patenaude, housewife, wife of the said Ronald Potvin, the latter two of 415 Constable, McMasterville, for the following purposes:

To carry on business as a construction, real estate, investment and holding company, under the name of "Ronald Potvin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at McMasterville, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720558

Provigo (Sherbrooke) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Provigo (Sherbrooke) Inc.", incorporated by letters patent dated September 19, 1934, "Provigo (Victoriaville) Inc.", incorporated by letters patent dated March 22, 1960, "Provigo (Thetford Mines) Inc." incorporated by letters patent dated December 15, 1952, "Provigo (St-Hyacinthe) Inc.", incorporated by letters patent dated April 30, 1956, and "Super Marché Montour ltée", incorporated by letters patent dated December 29, 1958, all the aforesaid letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To deal all kinds of in goods and merchandise generally associated with a grocer's, butcher's, food product and hardware business, under the name of "Provigo (Sherbrooke) Inc.", with a total capital stock of $1,000,000, divided into 1,000,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. François.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720359

Québec Gear Works Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorpo- Brahm L. Campbell, 43 Aldred Crescent, Hampstead, Giacomo Giorgio Sand, 4854 Côte des Neiges, and Christine Truesdell, spinster, 6747, 10th Avenue, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

Fabriquer toutes sortes et tous genres d'engrenages, produits d'engrenages, accessoires d'engrenages, machines, machines-outils, accessoires, servo-moteur transmission motrices en faire le commerce, sous le nom de « Québec Gear Works Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judicaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595 720013

Quincaillerie Nouvelle-France inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Réal Brodeur, commerçant, Madelaine Landry, ménagère, épouse dudit Réal Brodeur, tous deux de 417, Notre-Dame, et Viateur Roger, comptable, 50, St-Charles sud, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers, sous le nom de « Quincaillerie Nouvelle-France inc. », avec un capital total de $80,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune, 100 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune et en 300 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 419, rue Notre-Dame, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 717267

Reno-Hab Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jacob Shapiro, 5215, Côte Ste-Catherine, Jas. D. Doherty, 1484, ouest, boulevard Dorchester, tous deux administrateurs, et J.-Lionel Longtin, marchand, 516 est, rue Sherbrooke, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Gérer des immeubles et agir à titre d'administrateurs d'immeubles et de terrains et s'occuper du financement d'iceux, sous le nom de « Reno-Hab Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $4 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 615, avenue Querbes, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595 717374

Restaurant Au Valadin inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

To manufacture and deal in all kinds and types of gears, gear products, gear accessories, machines, machine tools, accessories, power drives and power transmission equipment under he name of "Québec Gear Works Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595-o 720013

Quincaillerie Nouvelle-France inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réal Brodeur, merchant, Madeleine Landry, housewife, wife of the said Réal Brodeur, both of 417 Notre-Dame, and Viateur Roger, accountant, 50 St. Charles South, all three of Granby, for the following purposes:

To carry on business as hardware dealers, under the name of "Quincaillerie Nouvelle-France inc.", with a total capital stock of $80,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each, 100 class "A" preferred shares of a nominal value of $100 each and 300 class "B" preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the corporation is at 419 Notre-Dame Street, Granby, judicial district of Bedford.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 717267

Reno-Hab Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacob Shapiro, 5215 Côte St. Catherine, Jas. D. Doherty, 1484 Dorchester Boulevard West, both executives, and J.-Lionel Longtin, merchant, 516 Sherbrooke Street East, all three of Montreal, for the following purposes:

To manage immoveable and to act as administrators of immoveables and land and to assist in the financing of same, under the name of "Reno-Hab Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $4 each.

The head office of the company is at 615 Querbes Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595-o 717374

Restaurant Au Valadin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1971, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 15e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Robert Valade, technicien en architecture, 9610, Foucher, Montréal, Pierre-André Lamarre, notaire, 2, St-Michel, Vaudreuil, et Annette Daudurand, secrétaire, fille majeure, 48, Brodeur, Dorion, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Au Valadin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 145, rue Valade, Les Cèdres, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45595-o 716841

Restaurant Étoile Bleue ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, 44, Roxborough, Westmount, David H. Sohmer, 5501, Adalbert, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, et Francine Végiard, secrétaire, fille majeure, 135 est, rue Sherbrooke, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurant, sous le nom de « Restaurant Étoile Bleue ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 8049, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595 717313

St. Francis Theatre Company Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: C. Peter Turner, avocat, Brôme, William Davis, et David Rittenhouse, ces deux derniers professeurs, de Lennoxville, pour les objets suivants:

Favoriser les arts en général, et plus particulièrement le théâtre et autres activités sur scène, sous le nom de « St. Francis Theatre Company Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir ou détenir est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Lennoxville, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595 720064

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Valade, architectural technician, 9610 Foucher, Montreal, Pierre-André Lamarre, notary, 2 St. Michel, Vaudreuil, and Annette Dandurand, secretary, spinster, 48 Brodeur, Dorion, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Au Valadin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 145 Valade Street, Les Cèdres, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 716841

Restaurant Étoile Bleue ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Murray B. Spiegel, 44 Roxborough, Westmount, David H. Sohmer, 5501 Adalbert, Côte Saint-Luc, both advocates, and Francine Végiard, secretary, fille majeure, 135 Sherbrooke East, Montreal, for the following purposes:

To operate a restaurant, under the name of "Restaurant Étoile Bleue ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 8049 St. Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595-o 717313

St. Francis Theatre Company Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: C. Peter Turner, lawyer, Brôme, William Davis, and David Rittenhouse, the latter two professors, of Lennoxville, for the following purposes:

To promote art of any kind and more particularly theatre and other scene arts, under the name of "St. Francis Theatre Company Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or possess is to be limited is $50,000.

The head office of the corporation is at Lennoxville, judicial district of Saint-François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595-o 720064

Gilles Ste-Marie & associés inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Pierre-L. Lapointe, 190, Varry, Saint-Laurent, Jacques Lemaître-Auger, 8462, Drolet, Montréal, et Thomas A. Lavin, Lac Brôme, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme producteurs et éditeurs de films et exploiter des studios de production et des ateliers de projection de films, sous le nom de « Gilles Ste-Marie & associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5140, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720473

Sajac Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Albert Sebag, 280, Alexis Nihon, Montréal, Jacques Sadoun, tous deux marchands, et Messoda Fortune, ménagère, épouse dudit Jacques Sadoun, ces deux derniers de 190, rue Galinee, Paris, pour les objets suivants:

Faire le débit de marchandises connexes aux commerces de boulangerie, laiterie et charcuterie, sous le nom de « Sajac Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595 720464

Scope Productions Inc.
Les productions Scope inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de février 1972, constituant en corporation: Jean-Claude Kommer, photographe, Hervé Bériot, ingénieur, tous deux de 992, St-André, et Élaine Pigeon, attachée de relations publiques, fille majeure, 11427, James Morris, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Produire, créer, obtenir, enregistrer, acheter, louer et faire le commerce de films, oeuvres cinématographiques, disques, oeuvres musicales et théatrales ou autres, sous le nom de « Scope Productions Inc. — Les productions Scope inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de d'une valeur nominale de $100 chacune.

Gilles Ste-Marie & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-L. Lapointe, 190 Varry, St. Laurent, Jacques Lemaître-Auger, 8462 Drolet, Montreal, and Thomas A. Lavin, Lac Brôme, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as film producers and editors, and operate film production and projection studios, under the name of "Gilles Ste-Marie & associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 5140 Notre-Dame-de-Grâce Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720473

Sajac Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Albert Sebag, 280 Alexis Nihon, Montreal, Jacques Sadoun, both merchants, and Messoda Fortune, housewife, wife of the said Jacques Sadoun, the latter two of 190 Galinee Street, Paris, for the following purposes:

To carry on a retail business of merchandise relating to a bakery, dairy and delicatessen business, under the name of "Sajac Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595-o 720464

Scope Productions Inc.
Les productions Scope inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Kommer, photographer, Hervé Bériot, engineer, both of 992 St. André, and Élaine Pigeon, public relations attaché, spinster, 11427 James Morrice, all three of Montreal, for the following purposes:

To produce, create, obtain, register, buy, rent and deal in films, film productions, records, musical and theatrical works or the like, under the name of "Scope Productions Inc. — Les productions Scope inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720666

Service de consultants en bâtiments (Montréal) inc.
Building Consultants Services (Montreal) Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Gaston Boudreault, avocat, 3448, Iberville, Bernard Côté, ingénieur, 12270, St-Évariste, tous deux de Montréal, et Pierre Farley, architecte, 11832, Ste-Gertrude, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Agir comme conseillers dans le domaine de la construction, sous le nom de « Service de consultants en bâtiments (Montréal) inc. — Building Consultants Services (Montreal) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720431

Services de bureaux de la Rive-Sud inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Lise Goupil, ménagère, épouse de Michel Ratté, 1405, Malouin, Nicolet, Paul-Émile Laperrière, administrateur, 3170, DeBlois, Trois-Rivières, et Claude Ferland, vendeur, Sainte-Perpétue, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'appareils de reproduction sonore et de communication, et des articles de bureau en général, sous le nom de « Services de bureaux de la Rive-Sud inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 35,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720546

La Société d'investissement Octec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Gérard Ferland, agent d'immeu-

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720666

Service de consultants en bâtiments (Montréal) inc.
Building Consultants Services (Montreal) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaston Boudreault, lawyer, 3448 Iberville, Bernard Côté, engineer, 12270 St. Évariste, both of Montreal, and Pierre Farley, architect, 11832 Ste. Gertrude, Montreal North, for the following purposes:

To carry on business as building consultants, under the name of "Service de consultants en bâtiments (Montreal) inc. — Building Consultants Services (Montreal) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720431

Services de bureaux de la Rive-Sud inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lise Goupil, housewife, wife of Michel Ratté, 1405 Malouin, Nicolet, Paul-Émile Laperrière, administrator, 3170 DeBlois, Trois-Rivières, and Claude Ferland, salesman, Ste. Perpétue, for the following purposes:

To manufacture and deal in sound reproduction and communication apparatus and office equipment in general, under the name of "Services de bureaux de la Rive-Sud inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 35,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Nicolet, judicial district of Nicolet.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720546

La Société d'investissement Octec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Ferland, realty agent, 576,

ble, 576, 13e rue sud, Lorraine Lizotte, épouse de Hilaire Rochefort, 1505, Place des Bouleaux, tous deux de Charny, et Rachel Moreau, épouse de Paul-Émile Lafresnaye, 1236, Commerciale, Saint-Romuald-d'Etchemin, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « La Société d'investissement Octec inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 850 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 856, 9e avenue, Charny, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720456

Solaris Québec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1972, constituant en corporation: Roland Lefrançois, 695, Routhier, Sainte-Foy, André Ladouceur, Berthier-sur-Mer, tous deux hommes d'affaires, et Irène Fortin, secrétaire, épouse de Patrick Fortin, 128, Durand, Loretteville, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de portes, fenêtres et autres ouvertures, sous le nom de « Solaris Québec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4256, rue St-Félix, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720612

The Ray Stevens People Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Roman Pidwysocky (Ray Stevens) 1254, Cardinal, James Eugene Pidwysocky, 3620, McCarthy, et Stephan S. Pidwysocky, 1250, Cardinal, tous trois administrateurs, de Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Former et mettre en valeur une compagnie de théâtre, sous le nom de « The Ray Stevens People Inc. », avec un capital total de $40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595 720063

13th Street South, Lorraine Lizotte, wife of Hilaire Rochefort, 1505 Place des Bouleaux, both of Charny, and Rachel Moreau, wife of Paul-Émile Lafresnaye, 1236 Commerciale, St. Romuald-d'Etchemin, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as a realty, construction, investment and holding company, under the name of "La Société d'investissement Octec inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 850 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 856, 9th Avenue, Charny, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720456

Solaris Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Lefrançois, 695 Routhier, Ste. Foy, André Ladouceur, Berthier-sur-Mer, both businessmen, and Irène Fortin, secretary, wife of Patrick Fortin, 128 Durand, Loretteville, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of doors, windows and other openings, under the name of "Solaris Québec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4256, St. Félix Street, St. Félix-du-Cap-Rouge, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720612

The Ray Stevens People Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roman Pidwysocky (Ray Stevens), 1254 Cardinal, James Eugene Pidwysocky, 3620 McCarthy, and Stephan S. Pidwysocky, 1250 Cardinal, all three executives, of Saint-Laurent, for the following purposes:

To form and maintain a theatrical company, under the name of "The Ray Stevens People Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595-o 720063

Synerfin Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Ann Palmer, secrétaire, fille majeure, 6321, Mazarin, Allan Feldman, 6405, Lennox, tous deux de Montréal, et Harvey Frumkin, 5618, Randall, Côte Saint-Luc, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et de construction, sous le nom de « Synerfin Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595 720252

T.B.A. Distributions Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1972, constituant en corporation: Victor Bernier, garagiste, 32, Place Le Cid, Denise Moreau, épouse de Jean Aubertin, 40, Place Le Cid, et Claire Martin, épouse de Guy Trudel, 26, Terrasse Royal, ces deux dernières ménagères, tous trois de Repentigny, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits alimentaires, épiceries, viandes, volailles et vivres d'éleveurs de toutes sortes, sous le nom de « T.B.A. Distributions Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3241, rue Jarry est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720593

Tecnicoba inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Alfred Denner, administrateur, 3, rue de Beaune, Paris, Raymond Lette, 27, avenue McNider, Colin A. Gravenor fils, 915, Hartland, tous deux de Montréal, et Jean-Pierre Sutto, 135, de Guire, Saint-Laurent, ces trois derniers avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'éléments de construction de bâtiments, sous le nom de « Tecnicoba inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Synerfin Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ann Palmer, secretary, spinster, 6321 Mazarin, Allen Feldman, 6405 Lennox, both of Montreal, and Harvey Frumkin, 5618 Randall, Côte Saint-Luc, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and construction company, under the name of "Synerfin Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595-o 720252

T.B.A. Distributions Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Victor Bernier, garage operator, 32 Place Le Cid, Denise Moreau, wife of Jean Aubertin, 40 Place Le Cid, and Claire Martin, wife of Guy Trudel, 26 Terrasse Royal, the latter two housewives, all three of Repentigny, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of food products, groceries, meats, poultry and breeders' supplies of all kinds, under the name of "T.B.A. Distributions Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and $300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3241 Jarry Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720593

Tecnicoba inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alfred Denner, administrator, 3 de Beaune Street, Paris, Raymond Lette, 27 McNider Avenue, Colin A. Gravenor Jr., 915 Hartland, both of Montreal, and Jean-Pierre Sutto, 135 de Guire, St. Laurent, the latter three lawyers, for the following purposes:

To manufacture and deal in standardized building-construction parts, under the name of "Tecnicoba inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595-o 720393

Treblex inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Gilbert Gravel, 10590, Berri, Montréal, Jean Beaudry, 157, St-Jude, Laval, tous deux hommes d'affaires, et Gilles St-Pierre, avocat, 230, Guillerm, Longueuil, pour les objets suivants:

Agir comme conseiller en environnement et en planification d'intérieur, sous le nom de « Treblex inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1855, boulevard Industriel, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720530

O. Vallée & fils ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Oscar Vallée, industriel, Rita Naud, ménagère, épouse dudit Oscar Vallée, et Fernando Baril, gérant, tous trois de Saint-Alban, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de machineries industrielles et agricoles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « O. Vallée & fils ltée », avec un capital total de $85,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Alban, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 717143

Villeneuve et Leblanc ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Omer Villeneuve, commerçant, Irène Leblanc, ménagère, épouse dudit Omer Villeneuve, tous deux de 47, Terrasse Croissant, Lucerne, Lionel Leblanc, commerçant, et Thérèse Verner, ménagère, épouse dudit Lionel Leblanc, ces deux derniers de 19, Lois, Hull, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595 720393

Treblex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilbert Gravel, 10590 Berri, Montreal, Jean Beaudry, 157 St. Jude, Laval, both businessmen, and Gilles St-Pierre, lawyer, 230 Guillerm, Longueuil, for the following purposes:

To act as consultants in environment and interior planning, under the name of "Treblex inc.", with a total capital stock of $40,000, didived into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1855 Industriel Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

45595 720530

O. Vallée & fils ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Oscar Vallée, industrialist, Rita Naud, housewife, wife of the said Oscar Vallée, and Fernando Baril, manager, all three of St. Alban, for the following purposes:

To manufacture and deal in industrial and farm machinery, motors, engines and all their accessories and parts, under the name of "O. Vallée & fils ltée", with a total capital stock of $85,000, divided into 6,000 common shares of $10 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Alban, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 717143

Villeneuve et Leblanc ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Omer Villeneuve, merchant, Irène Leblanc, housewife, wife of the said Omer Villeneuve, both of 47 Terrasse Croissant, Lucerne, Lionel Leblanc, merchant, and Thérèse Verner, housewife, wife of the said Lionel Leblanc, the latter two of 19 Lois, Hull, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Villeneuve et Leblanc ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 720295

22-nd Century Agencies Co. Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Joel L. Guberman, 85, Brittany, Mont-Royal, René Domingue, 111, de la Barre, Longueuil, et Steven D. Goldenberg, 2, place Alexis Nihon, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placement, sous le nom de « 22-nd Century Agencies Co. Ltd. », avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 7200, rue Hutchison, suite 107, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595 720330

Welcker-Lyster ltée
Welcker-Lyster Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1971, autorisant la fusion de « Welcker & Cie limitée — Welcker & Co. Limited », constituée par lettres patentes en date du 21 novembre 1947, et « Lyster Chemicals Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 14 avril 1945, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous produits pharmaceutiques, diététiques, d'hygiène et vétérinaires, sous le nom de « Welcker-Lyster ltée — Welcker-Lyster Ltd. », avec un capital total de $150,000, divisé en 1,500 actions d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 717222

Irene Wilson Town and Country Clothes Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

To manufacture and deal in products, goods and merchandise of all kinds, under the name of "Villeneuve et Leblanc ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 720295

22-nd Century Agencies Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joel L. Guberman, 85 Brittany, Mount Royal, René Domingue, 111 de la Barre, Longueuil, and Steven D. Goldenberg, 2 Alexis Nihon Place, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "22-nd Century Agencies Co. Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 7200 Hutchison Street, Suite 107, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595-o 720330

Welcker-Lyster ltée
Welcker-Lyster Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Welcker & Cie limitée — Welcker & Co. Limited", incorporated by letters patent dated November 21, 1947, and "Lyster Chemicals Ltd.", incorporated by letters patent dated April 14, 1945, all the aforesaid letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of pharmaceutic, dietetic, hygienic and veterinary products, under the name of "Welcker-Lyster ltée — Welcker-Lyster Ltd.", with a total capital stock of $150,000, divided into 1,500 shares of a par value of $100 each.

The head office of the corporation is at St. Laurent, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 717222

Irene Wilson Town and Country Clothes Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1972, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 17e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Mina Irene Hamilton, couturière, veuve de John Kyle Wilson, 31, avenue Mount Pleasant, Pointe Claire, Alfred Melrose West, avocat, 4188, avenue Kensington, et Helen May Glasgow, secrétaire, veuve de Huntly Buchan, 5940, avenue Monkland, ces deux dernières de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner des robes, costumes, manteaux et tous autres articles vestimentaires et accessoires pour dames, en faire le commerce, sous le nom de « Irene Wilson Town and Country Clothes Inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 2155, rue Crescent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595 717071

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mina Irene Hamilton, couturier, widow of John Kyle Wilson, 31 Mount Pleasant Avenue, Pointe Claire, Alfred Melrose West, advocate, 4188 Kensington Avenue, and Helen May Glasgow, secretary, widow of Huntly Buchan, 5940 Monkland Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in women's dresses, suits, coats and all other women's apparel and accessories of any kind, under the name of "Irene Wilson Town and Country Clothes Inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 500 common shares of the par value of $100 each and 1,000 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at 2155 Crescent Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Director of the Companies Service.
PIERRE DESJARDINS.

45595-o 717071

Lettres patentes supplémentaires

Affiliated Waste Disposal Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour de février 1972, à la compagnie « Affiliated Waste Disposal Inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595 4654-68

Arper inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de février 1972, à la compagnie « Armand Perreault Construction Inc. », constituée par lettres patentes en date du 11e jour d'août 1971, changeant son nom en celui de « Arper inc. ».

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 714185

Bio-Research Laboratories Ltd.
Les Laboratoires Bio-Recherches ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de janvier 1972, à la compagnie « Bio-Research Laboratories Ltd. — Les Laboratoires Bio-Recherches ltée », augmentant

Supplementary Letters Patent

Affiliated Waste Disposal Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Affiliated Waste Disposal Inc.", extending its powers.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595-o 4654-68

Arper inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Armand Perreault Construction Inc.", incorporated by letters patent bearing date the 11th day of August, 1971, changing its name to that of "Arper inc.".

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 714185

Bio-Research Laboratories Ltd.
Les Laboratoires Bio-Recherches ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Bio-Research Laboratories Ltd. — Les Laboratoires Bio-Recherches ltée", increasing its

son capital de $156,200 à $157,000, par la création de 800 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595 1121-65

Bouclair House of Fabrics (1972) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de février 1972, à la compagnie « Jerimor Fabrics Inc. », constituée par lettres patentes en date du 25e jour de septembre 1959, changeant son nom en celui de « Bouclair House of Fabrics (1972) Ltd. ».

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595 15431-59

Bourgon, Cluff, Latreille inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de février 1972, à la compagnie « Bourgon & Cluff inc. », constituée par lettres patentes en date du 6e jour d'avril 1966, changeant son nom en celui de « Bourgon, Cluff, Latreille inc. ».

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 1124-66

Canada Paper Company

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de février 1972, à la compagnie « Canada Paper Company », étendant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595 2155-25

Canadian Affiliated Financial Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour de février 1972, à la compagnie « Canadian Affiliated Factors Corporation », constituée par lettres patentes en date du 13e jour de janvier 1964, changeant son nom en celui de « Canadian Affiliated Financial Corp. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595 222-64

capital from $156,200 to $157,000 by the creation of 800 common shares of the par value of $1 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595-o 1121-65

Bouclair House of Fabrics (1972) Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Jerimor Fabrics Inc.", incorporated by letters patent dated 25th day of September, 1959, changing its name to that of "Bouclair House of Fabrics (1972) Ltd.".

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595-o 15431-59

Bourgon, Cluff, Latreille inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Bourgon & Cluff inc.", incorporated by letters patent bearing date the 6th day of April, 1966, changing its name to that of "Bourgon, Cluff, Latreille inc.".

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 1124-66

Canada Paper Company

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Canada Paper Company", extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595-o 2155-25

Canadian Affiliated Financial Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Canadian Affiliated Factors Corporation", incorporated by letters patent dated 13th day of January, 1964, changing its name to that of "Canadian Affiliated Financial Corp.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595-o 222-64

Casgrain & Charbonneau ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour de janvier 1972, à la compagnie « Casgrain & Charbonneau ltée », 1° diminuant son capital de $750,000 à $350,000 par l'annulation de 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° augmentant son capital de $350,000 à $750,000 par la création de 40,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 5077-50

Michelin, Forey, Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de janvier 1972, à la compagnie « Castle Securities (Québec) Limited », constituée pra lettres patentes en date du 7e jour de mai 1971, changeant son nom en celui de « Michelin, Forey, Inc. ».

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595 2439-71

Montreal Toys and Novelties Co. Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de février 1972, à la compagnie « Novelty & Party Goods Company Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 16e jour de mai 1955, changeant son nom en celui de « Montreal Toys and Novelties Co. Ltd. ».

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 11236-55

Poly-Traction inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de février 1972, à la compagnie « Poly-Traction inc. », augmentant son capital de $100,000 à $400,000 par la création de 30,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 27,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 4758-70

Casgrain & Charbonneau ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Casgrain & Charbonneau ltée", 1. decreasing its capital from $750,000 to $350,000 by the cancellation of 4,000 preferred shares of a par value of $100 each; 2. increasing its capital from $350,000 to $750,000 by the creation of 40,000 preferred shares of a par value of $10 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 5077-50

Michelin, Forey, Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Castle Securities (Québec) Limited", incorporated by letters patent dated 7th day of May, 1971, changing its name to that of "Michelin, Forey, Inc.".

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595-o 2439-71

Montreal Toys and Novelties Co. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Novelty & Party Goods Company Ltd.", incorporated by letters patent bearing date the 16th day of May, 1955, changing its name to that of "Montreal Toys and Novelties Co. Ltd.".

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 11236-55

Poly-Traction inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Poly-Traction inc.", increasing its capital from $100,000 to $400,000 by the creation of 30,000 common shares of a par value of $1 each and 27,000 preferred shares of a par value of $10 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 4758-70

Québecor inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de mars 1972, à la compagnie « Québecor inc. », 1° réduisant son capital de $1,315,000 à $1,150,000 par l'annulation de 1,650 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° augmentant son capital de $1,150,000 à $1,945,000 par la création de 7,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune; 3° modifiant les privilèges et restrictions afférents aux actions privilégiées; 4° changeant 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune en 4,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 5° annulant 3,250 actions ordinaires sans valeur au pair; 6° subdivisant chacune des 750 actions ordinaires sans valeur au pair en 3,300 actions ordinaires sans valeur au pair; la considération totale pour laquelle lesdites actions ordinaires sans valeur au pair pourront être émises ne devra pas excéder la somme de $10,005,540.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595-o 99-65

Québecor inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Québecor inc.", 1. decreasing its capital from $1,315,000 to $1,150,000 by the cancellation of 1,650 preferred shares of a par value of $100 each; 2. increasing its capital from $1,150,000 to $1,945,000 by the creation of 7,900 preferred shares of a par value of $100 each; 3. amending the privileges and restrictions attached to the preferred shares; 4. converting 4,000 common shares of a par value of $10 each into 4,000 common shares without par value; 5. cancelling 3,250 common shares without par value; 6. subdividing each of the 750 common shares without par value into 3,300 common shares without par value; the aggregate consideration for the issue of the said common shares without par value shall not exceed the sum of $10,005,540.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595 99-65

Sandy's Place Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour de février 1972, à la compagnie « Sandy's Place Inc. », 1° redésignant 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune en 3,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune; 2° augmentant son capital de $40,000 à $45,000 par la création de 5,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595 716415

Sandy's Place Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Sandy's Place Inc.", 1. redesignating 3,000 preferred shares of the par value of $10 each into 3,000 class "B" preferred shares of the par value of $10 each; 2. increasing its capital from $40,000 to $45,000 by the creation of 5,000 class "A" preferred shares of the par value of $1 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595-o 716415

Sedberg School Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de février 1972, à la compagnie « Sedbergh School Ltd. », diminuant son capital par l'annulation de 4,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595 11734-54

Sedberg School Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Sedbergh School Ltd.", reducing its capital by the cancellation of 4,500 preferred shares of the par value of $10 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595-o 11734-54

Norman Slater Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de janvier 1972, à la compagnie « Inger Corporation », constituée

Norman Slater Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Inger Corporation", incorporated by

par lettres patentes en date du 26e jour de mars 1962, changeant son nom en celui de « Norman Slater Inc. ».

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595 11277-62

Vinly limitée
Vinly Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de février 1972, à la compagnie « Les Produits Forestiers St-Michel inc. », constituée par lettres patentes en date du 6e jour de juillet 1967, 1° changeant son nom en celui de « Vinly limitée — Vinly Limited »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595-o 3010-67

William Ziff & Son Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour de février 1972, à la compagnie « William Ziff & Son Ltd. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45595 2530-43

letters patent dated 26th day of March, 1962, changing its name to that of "Norman Slater Inc.".

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595-o 11277-62

Vinly limitée
Vinly Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Produits Forestiers St-Michel inc.", incorporated by letters patent dated the 6th day July, 1967, 1. changing its name to that of "Vinly limitée — Vinly Limited"; 2. extending its powers.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595 3010-67

William Ziff & Son Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "William Ziff & Son Ltd.", extending its powers.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595-o 2530-43

Changement de nom — Loi du *Demandes*

Meir Paldi

Avis est donné par les présentes que Meir Paldi du 4375 avenue Courtrai, Montréal 249, fait une requête pour changer son nom pour Mauricio Emergui. Ce changement de nom profitera aussi à sa femme, née Wendy Helen Ketley, demeurant à la même adresse.

Le procureur du requérant,
GASTON MELOCHE.

45563-17-2-o

Marguerite Paquet

Avis est donné que Marguerite Paquet, résidant au numéro 2950 du Boulevard Père Lelièvre, district Les Saules de la ville de Québec, présentera au ministre de la justice une requête à l'effet de changer son nom en celui de Margo Paquet.

Daté à Québec le 7 avril 1972.

La requérante,
MARGUERITE PAQUET.

45572-17-2

Change of name — Act *Applications*

Meir Paldi

Notice is hereby given that Meir Paldi of 4375 Courtrai Avenue, Montreal 249, is making an application for change of name into Mauricio Emergui. Said change will also benefit his wife, born Wendy Helen Ketley, of the same address.

GASTON MELOCHE,
Attorney for petitioner.

45563-17-2-o

Marguerite Paquet

Notice is given that Marguerite Paquet, residing at 2950 Père Lelièvre Boulevard, District of Les Saules, city of Québec, will present a petition to the Minister of Justice to change her name to that of Margo Paquet.

Dated in Québec, this April 7, 1972.

MARGUERITE PAQUET,
Petitioner.

45572-17-2

Joseph-Émile-Noël Berthiaume

Avis est donné que Joseph-Émile-Noël Berthiaume, journalier, domicilié au 3515, rue Gertrude, à Verdun, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-Gouverneur en conseil afin qu'un décret soit accordé changeant son nom en celui de Noël Guérin.

Le 30 mars 1972.

Les procureurs du requérant,
45550-17-2-0 HÉBERT, LABERGE & MONTPETIT.

Elias Benayoun

Avis est donné, par les présentes, que Elias Benayoun, homme d'affaires, résidant à 12 rue Sandringham, en la Cité de Dollard des Ormeaux, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'un décret changeant son nom en celui de Elias Benay; et, par conséquent, changeant le nom de famille de sa femme Rita Rachel (née Shetrit), ainsi que celui de ses enfants, Daniel et Sylviane, demeurant tous au même endroit que le demandeur, de Benayoun à Benay; lesdits noms servant à toutes fins que de droit.

Montréal, ce 3e jour d'avril 1972.

Les procureurs du requérant,
45551-17-2-o WOLOSHEN & AXELROD.

Arnold Aaron Brown

Avis est donné que Arnold Aaron Brown, exécutif, de la cité d'Outremont, du district de Montréal, et de la Province du Québec, y domicilié et résidant à 80 Pagnuelo, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom à Arnold Aaron von Braun.

Montréal, le 7 avril 1972.

Le procureur du requérant,
45643-18-2-o JUDAH L. WOLOFSKY.

Joseph Ferrier Benoît Chagnon

Avis est donné que Joseph Ferrier Benoît Chagnon, maire de Lévis, résidant et domicilié au numéro 21 de l'avenue Christ-Roi, en la cité de Lévis, district de Québec, province de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Joseph Vincent Ferrier Chagnon.

Québec, le 12 avril 1972.

Les procureurs du requérant,
DEMERS, CORRIVEAU, LEMIEUX,
45644-18-2-o CROFT, AUGER & ASSOCIÉS.

Herménégilde Claveau

Avis est par les présentes donné que monsieur Herménégilde Claveau, contracteur-vitrier, résidant et domicilié au 1073 d'Ailleboust, Duvernay, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'obtenir un certificat changeant son nom en celui de Gilles Claveau.

Montréal, le 14 avril 1972.

Les avocats du requérant,
45645-18-2-o Mes GAGNÉ & KALNITSKY.

Joseph-Émile-Noël Berthiaume

Notice is given that Joseph-Émile-Noël Berthiaume, journeyman, domiciled at 3515, Gertrude street, in Verdun, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to that of Noël Guérin.

March 30, 1972.

HÉBERT, LABERGE & MONTPETIT,
45550-17-2-o *Attorneys for the petitioner.*

Elias Benayoun

Notice is hereby given that Elias Benayoun, businessman, residing and domiciled at 12 Sandringham, in the Town of Dollard des Ormeaux, District of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of an order changing his name to that of Elias Benay; and subsidiarily, changing the surnames of his wife, Rita Rachel (née Shetrit) and of his children, Daniel and Sylviane, all of the same address as the applicant, from Benayoun to Benay; the said names to serve for all legal purposes.

Montreal, this 3rd day of April 1972.

WOLOSHEN & AXELROD,
45551-17-2-o *Attorneys for petitioner.*

Arnold Aaron Brown

Notice is hereby given that Arnold Aaron Brown, executive, of the city of Outremont, district of Montreal, province of Québec, therein residing and domiciled at 80 Pagnuelo Street, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order to change his name to Arnold Aaron von Braun.

Montreal, April 7, 1972.

JUDAH L. WOLOFSKY,
45643-18-2-o *Attorney for the Petitioner.*

Joseph Ferrier Benoît Chagnon

Notice is given that Joseph Ferrier Benoît Chagnon, mayor of Lévis, residing and domiciled at 21 Christ-Roy, in the city of Lévis, district of Québec, province of Québec, shall petition the Lieutenant-Governor in Council to obtain a decree changing his name to Joseph Vincent Ferrier Chagnon.

Québec, April 12, 1972.

DEMERS, CORRIVEAU, LEMIEUX,
CROFT, AUGER & ASSOCIÉS,
45644-18-2-o *Attorneys for the Petitioner.*

Herménégilde Claveau

Notice is hereby given that Herménégilde Claveau, plate-glass contractor, residing and domiciled at 1073 d'Ailleboust, Duvernay, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Gilles Claveau.

Montreal, this April 14, 1972.

GAGNÉ & KALNITSKY,
45645-18-2-o *Attorneys for the Petitioner.*

Réal Lessard

Avis est par les présentes donné que monsieur Réal Lessard, célibataire, résidant et domicilié au 9177 58e Avenue, Rivière-des-Prairies, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour un décret changeant son nom de Réal Lessard à celui de René Lessard.

Montréal, ce 21 avril 1972.

Le procureur du requérant,
Me JEAN HUBERT MARANDA.

45646-18-2-o

Réal Lessard

Notice is hereby given that Mr. Réal Lessard, single, residing and domiciled at 9177, 58th Avenue, Rivière-des Prairies, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to have his name changed from Réal Lessard to René Lessard.

Montreal, April the 21st, 1972.

Me JEAN HUBERT MARANDA,
Attorney for the petitioner.

45646-18-2-o

Brian Ross Smith

Avis est donné qu'une pétition pour changement de nom a été soumise à l'honorable ministre de la Justice de la province de Québec de la part de Brian Ross Smith pour changer son nom pour celui de Brian Ross Reitman Smith.

Daté à Montréal ce 6e jour d'avril 1972.

Les procureurs du requérant,
GREENBERG, GOLDSCHLEGER
& BLUMENSTEIN.

45672-18-2-o

Brian Ross Smith

Notice is given that a petition for change of name has been applied for the Honourable Minister of Justice of the province of Québec on behalf of Brian Ross Smith to be changed to Brian Ross Reitman Smith.

Dated at Montreal, this 6th day of April, 1972.

GREENBERG, GOLDSCHLEGER
& BLUMENSTEIN,
Attorneys for Petitioner.

45672-18-2-o

Divers
Compagnies

L'Association des Clubs de Chasse et Pêche de la Région de St-Raymond

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 15 mars 1972, il a approuvé les règlements de « L'Association des Clubs de Chasse & Pêche de la Région de St-Raymond », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45608-o 716969

Cambrian Chemical Corporation

La compagnie « Cambrian Chemical Corporation » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
H. R. IWANOWSKY.

45610 13747-58

Centre d'Animation, de Développement et de Recherche en Education (CADRE)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 27 mars 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Centre d'Animation, de Développement et de Recherche en Éducation (CADRE) », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45611-o 1745-68

Miscellaneous
Companies

L'Association des Clubs de Chasse et Pêche de la Région de St-Raymond

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on March 15, 1972, he approved the general by-laws of "L'Association des Clubs de Chasse & Pêche de la Région de St-Raymond,", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45608 716969

Cambrian Chemical Corporation

Notice is given that "Cambrian Chemical Corporation" has changed the number of its directors from 3 to 4.

H. R. IWANOWSKY,
Secretary.

45610-o 13747-58

Centre d'Animation, de Développement et de Recherche en Education (CADRE)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on March 27, 1972, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "Centre d'Animation, de Développement et de Recherche en Éducation (CADRE)".

PIERRE DESJARDINS,
Director of ghe Companies Service.

45611 1745-68

Le Cercle de l'Amitié St-Enfant-Jésus (P.A.T.)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 16 mars 1972, il a approuvé les règlements généraux numéros 1 à 41 de la corporation « Le Cercle de l'Amitié St-Enfant-Jésus (P.A.T.) », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45612-o 715050

Le Cercle de l'Amitié St-Enfant-Jésus (P.A.T.)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on March 16, 1972, he approved general by-laws numbers 1 to 41 of the corporation "Le Cercle de l'Amitié St-Enfant-Jésus (P.A.T.)", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45612 715050

Compagnie de Quat'Sous inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 21 mars 1972, il a approuvé les règlements généraux de la « Compagnie de Quat'Sous inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45613-o 2588-71

Compagnie de Quat'Sous inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on March 21, 1972, and pursuant to section 226 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "Companies de Quat'Sous inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45613 2588-71

L'Ordre des Infirmières Victorian du District de Hull
Victorian Order of Nurses-Hull District Branch

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 3 mars 1972, il a approuvé le règlement d'emprunt de la corporation « L'Ordre des Infirmières Victorian du District de Hull — Victorian Order of Nurses-Hull District Branch », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45616-o 13180-61

L'Ordre des Infirmières Victorian du District de Hull
Victorian Order of Nurses-Hull District Branch

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on March 3, 1972, he approved the loan by-law of "L'Ordre des Infirmières Victorian du District de Hull — Victorian Order of Nurses-Hull District Branch", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45616 13180-61

Préville Yacht Club
Club de Yachting de Préville

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 5 avril 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Préville Yacht Club — Club de Yachting de Préville », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45618-o 3324-63

Préville Yacht Club
Club de Yachting de Préville

Notice is given that on April 5, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of the "Préville Yacht Club — Club de Yachting de Préville", pursuant to section 226 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45618 3324-63

Poor Richard Disco-Bar Inc.
Disco-Bar Pauvre Richard inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial I, de la compagnie « Chez Babette inc. », constituée par lettres patentes en date du 30e jour de décembre 1968, changeant son nom en celui de « Poor Richard Disco-Bar Inc. — Disco-Bar Pauvre Richard inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45634-o 5862-68

Poor Richard Disco-Bar Inc.
Disco-Bar Pauvre Richard inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law I, of the company "Chez Babette inc.", incorporated by letters patent dated the 30th day of December, 1968, changing its name into that of "Poor Richard Disco-Bar Inc. — Disco-Bar Pauvre Richard inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45634-o 5862-68

Lilnor Industries Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro XV, de la compagnie « Lil-Nor Enterprises Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 18e jour de décembre 1967, changeant son nom en celui de « Lilnor Industries Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45614-o 5246-67

L'Opéra du Québec

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 4 avril 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « L'Opéra du Québec », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45615-o 5650-70

Pennzoil Northern Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3, de la compagnie « Pennzoil de Québec limitée », constituée par lettres patentes en date du 4e jour d'août 1964, changeant son nom en celui de « Pennzoil Northern Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45617-o 3506-64

The Royal Québec Golf Club
Le Club de Golf Royal Québec

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 5 avril 1972, il a approuvé les règlements numéros 16A, 17A, 18A, 19A, 20A, et 21A de la corporation « The Royal Québec Golf Club — Le Club de Golf Royal Québec », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45619-o 11151-57

St. Lawrence Tankers Limited

La compagnie « St. Lawrence Tankers Limited » donne avis qu'elle a augmenté de 6 à 7 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
C. W. COULSON.

45620 2395-30

The Study Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 17 mars 1972, il a approuvé les règlements généraux et le règlement spécial « E » de la corporation « The Study Corporation », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45623-o 59

Lilnor Industries Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. XV, of the company "Lil-Nor Enterprises Ltd.", incorporated by letters patent dated the 18th day of December, 1967, changing its name into that of "Lilnor Industries Ltd.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45614-o 5246-67

L'Opéra du Québec

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on April 4, 1972, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "L'Opéra du Québec."

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45615 5650-70

Pennzoil Northern Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 3, of the company "Pennzoil de Québec limitée", incorporated by letters patent dated the 4th day of August, 1964, changing its name into that of "Pennzoil Northern Ltd.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45617-o 3506-64

The Royal Québec Golf Club
Le Club de Golf Royal Québec

Notice is given that on April 5, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved by-laws numbers 16A, 17A, 18A, 19A, 20A and 21A of "The Royal Québec Golf Club — Le Club de Golf Royal Québec", pursuant to section 226 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45619 11151-57

St. Lawrence Tankers Limited

Notice is given that "St. Lawrence Tankers Limited" has changed the number of its directors from 6 to 7.

C. W. COULSON,
Secretary.

45620-o 2395-30

The Study Corporation

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on March 17, 1972, and pursuant to section 226 of the Companies Act, he approved the general by-laws and the special by-law "E" of "The Study Corporation".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45623 59

Secrétariat des Syndicats Catholiques de Jonquière

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 18 février 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Secrétariat des Syndicats Catholiques de Jonquière », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45621-o 831-35

La Société Canadienne-Française de Radiologie inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 21 mars 1972, il a approuvé les règlements généraux de « La Société Canadienne-Française de Radiologie inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45622-o 2850-70

Belair Motors Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement « A », de la compagnie « Belair Motors Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 4e jour de juin 1971, changeant son nom en celui de « Belair Motors Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45633-o 3580-71

Aylmer Québec Congregation of Jehovah's Witnesses

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 20 mars 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Aylmer Québec Congregation of Jehovah's Witnesses », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45666-o 714787

Major Box Company Ltd.
La Compagnie de Boîtes Major ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro « F », de la compagnie « Major Box & Wire Works Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 22e jour de janvier 1963, changeant son nom en celui de « Major Box Company Ltd. — La Compagnie de Boîtes Major ltée ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45667-o 71-63

Secrétariat des Syndicats Catholiques de Jonquière

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on February 18, 1972, he approved the general by-laws of the "Secrétariat des Syndicats Catholiques de Jonquière", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45621 831-35

La Société Canadienne-Française de Radiologie inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on March 21, 1972, and pursuant to section 226 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "La Société Canadienne-Française de Radiologie inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45622 2850-70

Belair Motors Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law "A", of the company "Belair Motors Ltd.", incorporated by letters patent dated the 4th day of June, 1971, changing its name into that of "Belair Motors Inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45633-o 3580-71

Aylmer Québec Congregation of Jehovah's Witnesses

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on March 20, 1972, he approved the general by-laws of the corporation « Aylmer Québec Congregation of Jehovah's Witnesses", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45666 714787

Major Box Company Ltd.
La Compagnie de Boîtes Major ltée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. "F", of the company "Major Box & Wire Works Ltd.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of January, 1963, changing its name into that of "Major Box Company Ltd. — La Compagnie de Boîtes Major ltée".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45667-o 71-63

Tusmigen Co. Ltd.

La compagnie « Tusmigen Co. Ltd. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 5 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
PEGGY KOTSONAS.

45624 1190-63

Tusmigen Co. Ltd.

Notice is given that "Tusmigen Co. Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 5.

PEGGY KOTSONAS,
Secretary.

45624-o 1190-63

Planned Investments Corporation
Programmes d'Investissements Capitalisés, ltée

La compagnie « Planned Investments Corporation — Programmes d'Investissements Capitalisés, ltée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 8.

Le secrétaire adjoint,
ALISON J. YOUNGMAN.

45635 11912-60

Planned Investments Corporation
Programmes d'Investissements Capitalisés, ltée

Notice is given that "Planned Investments Corporation — Programmes d'Investissements Capitalisés, ltée" has changed the number of its directors from 7 to 8.

ALISON J. YOUNGMAN,
Assistant-secretary.

45635-o 11912-60

Major Wire Industries Ltd.
Les Industries Fil Métallique Major ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 36, de la compagnie « Variety Box Company Limited », constituée par lettres patentes en date du 10e jour d'octobre 1933, changeant son nom en celui de « Major Wire Industries Ltd. — Les Industries Fil Métallique Major ltée ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45668-o 1654-33

Major Wire Industries Ltd.
Les Industries Fil Métallique Major ltée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 36, of the company "Variety Box Company Limited", incorporated by letters patent dated the 10th day of October, 1933, changing its name into that of "Major Wire Industries Ltd. — Les Industries Fil Métallique Major ltée".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45668-o 1654-33

Les Laboratoires Industriels du Nord inc.

La compagnie « Les Laboratoires Industriels du Nord inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 4.

Le secrétaire,
JEAN-MARIE DÉOM.

45669-o 716785

Les Laboratoires Industriels du Nord inc.

Notice is given that "Les Laboratoires Industriels du Nord inc." has decreased the number of its directors from 5 to 4.

JEAN-MARIE DÉOM,
Secretary.

45669 716785

Polish Patriotic Brotherhood Aid Society Inc.
La Société Patriotique d'Entraide
Mutuelle Polonaise inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « A », de la corporation « Organisation Canadienne-Polonaise au Québec inc. — Canadian Polish Organization in Québec Inc. », constituée par lettres patentes en date du 16e jour d'août 1932, changeant son nom en celui de « Polish Patriotic Brotherhood Aid Society Inc. — La Société Patriotique d'Entraide Mutuelle Polonaise inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45670-o 1034-32

Polish Patriotic Brotherhood Aid Society Inc.
La Société Patriotique d'Entraide
Mutuelle Polonaise inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law "A", of the corporation "Organisation Canadienne-Polonaise au Québec inc. — Canadian Polish Organization in Québec Inc.", incorporated by letters patent dated the 16th day of August, 1932, changing its name into that of "Polish Patriotic Brotherhood Aid Society Inc. — La Société Patriotique d'Entraide Mutuelle Polonaise inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45670-o 1034-32

Association coopérative

Coop funéraire de Notre-Dame-des-Pins

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Coop funéraire de Notre-Dame-des-Pins ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Notre-Dame-de-la-Providence, Québec, dans le district électoral de Beauce.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45680-o

Cooperative Association

Coop funéraire de Notre-Dame-des-Pins

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "Coop funéraire de Notre-Dame-des-Pins".

The head office of this cooperative association is located at Notre-Dame-de-la-Providence, Québec, in the electoral district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45680

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'économie des travailleurs du comté d'Abitibi-Ouest

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit: « Caisse d'économie des travailleurs du comté d'Abitibi-Ouest ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres, sera: Les employés des entreprises, sociétés ou corporations suivantes:

H. Perron et Fils.
La Fédération des Chantiers Co-Op.
Les employés municipaux de la ville de La Sarre.
Marcel Baril Inc.
Sanatorium St-Jean (Macamic).
Hôpital St-François (La Sarre).
Howard Bienvenue Inc.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé dans la ville de La Sarre, Québec, dans le district électoral d'Abitibi-Ouest.

Québec, le 11 avril 1972.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45630-o

La caisse populaire du Christ-Roi

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 11 janvier 1972, par « La caisse populaire du Christ-Roi », modifiant son territoire qui était « la paroisse du Christ-Roi », en celui du district électoral de Lévis.

Québec, le 11 avril 1972.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45631-o

Savings and Credit Unions

Caisse d'économie des travailleurs du comté d'Abitibi-Ouest

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the savings and credit union: "Caisse d'économie des travailleurs du comté d'Abitibi-Ouest".

The group from which the union may recruit its members shall be: The employees of the following firms, companies or corporations:

H. Perron et Fils.
La Fédération des Chantiers Co-Op.
The municipal employees of the Town of La Sarre
Marcel Baril Inc.
St. Jean Sanatorium (Macamic).
St. François Hospital (La Sarre).
Howard Bienvenue Inc.

The head office of this savings and credit union is located in the Town of La Sarre, Québec, in the electoral district of Abitibi West.

Québec, April 11, 1972.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45630

La caisse populaire du Christ-Roi

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law adopted on January 11, 1972, by "La caisse populaire du Christ-Roi", modifying its territory, which was "the Parish of Christ-Roi", to that of the electoral district of Lévis.

Québec, April 11, 1972.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45631

Compagnies étrangères
Agent

Rena-Ware Distributors Ltd.

Avis est donné que lors d'une nouvelle procuration, en date du 5 avril 1972, et dont une copie a été transmise au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, M. F.A. Cheftechi, de suite 700, 1, Place Ville-Marie, Montréal, a été nommé aux fins de remplacer M. Frank B. Common, fils, à titre d'agent principal dans la Province de « Rena-Ware Distributors Ltd. », une compagnie étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères.

Avis est aussi donné que conformément à la nouvelle procuration ci-dessus mentionnée, le siège social de ladite compagnie est établi au 1015, côte Beaver Hall, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45671 192-55

Extra-Provincial Companies
Agent

Rena-Ware Distributors Ltd.

Notice is given that, by new power of attorney dated April 5, 1972, a copy of which was sent to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, Mr. F.A. Cheftechi, of suite 700, 1 Place Ville Marie, Montreal, was appointed to replace Mr. Frank B. Common, Jr. as chief agent in the Province of "Rena-Ware Distributors Ltd.", an Extra-Provincial Company duly authorized to carry on business in the Province of Québec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act.

Notice is also given that pursuant to the above-mentioned new power of attorney, the head office of the said company is established at 1015 Beaver Hall Hill, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

45671-o 192-55

Compagnies étrangères
Permis

Stearns-Roger Canada Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Stearns-Roger Canada Limited » a été autorisée à faire affaires dans la Province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Thomas H. Montgomery, avocat de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à la suite 700, Édifice de la Banque Royale, 1, Place Ville-Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45595 21-72

Extra-Provincial Companies
License

Stearns-Roger Canada Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Stearns-Roger Canada Limited" has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Thomas H. Montgomery, advocate of Montreal.

The principal office of the company in the Province is at suite 700, Royal Bank Building, 1 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

45595-o 21-72

Sièges sociaux

Kemen Investments Ltd.
Placements Kemen ltée

La compagnie « Kemen Investments Ltd. — Placements Kemen ltée » donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal, au numéro 75, avenue Holden, Westmount.

Le secrétaire-trésorier,
LUDMILA DE FOUGEROLLES.

45602 3717-65

Head Offices

Kemen Investments Ltd.
Placements Kemen ltée

Notice is given that "Kemen Investments Ltd. — Placements Kemen ltée" has transferred its head office from Montreal, to 75 Holden Avenue, Westmount.

LUDMILA DE FOUGEROLLES,
Secretary-Treasurer.

45602-o 3717-65

A. & P. Electric Inc.

Avis est, par les présentes, donné que « A. & P. Electric Inc. », une compagnie formée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes émises le 12 juillet 1971, et ayant son siège social à Saint-Jérôme, a établi son principal bureau d'affaires à 676 rue Labelle, Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, province de Québec.

Daté à Saint-Jérôme, ce 21e jour d'octobre 1971.

(Sceau) *Le secrétaire,*
NORMAND AUCLAIR.

45598-o 3711-61

Bro-Tek inc.

La compagnie « Bro-Tek inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 500, Place d'Armes, suite 1200, Montréal, au numéro 2064, avenue Chartier, Dorval.

Le secrétaire,
MICHEL COGGER.

45599-o 714502

Club Culturel des Enseignants du Québec Inc.

Avis est donné que la compagnie « Club Culturel des Enseignants du Québec Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 29 octobre 1968 et ayant son siège social au 11819 rue Grenet à Montréal, a transporté son siège social de ladite adresse au No 5010 ouest, boulevard Gouin, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 7e jour de septembre 1971.

Le président,
HENRI LACROIX.

45600-o 4399-68

Evalex ltée
Evalex Ltd.

La compagnie « Evalex ltée — Evalex Ltd. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Charlesbourg, au numéro 1060, boulevard St-Cyrille ouest, Québec.

Le secrétaire,
PAUL M. LACHANCE.

45601-o 2060-71

Restaurant Orléans inc.

Avis est donné que la compagnie « Restaurant Orléans inc. », constituée en corporation par lettres patentes du ministère des Institutions financières, compagnies et coopératives du Québec, en date du 29 janvier 1965, et ayant son siège social dans la ville de Québec, a établi son bureau au numéro 80, rue St-Pierre, suite 18, Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, ce 24e jour de janvier 1972.

Le secrétaire de la compagnie,
PIERRE BERNIER.

45603-o 453-65

A. & P. Electric Inc.

Notice is hereby given that "A. & P. Electric Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent issued on July 12, 1971, and having its head office in St. Jérôme, has its principal place of business at 676 Labelle Street, St. Jérôme, County of Terrebonne, Province of Québec.

St. Jérôme, this 21st day of October, 1971.

(Seal) NORMAND AUCLAIR,
Secretary.

45598 3711-61

Bro-Tek inc.

Notice is given that "Bro-Tek inc." has transferred its head office from number 500 Place d'Armes, Suite 1200, Montreal, to number 2064 Chartier Avenue, Dorval.

MICHEL COGGER,
Secretary.

45599 714502

Club Culturel des Enseignants du Québec Inc.

Notice is hereby given that "Club Culturel des Enseignants du Québec Inc.", incorporated by letters patent dated October 29th 1968, and having its head office at 11819 Grenet, Montreal, has transferred it from the said address to 5010 West, Gouin Boulevard, Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being the head office.

Given at Montreal, this 7th day of September, 1971.

HENRI LACROIX,
President.

45600-o 4399-68

Evalex ltée
Evalex Ltd.

Notice is given that "Evalex ltée — Evalex Ltd." has transferred its head office from Charlesbourg to number 1060 St. Cyrille Boulevard West, Québec.

PAUL M. LACHANCE,
Secretary.

45601 2060-71

Restaurant Orléans inc.

Notice is given that "Restaurant Orléans inc.", incorporated by letters patent of the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of Québec, dated January 29, 1965, and having its head office in the City of Québec, has established its office at number 80, St. Peter Street, Suite 18, Québec.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Québec, this 24th day of January, 1972.

PIERRE BERNIER,
Secretary for the Company.

45603 453-65

Roland Bédard & Associés inc.

La compagnie « Roland Bédard & Associés inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Saint-Jean, au numéro 333, rue Craig est, bureau 215, Montréal.

Le secrétaire,
CLAUDE DESCHÊNES.

45604-o 4586-67

Roland Bédard & Associés inc.

Notice is given that "Roland Bédard & Associés inc." has transferred its head office from St. Jean to number 333 Craig Street East, room 215, Montreal.

CLAUDE DESCHÊNES,
Secretary.

45604 4586-67

**Systèmes de Plafonds A.G.L. inc.
A.G.L. Ceilings Systems Inc.**

La compagnie « Systèmes de Plafonds A.G.L. inc. — A.G.L. Ceilings Systems Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 10928, rue Jeanne-Mance, Montréal, au numéro 40, boulevard des Laurentides, Laval.

Le secrétaire,
Mme GINETTE SAURIOL LAURIN.

45605-o 5007-70

**Systèmes de Plafonds A.G.L. inc.
A.G.L. Ceilings Systems Inc.**

Notice is given that "Systèmes de Plafonds A.G.L. inc. — A.G.L. Ceilings Systems Inc." has transferred its head office from number 10928 Jeanne-Mance Street, Montreal, to number 40 des Laurentides Boulevard, Laval.

Mrs. GINETTE SAURIOL LAURIN,
Secretary.

45605 5007-70

Technova inc.

La compagnie « Technova inc. » donne avis qu'elle a transporté son siège social du 501, rue Cowie, Granby, au 1450, rue Hébert, Drummondville.

Le secrétaire,
JOHN SAMBROOK.

45606 715289

Technova inc.

Notice is given that "Technova inc." has transferred its head office from 501 Cowie Street, Granby, to 1450 Hébert Street, Drummondville.

JOHN SAMBROOK,
Secretary.

45606-o 715289

Québec Ready-Mix Inc.

La compagnie « Québec Ready-Mix Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 1000, rue Goupil, Québec, au numéro 74, boulevard St-Joseph, Charlesbourg ouest.

Le secrétaire,
ANDRÉ GAGNON.

45607-o 3779-47

Québec Ready-Mix Inc.

Notice is given that "Québec Ready-Mix Inc." has transferred its head office from 1000 Goupil Street, Québec, to 74 St. Joseph Boulevard, Charlesbourg West.

ANDRÉ GAGNON,
Secretary.

45607 3779-47

L'Association des Zouaves de St-Michel de Vaudreuil inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 10 mars 1972, il a approuvé les règlements généraux de « L'Association des Zouaves de St-Michel de Vaudreuil inc. », et ce, en vertu de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45609-o 114-70

L'Association des Zouaves de St-Michel de Vaudreuil inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on March 10, 1972, he approved the general by-laws of "L'Association des Zouaves de St-Michel de Vaudreuil inc.", pursuant to section 8 of the Amusement Clubs Act and section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45609 114-70

East Lake Lumber Company Limited

La compagnie « East Lake Lumber Company Limited » donne avis qu'elle a changé son siège social de Charny à Mont-Carmel.

Le président,
ALBERT PLOURDE.

45632-o 1724-45

East Lake Lumber Company Limited

Notice is given that "East Lake Lumber Company Limited" has transferred its head office from Charny to Mont-Carmel.

ALBERT PLOURDE,
President.

45632 1724-45

Lettres patentes

Les Entreprises D-Quatre ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, d'accorder des lettres patentes corrigées en date du 21 mars 1972, à la compagnie « Les Entreprises D-Quatre », constituée par lettres patentes le 21 octobre 1970, en ajoutant le mot « ltée » à la fin du nom, de manière que tel nouveau nom se lise: « Les Entreprises D-Quatre ltée ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45595-o 4567-70

Letters Patent

Les Entreprises D-Quatre ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, amended letters patent, bearing date the 21st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to "Les Entreprises D-Quatre", incorporated by letters patent dated the 21st day of October, 1970, adding the word "ltée" at the end of the name, so that such new name read as follows: "Les Entreprises D-Quatre ltée".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45595 4567-70

Charte — demande d'abandon de

Walter Murray Inc.

La compagnie « Walter Murray Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 4e jour d'avril 1972.

Les procureurs de la compagnie,
45637 MARKS, SHAPIRO & ASSOCIATES.

Charter — Application for Surrender of

Walter Murray Inc.

Notice is given that "Walter Murray Inc.", incorporated under the Companies Act, having its head office in the City of Montreal, Province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

Montreal, this 4th day of April 1972.

MARKS, SHAPIRO & ASSOCIATES,
45637-o *Attorneys for the company.*

Ministère des Terres et Forêts *Cadastre*

Canton Ascot

Cadastre officiel de Canton Ascot, municipalité de Canton Ascot, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que le lot 8B-36 du rang VII est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 mars 1972.

Le sous-ministre,
45597-o MICHEL DUCHESNEAU.

Canton Orford

Cadastre officiel de Canton Orford, municipalité de la Cité de Sherbrooke, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lots 26-2-11, 26-2-38 à 26-2-49 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 17 mars 1972.

Le sous-ministre,
45597-o MICHEL DUCHESNEAU.

Department of Lands and Forests *Cadastre*

Township of Ascot

Official cadastre of Township of Ascot, municipality of Township of Ascot, registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lot 8B-36 of range VII is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, March 29, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
45597-o *Deputy Minister.*

Township of Orford

Official cadastre of Township of Orford, municipality of the City of Sherbrooke, registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lots 26-2-11, 26-2-38 to 26-2-49 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, March 17, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
45597-o *Deputy Minister.*

Canton de Dubuisson

Cadastre officiel de Canton de Dubuisson, municipalité de la Ville de Val d'Or, division d'enregistrement d'Abitibi.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 57-B-2 du rang VIII est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 mars 1972.

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

45597-o

Paroisse de Ste-Brigitte de Laval

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Brigitte de Laval, municipalité de la paroisse de Ste-Brigitte de Laval, division d'enregistrement de Montmorency.

Avis est par la présente donné que les lots 198-61 à 198-64, 198-71 à 198-76, 198-78 à 198-88, 198-91 à 198-138, 198-46 à 198-49 et qu'une partie des lots 198-43 à 198-45, 198-139 à 198-140 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 mars 1972.

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

45597-o

Paroisse de St-Jean Baptiste de Nicolet

Cadastre officiel de la paroisse de St-Jean Baptiste de Nicolet (partie revisée), municipalité de la ville de Nicolet, division d'enregistrement de Nicolet No 2.

Avis est par la présente donné que le lot 360-1-4-9 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 mars 1972.

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

45597-o

Paroisse de Beauport

Cadastre officiel de la paroisse de Beauport, municipalité de la cité de Giffard, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 694-5 et 705-9 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 avril 1972.

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

45597-o

Paroisse de St-Dunstan du Lac Beauport

Cadastre officiel de la paroisse de St-Dunstan du Lac Beauport, municipalité de la paroisse de St-Dunstan du Lac Beauport, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 99-5, 99-7, 99-8 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 30 mars 1972.

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

45597-o

Township of Dubuisson

Official cadastre of Township of Dubuisson, municipality of the town of Val d'Or, registration division of Abitibi.

Notice is hereby given that a part of lot 57-B-2 of range VIII is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, March 20, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

45597-o

Parish of Ste-Brigitte de Laval

Official cadastre of the Parish of Ste-Brigitte de Laval, municipality of the Parish of Ste-Brigitte de Laval, registration division of Montmorency.

Notice is hereby given that lots 198-61 to 198-64, 198-71 to 198-76, 198-78 to 198-88, 198-91 to 198-138, 198-46 to 198-49 and a part of lots 198-43 to 198-45, 198-139 and 198-140 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, March 29, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

45597-o

Parish of St-Jean Baptiste de Nicolet

Official cadastre of the parish of St-Jean Baptiste de Nicolet (revised part), municipality of the town of Nicolet, registration division of Nicolet No. 2.

Notice is hereby given that lot 360-1-4-9 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, March 29, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

45597-o

Parish of Beauport

Official cadastre of the parish of Beauport, municipality of the city of Giffard, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 694-5 and 705-9 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 4, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

45597-o

Parish of St-Dunstan du Lac Beauport

Official cadastre of the parish of St-Dunstan du Lac Beauport, municipality of the parish of St-Dunstan du Lac Beauport, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 99-5, 99-7, 99-8 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, March 30, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU.
Deputy Minister.

45597-o

Liquidation — Loi de la

Association coopérative d'habitation de Boucherville

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de l'« Association coopérative d'habitation de Boucherville », tenue à Boucherville, le 29 septembre 1968, il a été résolu que les affaires de ladite associaton coopérative soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, ce en vertu de la Loi des associations coopératives et de la Loi de la liquidation des companies, et que M. André Ducharme, C.A., soit nommé liquidateur.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45681-o

Ra-Mon-Ra inc.

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « Ra-Mon-Ra inc. », tenue à St-Maurice, le 10 février 1972, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Roger J. Héroux, C.A., a été nommé liquidateur.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45661-o 1353-69

Winding — Up Act

Association coopérative d'habitation de Boucherville

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that at a special general meeting of the members of the "Association coopérative d'habitation de Boucherville", held at Boucherville, on September 29, 1968, it was resolved that the affairs of the said cooperative association be wound up and that it be dissolved, pursuant to the Cooperative Associations Act and the Winding-Up Act. Mr. André Ducharme, C.A., was appointed liquidator.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45681

Ra-Mon-Ra inc.

Notice is given that at a special general meeting of the shareholders of "Ra-Mon-Ra inc.", held at St. Maurice, on February 10, 1972, it was resolved that the affairs of the said company be wound up, and that it be dissolved, pursuant to the Winding-Up Act. Mr. Roger J. Héroux, C.A., was appointed liquidator.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45661 1353-69

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives
Assurances

Canada Health and Accident Assurance Corporation
La Corporation Canadienne d'Assurances Santé et Accidents

Avis de changement de nom

Avis est par les présentes donné que le Ministre de la Consommation et des Corporations a recommandé l'émission de lettres patentes supplémentaires à « Canada Health and Accident Assurance Corporation — La Corporation Canadienne d'Assurances Santé et Accidents », l'autorisant à changer sa raison sociale en celle de « CNA Assurance Company — La Compagnie d'Assurances CNA ».

Toronto, le 5e jour d'avril 1972.

Le secrétaire,
R. J. ROBERTS.

45552-17-2-o

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives
Insurance

Canada Health and Accident Assurance Corporation
La Corporation Canadienne d'Assurances Santé et Accidents

Notice of change of name

Notice is hereby given that the Minister of Consumer and Corporate Affairs issued supplementary letters patent to "Canada Health and Accident Assurance Corporation — La Corporation Canadienne d'Assurances Santé et Accidents" changing its corporate name to "CNA Assurance Company — La Compagnie d'Assurances CNA".

Toronto, the 5th day of April 1972.

R. J. ROBERTS,
Secretary.

45552-17-2-o

The Mutual Life Assurance Company of Canada
La Mutual Life, Compagnie d'Assurance du Canada

Avis est par les présentes donné que le Ministre de la Consommation et des Corporations a recommandé l'émission de lettres patentes à « The Mutual Life Assurance Company of Canada — La Mutual Life, Compagnie d'Assurance du Canada », l'autorisant à changer la raison sociale française de la compagnie en celle de « La Mutuelle du Canada, Compagnie d'Assurance sur la Vie », le 1er janvier 1972.

Waterloo, Ontario, le 3 janvier 1972.

Le secrétaire,
45647-18-2-o L. M. SPRUNG.

The Protective Association of Canada

Avis est par les présentes donné que le Ministre de la Consommation et des Corporations a recommandé le 11 janvier 1972, l'émission de lettres patentes à « The Protective Association of Canada », l'autorisant à changer sa raison sociale en celle de « Eaton Insurance Company — La Compagnie d'Assurance Eaton ».

Toronto, le 10 mars 1972.

Le secrétaire,
45648-18-2-o GEOFFREY HORROCKS.

The Mutual Life Assurance Company of Canada
La Mutual Life, Compagnie d'Assurance du Canada

Notice is hereby given that the Minister of Consumer and Corporate Affairs issued letters patent to "The Mutual Life Assurance Company of Canada — La Mutual Life, Compagnie d'Assurance du Canada" changing the French version of the company's name to "La Mutuelle du Canada, Compagnie d'Assurance sur la Vie" on January 1st, 1972.

Waterloo, Ontario, the 3rd of January 1972.

L. M. SPRUNG,
45647-18-2-o *Secretary.*

The Protective Association of Canada

Notice is hereby given that the Minister of Consumer and Corporate Affairs issued on the 11th of January 1972, letters patent to "The Protective Association of Canada" changing its corporate name to "Eaton Insurance Company — La Compagnie d'Assurance Eaton".

Toronto, the 10th of March 1972.

GEOFFREY HORROCKS,
45648-18-2-o *Secretary.*

Demandes à la Législature

La Communauté Urbaine de Québec

Avis est par les présentes donné que la Communauté Urbaine de Québec s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, au cours de la présente session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte pour modifier entre autres dispositions, les pouvoirs du Comité exécutif et de son président et le paiement de la rémunération des membres du Conseil, l'adoption des procès verbaux, les publications d'avis français et anglais, ses pouvoirs en matière de caisse de retraite et assurances collectives, ses compétences en matière de promotion industrielle, de taxation, de travaux à incidences intermunicipales, de fourniture de service, d'intégration, ainsi que modifier les pouvoirs et devoirs des corporations qui dépendent du Conseil, et pour toute autre fin.

Québec, ce 29 avril 1972.

YVAN DALLAIRE et JACQUES FORGUES,
45567-17-4-o *Avocats.*

Cité de Farnham

Avis est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que:

La Cité de Farnham dans un délai de trente (30) jours de la présente date s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil le priant d'abroger l'article 35 de la charte de la Cité de Farnham, lequel sera remplacé par les dispositions de la Loi des cités et villes (Article 527).

Donné à Farnham, ce 18e jour d'avril 1972.

Le secrétaire-trésorier,
45576-17-4-o J. B. LUNEAU, C.G.A., O.M.A.

Applications to Legislature

Québec Urban Community

Notice is hereby given that the Québec Urban Community will petition the National Assembly of the Province of Québec, at is present session, to modify the dispositions of its charter, among others, to wit: the powers and duties of its executive committee and its president, the payment of the members of the Council remuneration, the minutes approvement, the publication of french and english notice, its powers with respect to the relief or retirement funds or pension plans, its competence with respect to industrial promotion, taxation, works with intermunicipal repercussions, furnishing of services, and integration, and in the same way, to modify the powers and duties of the corporations accountable to the council, and for any other purposes.

Québec, April 29, 1972.

YVAN DALLAIRE and JACQUES FORGUES,
45567-17-4-o *Advocates.*

City of Farnham

Notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the aforesaid municipality, that:

The City of Farnham, will, within 30 days from the date of this notice, present a petition to the Lieutenant Governor in Council requesting the abrogation of article 35 of its charter to be replaced by the dispositions of the Cities and Towns Act (Article 527).

Given at Farnham, this 18th day of April, 1972.

J. B. LUNEAU, C.G.A., O.M.A.
45576-17-4-o *Secretary-Treasurer.*

Ville de Montréal

Avis est par les présentes donné que la ville de Montréal s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, au cours de la troisième session de la vingt-neuvième législature, pour lui demander l'autorisation de présenter un bill ayant pour objet de modifier les dispositions de sa charte relativement aux matières suivantes:

1. la définition de la taxe d'eau;
2. l'obligation de construire sur des lots distincts au cadastre, pour les projets approuvés comme plans d'ensemble;
3. la responsabilité des propriétaires pour le paiement de la taxe d'eau de leurs locataires lorsque le bail est verbal ou pour une période de moins d'un an;
4. les subventions à la restauration;
5. les remises d'amendes;

et toute autre matière utile à la bonne administration des affaires de la ville.

Les agents et procureurs de la Ville,
CÔTÉ, PÉLOQUIN, NORMANDIN et BOUCHARD.
Hôtel de Ville, le 28 mars 1972. 45566-17-4-o

Cité de Verdun

Avis public est par les présentes donné que la cité de Verdun s'adressera à l'Assemblée nationale de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte sur les matières suivantes:

1° pour autoriser la cité à verser à Guy Gagnon une indemnité à la suite de l'incident survenu le 14 octobre 1971;

2° pour autoriser la cité à verser à Guy Gagnon, à la cessation de son emploi, une pension annuelle;

3° pour déclarer valide et légale la vente intervenue entre la cité et Arthur J. Burgess le 24 septembre 1937 devant le notaire J. H. R. Messier et enregistrée au bureau d'enregistrement de Montréal sous le No 420478.

et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 11 avril 1972.
Les procureurs de la cité de Verdun,
LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
45682-18-4-o MAILLOUX & BEAUREGARD.

L'Excellence, Compagnie d'Assurance-vie

Avis est par les présentes donné que « L'Excellence, Compagnie d'Assurance-vie », de la ville de Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, au cours de la présente session, pour la passation d'une loi amendant le Bill 125 adopté le 4 juin 1971.

Donné à Montréal, ce 27e jour d'avril 1972.
Les procureurs de la requérante,
DE GRANDPRÉ, COLAS, DESCHÊNES,
45683-18-4-o GODIN & LAPOINTE.

Communauté urbaine de Montréal

Avis est par les présentes donné que la « Communauté urbaine de Montréal », ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera à l'Assemblée nationale

City of Montreal

Notice is hereby given that the City of Montreal will petition the Québec National Assembly during the course of the Third Session of the 29th Legislature, to be authorized to present a bill to modify the dispositions of its charter in relation to the following subjects:

1. The definition of "water tax";
2. The obligation to build on district cadastral lots, for projects approved under a master plan;
3. The liability of proprietors for the payment of the water tax of their lessees when the lease is verbal or for a period of less than one year;
4. Subsidies for restauration;
5. The remission of fines;

and all other matters relevant to the good administration of the affairs of the City.

CÔTÉ, PÉLOQUIN, NORMANDIN and BOUCHARD,
Agents and attorneys for the City.
City Hall, March 28, 1972. 45566-17-4-o

City of Verdun

Public notice is hereby given that the city of Verdun will apply to the National Assembly of Québec, at its present session, for the adoption of an Act amending its charter, for the following purposes:

1. to authorize the city to pay to Guy Gagnon an indemnity following the incident of October 14, 1971;
2. to authorize the city to pay to Guy Gagnon an annual pension at the end of his employ;
3. to declare valid and legal the sale from Arthur J. Burgess to the city executed before J. H. R. Messier, notary, the 24th of September 1937 and registered in the Registry office for the Registration Division of Montreal under No. 420478.

and for all other purposes.

Montreal, April 11, 1972.
LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
MAILLOUX & BEAUREGARD,
45682-18-4 *Attorneys for the city of Verdun.*

The Excellence Life Insurance Company

Notice is hereby given that "The Excellence Life Insurance Company", of the city of Montreal, in the judicial district of Montreal, will apply to the National Assembly of Québec, at its present session, for the passing of an act amending Bill No. 125 assented to on June 4, 1971.

Given at Montreal, this 27th day of April 1972.
DE GRANDPRÉ, COLAS, DESCHÊNES,
GODIN & LAPOINTE,
45683-18-4-o *Attorneys for Petitioner.*

Montreal Urban Community

Notice is hereby given that the "Montreal Urban Community", having its head office in the City of Montreal will apply to the National Assembly of

du Québec, à sa présente ou à sa prochaine session, afin d'obtenir l'adoption d'une loi pour:

1. Modifier les pouvoirs d'emprunts de la Communauté;
2. Modifier certaines dispositions financières applicables à la Communauté;
3. Prévoir et modifier la procédure des emprunts en rapport avec les dépenses relatives au boulevard métropolitain;
4. Modifier certaines dispositions régissant les bons du trésor, billets et autres titres de la Communauté;
5. Prévoir le renouvellement par les municipalités intéressées des emprunts contractés pour leur compte par l'ancienne Commission Métropolitaine de Montréal et l'ancienne Corporation de Montréal Métropolitain;
6. Modifier la procédure des emprunts de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal et prévoir certaines dispositions relatives aux matières pendantes en rapport avec le Métro;
7. Étendre les délais prévus pour le dépôt du rapport des vérificateurs de la Communauté et la transmission du rapport annuel de la Communauté;
8. Modifier certaines dispositions relatives au transfert à la Communauté de certains préposés à la surveillance;

et à diverses autres fins.

Montréal, ce 24e jour d'avril 1972.

Les procureurs de la Communauté urbaine de Montréal,
BEAUPRÉ, TRUDEAU, SYLVESTRE & TAILLEFER.

45651-18-4-o

Québec, at its present or next session, to obtain the adoption of an act so as to:

1. Modify the borrowing powers of the Community;
2. Modify certain financial provisions applicable to the Community;
3. Prescribe and modify the borrowing procedure with respect to expenditures related to the Metropolitan boulevard;
4. Modify certain provisions governing treasury bills, notes and other securities of the Community;
5. Provide for the renewal, by the municipalities concerned, of borrowings, made on their behalf, by the former Montreal Metropolitan Commission and the former Montreal Metropolitan Corporation;
6. Modify the borrowing procedure of the Montreal Urban Community Transit Commission and prescribe certain provisions concerning pending matters related to Metro;
7. Extend the delays for filing of the report of the Auditor of the Community and of the annual report of the Community;
8. Modify certain provisions concerning the transfer to the Community of certain employees assigned to surveillance functions;

and for various other purposes.

Montreal, this 24th day of April, 1972.

BEAUPRÉ, TRUDEAU, SYLVESTRE & TAILLEFER,
Attorneys for the Montreal Urban Community.

45651-18-4-o

Ministère des Affaires municipales

Cité de Saint-Jérôme

J'ai approuvé, en vertu de l'article 22 du chapitre 48 des lois de 1970, Loi concernant les environs du nouvel aéroport international, le règlement No C-688 du conseil municipal de la cité de Saint-Jérôme tel que modifié par le règlement no C-733 dudit conseil, relativement à la création d'une Commission d'urbanisme.

Ces règlements entreront en vigueur le jour de la publication du présent avis.

Le ministre des Affaires municipales,
MAURICE TESSIER, C.R.

45625-o

Department of Municipal Affairs

City of St. Jérôme

Pursuant to section 22 of chapter 48 of the Statutes of 1970, Act respecting the vicinity of the new international airport, I have approved by-law No. C-688 of the Municipal Council of the City of St. Jérôme, as amended by by-law No. C-733 of the said Council, concerning the creation of a Town-planning Commission.

These by-laws shall come into force on the date of publication of this notice.

MAURICE TESSIER, Q.C.,
Minister of Municipal Affairs.

45625

Nomination

Président d'élection

Il a plu à son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission sous le grand sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

Appointment

Returning-Officer

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows:

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou occupation Professional or calling	Domicile
L'Assomption	Duval, Henri (1)	Avocat – Advocate	L'Assomption.

(1) En remplacement de monsieur Pierre Duval. — In place of Mr. Pierre Duval.

Québec, le 25 avril 1972.
Le président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN, C.R.
45626-o

Québec, April 25, 1972.
FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
Chief Returning-Officer.
45626-o

Renseignements sur les compagnies

Avis de dissolution éventuelle de corporations

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, donne avis qu'en vertu des articles 4, 5*a* et suivants de la Loi des renseignements sur les compagnies, les corporations dont les noms suivant sont en défaut de produire le rapport visé par l'article 4 de ladite loi pour une année ou plus; les corporations sont en conséquence passibles de dissolution sans autre avertissement si elles n'ont pas fourni tous les rapports indiqués en regard de leur nom ainsi que les honoraires prescrits, dans les 30 jours qui suivent la publication du présent avis.

Companies Information Act

Notice of Eventual Dissolution of Corporations

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that pursuant to sections 4, 5*a* and following of the Companies Information Act, the companies whose names follow, have failed to file the return mentioned in section 4 of the said Act, for one year or more; the companies are consequently subject to dissolution without further notice if they have not provided all the returns indicated opposite their names and the specified fees, within the 30 days following publication of this notice.

Nom de la compagnie *Name of Company*	*Adresse* *Address*	*Rapports non produits* *Returns not filed*
Assurances Pigeon et Fontaine ltée	L'Assomption	1965 à-to 1971 incl.
Aylmer Road Holdings Inc.	Montréal	1970 et-and 1971.
Belko Inc.	Québec	1966 à-to 1971 incl.
Club sportif Gaulin inc.	Saint-Robert-Bellarmin	1971.
Craftsman Printing Ink Ltd.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Dasken Enterprises Inc.	Montréal	1970 et-and 1971.
Les Dragons de Princeville inc.	Princeville	1967 à-to 1971 incl.
Entreprises Cayuga inc.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Entreprises Fleur de Lis limitée	Ste-Cécile de Masham	1961, 1964, 1966 et-and 1971
Les entreprises G. R. inc.	St-Jean	1968 à-to 1971 incl.
Fédération des associations de chasse et de pêche du Québec métropolitain inc.	Québec	1963 à-to 1971 incl.
Gérard Gibeault & Associés inc.	Verdun	1970 et-and 1971.
Happy Shoe Co. Inc.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Har-Mar Holdings Ltd.	Dollard des Ormeaux	1965, 1966, 1968, 1969 et-and 1971.
Les Immeubles P. & G. inc.	Rimouski	1970 et-and 1971.
Mammouth Landscaping and Importing Ltd.	Terrace Vaudreuil	1962 à-to 1971 incl.
Miller Ventures Inc.	Montréal	1964 à-to 1971 incl.
Produits Rano inc.	Beauport	1964 à-to 1971 incl.
Société Nouvelle-France	Québec	1971.
20th Century Fiberglass Ltd.	Rosemont	1971.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.
45595-o

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.
45595-o

Société de prêts et placements

Builders Capital Limited

Avis est donné que, le 6e jour de mars 1972, le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives a accordé un permis à « Builders Capital Limited », l'autorisant à exercer son commerce dans la Province, conformément aux dispositions de la Loi des sociétés de prêts et placements, Statuts refondus 1964, chapitre 289.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre la compagnie, est M. Alan Purdy, vice-président, service des hypothèques, Compagnie Trust Royal, 630 ouest, boulevard Dorchester, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 630 ouest, boulevard Dorchester, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45595 1-72

Loan and Investment Societies

Builders Capital Limited

Notice is given that, on 6th day of March, 1972, a license was granted by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to "Builders Capital Limited", authorizing it to carry on business in the Province pursuant to the provisions of the Loan and Investment Societies Act, Revised Statutes, 1964, chapter 289.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Alan Purdy, Vice-President, Mortgage Services, The Royal Trust Company, 630 Dorchester Boulevard West, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 630 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45595-o 1-72

Régie de l'assurance maladie du Québec

Liste par région de noms et adresses d'affaires des professionnels de la santé, qui entendent exercer leur profession en dehors des cadres du régime en qualité de professionnels désengagés ou de professionnels non-participants ou qui ont cessé d'exercer leur activité en cette qualité, ainsi que la date à laquelle prend effet leur désengagement ou leur non-participation ou la cessation de celle-ci, publiée conformément à l'article 7.01 des règlements concernant la Loi de l'assurance-maladie, adoptés par arrêté en conseil No 27, en date du 6 janvier 1971.

Professionnels désengagés
Professionals withdrawn

Date effective du désengagement
Effective date of withdrawal

Médecins spécialistes
Medical specialists

Région de Montréal — Montreal Region

Bibaud, B., 65, rue Nicholson, Valleyfield, Québec	08-03-71
Hawthorne, Allan B., 316, Grosvenor Avenue, Westmount 215, Québec	03-02-71

Médecins omnipraticiens
General Practitioners

Duchesne, Laurent, 75 ouest, boulevard Dorchester, Suite 1017, Montréal 128, Qué.	29-01-71
Rouleau, Georges A. 75 ouest, boulevard Dorchester, Suite 1017, Montréal 128, Qué.	29-01-71

Région de Québec — Québec Region

Mino, Roland, 2695, 1ère Avenue, Québec 3, Québec	30-05-71
Tremblay, Jacques, 590, St-Cyrille ouest, Québec 6, Québec	23-05-71

Québec Health Insurance Board

List compiled on a regional basis, of the names and business addresses of professionals who intend practising their profession outside the scope of the plan as professionals or who have ceased to practice in this capacity, as well as the date on which their withdrawal or non-participation becomes effective or ceases to become effective, published according to section 7.01 of the regulations respecting the Health Insurance Act adopted by order in council No. 27, dated January 6, 1971.

Professionnels non-participants *Non-participating professionals*	*Date effective de non-participation* *Effective date of non-participation*
Médecins spécialistes **Medical specialists**	
Région de Montréal — Montreal Region	
Almudevar, Manuel, 612, St. John's Road, Suite 114, Pointe-Claire 720, Québec	01-12-70
Aronovitch, Michael, 4119, Sherbrooke Street West, Montreal 215, Québec	01-12-70
Aufreiter, Gottfriede, 22, Sunnyside Avenue, Montréal, Québec	24-04-71
Barker, Charles S., 1538, Sherbrooke Street West, Montréal, Québec	01-12-70
Black, Donald Kenneth, Lakeshore General Hospital, Pointe-Claire, Québec	01-12-70
Boulanger, Jean-Baptiste, 3610, Avenue Atwater, Montréal 109, Québec	16-04-71
Brabander, Joachim, 1390, Sherbrooke Street West, Montréal 109, Québec	01-12-70
Brow, Georges-Raymond, 1374, Sherbrooke Street West, Suite 7, Montréal 109, Qué.	01-12-70
Browman, Mark, 7841, 2nd Avenue, Montréal 455, Québec	30-07-71
Butler, Albert-A., 1538, Sherbrooke Street West, Suite 320, Montréal 109, Qué.	01-12-70
Cantero, A. 1396, Ste-Catherine ouest, Montréal, Québec	01-12-70
Caplan, Ronald, 1390, Sherbrooke Street West, Montréal, Québec	01-12-70
Copping, Gordon A., 4485, Sherbrooke Street West, Montréal 215, Québec	01-12-70
Crawford, Edwin Minter, 43, Waverly Road, Pointe-Claire 720, Québec	11-01-71
David, Paul-P. 5000, Bélanger, Montréal, Québec	01-12-70
Dawson, Howard L., 14, Bellevue Avenue, Westmount 217, Québec	01-12-70
Dumais, Gaston, 12245, Grenet, Suite 112, Montréal 390, Québec	27-03-71
Eakin, W. W., 1538, Sherbrooke Street West, Appartement 704, Montréal 109, Qué.	15-01-71
Fullerton, C. W., 1414, Drummond Street, Montréal 107, Québec	01-12-70
Gélinas, André, 565, Javelin, Dorval, Québec	01-12-70
Genest, Armand, 30 est, boulevard St-Joseph, Suite 818, Montréal, Québec	29-01-71
Gold, Michael M. A., 5785, Côte des Neiges, Appartement 105, Montréal, Québec	01-12-70
Gratton, Laurent, 574, Avenue Roslyn, Westmount 217, Québec	26-12-70
Johnston, Kenneth B., P.O. Box 40, Como, V. Soulanges, Québec	31-12-70
Korenberg, Morton, 1538, Sherbrooke Street West, Montréal 109, Québec	01-12-70
Larivière, Paul, 3484, Avenue Laval, Montréal, Québec	01-12-70
Legendre, J.-H., 445, boulevard St-Joseph ouest, Appartement 74, Montréal, Qué.	01-12-70
Léger, Jacques, Case postale 217, Pointe-Claire 700, Québec	01-12-70
MacDonald, Allison D., 3550, Côte des Neiges, Suite 110, Montréal 109, Québec	01-12-70
Maguire, J. Gordon, 1610, Pine Avenue West, Montréal 109, Québec	13-02-71
Manseau, J.-Arthur, 960, boulevard St-Joseph est, Montréal 176, Québec	01-12-70
Mason, Edward Haldon, 3465, Côte des Neiges Road, Suite 81, Montréal, Québec	07-01-71
Melhado, Gerald Carlton, 900, Sherbrooke Street West, Montréal 110, Québec	01-01-71
Mool, Albert Edward, 3550, Côte des Neiges Road, Suite 570, Montréal 109, Québec	25-04-72
Montgomery, Lorne C., 1414, Drummond Street, Montréal, Québec	01-12-70
Morin, Paul, 680, St-Denis, St-Hyacinthe, Québec	01-12-70
Nadler, Norman-J., 5845, Côte des Neiges, Suite 280, Montréal 249, Québec	01-12-70
Naiman, James, 4330, Sherbrooke ouest, Montréal 215, Québec	01-03-72
Nerman, Yale, 4333, Côte Ste-Catherine, Montréal, Québec	03-01-71
Pearson, J. R. Georges, 5715, Avenue Darlington, Appartement 1, Montréal 251, Qué.	01-12-70
Petrie, J. Gordon, 1, Westmount Square, Suite 433, Montréal, Québec	01-12-70
Raginsky, Bernard B., 376, Redfern Avenue, Suite 2, Montréal 215, Québec	01-12-70
Redmond, Lila, 1538, Sherbrooke Street West, Montréal 109, Québec	01-12-70
Robert, Paul, 3489, Avenue Atwater, Appartement 6, Montréal 109, Québec	03-02-71
Schneiderman, Gérald, 6000, Côte des Neiges Road, Suite 395, Montréal, Québec	01-12-70
Schwarz, Herbert T., 6940, Feilding Avenue, Montréal, Québec	01-12-70
Scott, W. Clifford M., 1260, McGregor Avenue, Montréal 109, Québec	01-12-70
Segal, Perry M., 6000, Côte des Neiges Road, Suite 395, Montréal, Québec	01-12-70
Segall, Harold-N. 5845, Côte des Neiges, Suite 390, Montréal 249, Québec	01-12-70
Smith, Clifton Conway, 1538, Sherbrooke Street West, Suite 1020, Montréal, Qué.	01-12-70
Smith, Frederick McIver, 3550, Côte des Neiges, Suite 640, Montréal 109, Québec	01-12-70
Tucker, Elrie Clifford, 687, Pine Avenue, Montréal 112, Québec	01-12-70
Région de Québec — Québec Region	
Lapointe, Donat, 570 est, Grande-Allée, Québec 4, Québec	13-01-71
Larue, L. 964, Casot, Québec 6, Québec	26-12-70
Parrot, Paul, 1238, Avenue Des Pins, Sillery, Québec	01-12-70

Médecins spécialistes
Medical specialists

Autres Régions — Other Regions

Dennery, Jean-Maurice, 400, Stewart Street, Suite 510, Ottawa, Ontario	07-01-71
Divic, Josif, 30, Bond Street, Toronto, Ontario	01-01-71

Médecins omnipraticiens
General Practitioners

Région de Montréal — Montreal Region

Archambault, Paul-A., 2805, Willowdale, Montréal 250, Québec	01-05-71
Braunstein, M. M., Medical Arts Bldg., 1538, Sherbrooke Street West, Suite 307, Montréal, Québec	01-12-70
Brouille, Raynald, 3775, St-Hubert, Appartement 10, Montréal 132, Québec	02-01-71
Finkelstein, M.-N., 360, Pine Avenue West, Montréal 130, Québec	01-12-70
Gordon, Lionel, 6235A, Lennox Avenue, Montréal, Québec	15-01-72
Joannette, Jean-Paul, 4930, Mayfaire, Montréal, Québec	01-12-70
Leclaire, Yves, 4780, Côte des Neiges, Suite 690, Montréal 247, Québec	01-12-70
Mayman, Abe, 5845, Côte des Neiges, Suite 690, Montréal, Québec	17-12-70
Morgantaler, Henry, 2990, Beaugrand, Montréal 429, Québec	05-01-71
Ostiguy, Jean-Paul, 450 est, Sherbrooke, Suite 108, Montréal 132, Québec	01-12-70
Scott, B. H., 5146, Westbury Avenue, Montréal, Québec	22-07-71
Vines, Norman M., 1452, Bishop Street, Suite 3, Montréal, Québec	01-12-70
Willoughby, Henry Wells, Royal Victoria Hospital, 687, Pine Avenue West, Montréal, Québec	01-12-70

Région de Québec — Québec Region

Marcotte, Gaston, Cap-de-la-Madeleine, Québec, Québec	21-10-71
Morissette-Delage, Jacqueline, 895, Dessane, Québec 6, Québec	01-12-70
Rinfret, Charles-C., 885 est, St-Joseph, Québec, Québec	13-12-70

Région des Cantons de l'Est — Eastern Townships Region

Grainger, T. Roger, C.J.M. Clinic, Asbestos, Québec	01-12-70
Jacques, Elphège, 190 est, rue Principale, Farnham, Québec	01-12-70

Chirurgiens-dentistes
Dental Surgeons

Région de Montréal — Montreal Region

Beaulieu, J.-Édouard, St-Rémy, Comté Napierville, Québec	30-03-71
Bourgoin, Jean, 1248, rue Lajoie, Outremont, Québec	15-04-71
Bourke, Edward T., 1538, Sherbrooke Street West, Suite 516, Montréal 109, Québec	09-03-71
Boyles, Williams Howard, 1414, Drummond Street, Montréal 107, Québec	02-03-71
Burns, Frank Leonard, 1414, Drummond Street, Montréal 107, Québec	13-02-71
Bushell, Winston C., 1538, Sherbrooke Street West, Suite 1006, Montréal 109, Qué.	10-02-71
Casey, C. A., 4695, Sherbrooke Street West, Montréal 215, Québec	27-03-71
Colle, Albert-J., 5253, boulevard Décarie, Suite 218, Montréal 29, Québec	03-02-71
Coulombe, Roger, 4660, boulevard St-Joseph, Lachine, Québec	25-02-71
De Grandmont, Claude, 4934, rue Adam, Montreal 4, Québec	08-04-72
Elo, J.-Thomas, 1414, Drummond Street, Suite 909, Montréal 107, Québec	16-02-71
Harvey, Robert-F., Montreal General Hospital, Montréal, Québec	15-04-71
Henry, Donald W., 227, Kenaston Avenue, Montreal 305, Québec	31-01-71
Hyndman, Alex. William, 620, Cathcart Street, Montréal, Québec	28-02-71
Kent, Léonard E., 4695, Sherbrooke Street West, Montréal 215, Québec	07-04-71
Kutzman, Ernest-A., 1538, Sherbrooke Street West, Suite 410, Montréal, Québec	01-02-71
Labelle, Paul, 12271, Henri d'Arles, Montréal 389, Québec	11-08-71
Lafortune, Jean-Paul, 5704, Laurendeau, Montréal, Québec	13-02-71
Lawlor, Robert, 3333, Chemin Reine-Marie, Montréal, Québec	18-02-71
Lefebvre, Pierre-I., 2225, boulevard Lapinière, Ville Brossard, Québec	02-02-71
Litvack, Sylvia, 5465, Queen Mary Road, Appartement 610, Montréal 249, Québec	01-05-71
Muroff, Frederick I., 1414, Drummond Street, Suite 1104, Montréal, Québec	10-03-71
Myles, Thomas A., 1538, Sherbrooke Street West, Suite 412, Montréal, Québec	01-02-71

Chirurgiens-dentistes
Dental Surgeons

Région de Montréal — Montreal Region

Pearson, Hyman H., 500, Birks Bldg., Suite 500, Montréal, Québec	06-02-71
Poch, Lewis-Neville, 1, Westmount Square, Suite 346, Westmount 216, Québec	14-04-71
Rogers, Mervyn Allen, 4300, boulevard de Maisonneuve ouest, Appartement 702, Montréal 215, Québec	06-02-71
Rudick, Gérald-S., 4950, Queen Mary Road, Suite 400, Montréal 248, Québec	30-01-71
Shevell, Melvyn, 6000, Côte des Neiges Road, Suite 200, Montréal, Québec	02-02-71
Stockwell, William G., 1538, Sherbrooke Street West, Suite 805, Montréal 109, Québec	09-03-71
Sykora, Oskar, Faculty of Dentistry, McGill University, Montréal, Québec	31-01-71
Van Vliet, Jonathan E., 1538, Sherbrooke Street West, Suite 805, Montréal 109, Qué.	08-03-71
Vinet, Éphrem, 426 est, boulevard St-Joseph, Montréal, Québec	08-02-71

Région de Québec — Québec Region

Boucher, Marc, 1000, Chemin Ste-Foy, Québec, Québec	31-01-71

Région des Cantons de l'Est — Eastern Townships Region

Dugal, Paul-L., 459A, Lindsay, Drummondville, Québec	08-02-71
Laforce, Jacques, 31, King ouest, Sherbrooke, Québec	04-02-71
Leblanc, Jean-Yves, Bedford, Québec	06-02-71
Marcoux, Jean-F., 448 ouest, rue King, Sherbrooke, Québec	11-04-71
Olivier, Valmore, 843, Belvédère Street, Sherbrooke, Québec	07-02-71
Proulx, Jacques, 214, boulevard St-Joseph, Hull, Québec	05-05-71

Optométristes
Optometrists

Région des Cantons de l'Est — Eastern Townships Region

Breton, Antonio, 1530, rue des Cascades, St-Hyacinthe, Québec	31-12-70

45679-o

Société d'habitation du Québec

Cité de Lachute

PROGRAMME DE RÉNOVATION (MODIFICATIONS)

« Secteur No 9 ou Ayersville »

Avis est donné qu'en vertu de l'article 40 de la loi de la Société d'habitation du Québec (chapitre 55 des lois 1966-67), le lieutenant-gouverneur en conseil par l'arrêté en conseil numéro 789-72 du 15 mars 1972, a ratifié les modifications au programme de rénovation de la cité de Lachute pour la partie de son territoire appelée « Secteur No 9 ou Ayersville » adopté par son règlement numéro 44-1 du 7 octobre 1968, modifié par ses règlements numéros 44-2 du 9 décembre 1968, 44-3 du 17 mars 1969 et 44-4 du 11 janvier 1971 et décrété « zone de rénovation » le territoire qui fait l'objet de ce programme.

La Société d'habitation du Québec a, par sa résolution numéro 5068 du 22 février 1972, approuvé les modifications audit programme.

Société d'habitation du Québec,
Le président,
JACQUES BERNIER.

45663-o

Québec Housing Corporation

City of Lachute

RENEWAL PROGRAM (MODIFICATIONS)

"Secteur No 9 ou Ayersville"

Notice is given that pursuant to section 40 of the Québec Housing Corporation Act (1966-67, Chapter 55), the Lieutenant-Governor in Council, by Order number 789-72 dated March 15, 1972, has ratified the modifications to the renewal program of the city of Lachute for the part of the territory called "Secteur No 9 ou Ayersville" adopted by its By-law number 44-1 of October 7, 1968, amended by its By-laws numbers 44-2 of December 9, 1968, 44-3 of March 17, 1969 and 44-4 of January 11, 1971 and declares a "renewal zone" the territory covered by this program.

These modifications to the said renewal program were approved by the Québec Housing Corporation, resolution number 5068 of February 22, 1972.

Québec Housing Corporation,
JACQUES BERNIER,
President.

45663-o

Ville de Princeville

PROGRAMME DE RÉNOVATION

« Zone I »

Avis est donné qu'en vertu de l'article 40 de la loi de la Société d'habitation du Québec (chapitre 55 des lois 1966-67), le lieutenant-gouverneur en conseil par l'arrêté numéro 859-72 en date du 22 mars 1972, a décrété « zone de rénovation » le territoire qui est l'objet du programme de rénovation adopté par le règlement numéro 276 du 18 novembre 1971, modifié par le règlement numéro 280 du 17 février 1972 de la ville de Princeville pour la partie de son territoire appelée « zone I ».

Ce programme de rénovation de la ville de Princeville a été approuvé par la Société d'habitation du Québec, résolution numéro 5161 du 13 mars 1972 et cette approbation a été ratifiée par le lieutenant-gouverneur en conseil par ledit arrêté numéro 859-72 du 22 mars 1972.

Société d'habitation du Québec,
Le président,
45662-o JACQUES BERNIER.

Ville de Baie Saint-Paul

PROGRAMME DE RÉNOVATION (MODIFICATIONS)

« Secteur Centre-Ville »

Avis est donné qu'en vertu de l'article 40 de la loi de la Société d'habitation du Québec (chapitre 55 des lois 1966-67), le lieutenant-gouverneur en conseil par l'arrêté en conseil numéro 628-72 du 1er mars 1972, a ratifié les modifications ou programme de rénovation de la ville de Baie Saint-Paul pour la partie de son territoire appelée « Secteur Centre-Ville » adopté par son règlement numéro A-78 du 18 décembre 1968, modifié par ses règlements numéros A-80 du 16 juin 1969 et A-93 du 11 novembre 1971 et décrété « zone de rénovation » le territoire qui fait l'objet de ce programme.

La Société d'habitation du Québec a, par sa résolution numéro 5074 du 22 février 1972, approuvé les modifications audit programme.

Société d'habitation du Québec,
Le président
45664-o JACQUES BERNIER.

Avis est donné que la Société d'habitation du Québec a, le 28 mars 1972, conclu avec la Société centrale d'hypothèques et de logement un accord pour emprunter $80,000,000 pour financer ses projets d'habitation pour l'année 1972.

Tel qu'exigé par l'article 71 de la loi de la Société d'habitation du Québec (chapitre 55, des lois de 1966-67 le texte de cet accord est reproduit ci-dessous:

Convention passée en quatre copies ce 28e jour de mars 1972;

entre:

LA SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, (ci-après appelée « la Société »),

D'UNE PART:

City of Princeville

RENEWAL PROGRAM

"Zone I"

Notice is given that pursuant to section 40 of the Québec Housing Corporation Act (1966-67, Chapter 55), the Lieutenant-Governor in Council, by Order number 958-72 dated March 22, 1972, has declared that part of the territory called "Zone I" in the city of Princiville covered by the renewal program adopted by-law number 276 of November 18, 1971, amended by by-law number 280 of February 17, 1972, of the City of Princeville, "renewal zone".

The said renewal program of the city of Princeville was approved by the Québec Housing Corporation, by its resolution number 5161 of March 13, 1972, and the said approbation was ratified by the Lieutenant-Governor in Council by Order number 859-72 of March 22, 1972.

Québec Housing Corporation,
JACQUES BERNIER,
45662-o *President.*

City of Baie Saint-Paul

RENEWAL PROGRAM (MODIFICATIONS)

"Secteur Centre-Ville"

Notice is given that pursuant to section 40 of the Québec Housing Corporation Act (1966-67, Chapter 55), the Lieutenant-Governor in Council, by Order number 628-72 dated March 1, 1972, has ratified the modifications to the renewal program of the city of Baie Saint-Paul for the part of the territory called "Secteur Centre-Ville" adopted by its By-law number A-78 of December 18, 1968, amended by its By-laws numbers A-80 of June 16, 1969 and A-93 of November 11, 1971 and declares a "renewal zone" the territory covered by this program.

These modifications to the said renewal program were approved by the Québec Housing Corporation, resolution number 5074 of February 22, 1972.

Québec Housing Corporation,
JACQUES BERNIER,
45664-o *President.*

Notice is given that the Québec Housing Corporation, on March 28, 1972, agreed with the Central Mortgage and Housing Corporation to borrow $80,000,000 to finance its housing plans for the year 1972.

As required by section 71 of the Québec Housing Corporation (chapitre 55 of the statutes of 1966-67), the text of this agreement is hereunder reproduced:

This agreement made in four copies the 28th day of March, 1972;

between:

CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, (hereinafter called "the Corporation"),

OF THE FIRST PART:

et

LA SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC, (ci-après appelée « la Société du Québec »),

D'AUTRE PART:

ATTENDU que la Société peut, en vertu des dispositions de la Loi nationale sur l'habitation, telle que modifée, (ci-après appelée « la Loi »),

a) consentir des prêts selon les dispositions de l'article 15 de la Loi, à toute corporation, propriété exclusive du gouvernement d'une province, en vue d'aider à la construction, l'achat ou l'amélioration de projets d'habitation à loyer modique, à l'achat d'immeubles existants avec le terrain sur lequel ils sont situés et à leur transformation en projets d'habitation à loyer modique ou à la transformation d'immeubles existants en projets d'habitation à loyer modique,

b) consentir des prêts selon les dispositions de l'article 43 de la Loi à une province pour la construction ou l'acquisition et la transformation de projets de logement public,

c) consentir des prêts selon les dispositions de l'article 47 de la Loi à une province, en vue d'aider à la construction, à l'acquisition ou à l'amélioration de projets d'habitation pour étudiants, à l'acquisition de bâtiments existants et à leur transformation en projets d'habitation pour étudiants ou à la transformation de bâtiments existants en projets d'habitation pour étudiants;

ET ATTENDU QUE la Société du Québec, en vertu des dispositions de la Loi de la Société d'habitation du Québec est une corporation qui est la propriété exclusive du gouvernement de la province de Québec et un agent de la Couronne du chef de la province de Québec et peut conclure tout accord avec le gouvernement du Canada ou tout organisme de celui-ci afin de faciliter l'exécution de cette loi;

ET ATTENDU QUE la Société du Québec, autorisée par l'arrêté en conseil numéro 238-72 en date du 26e jour de janvier 1972 a décidé par sa résolution numéro 4961 en date du 17 janvier 1972, (copies de ces documents sont jointes à la présente convention) de conclure avec la Société la présente convention;

ET ATTENDU QUE la Société, en conformité des dispositions de la Loi et d'une résolution de son comité de direction, adoptée le 13 janvier 1972, dont copie est jointe à la présente convention, est autorisée à conclure la présente convention en vue de prêter à compter de la date de la signature de la présente convention, jusqu'au 31 décembre 1972, une somme totale n'excédant pas $80,000,000 aux fins de permettre à la Société du Québec d'entreprendre

a) selon les dispositions de l'article 15 de la Loi, des projets d'habitation à loyer modique,

b) selon les dispositions de l'article 43 la Loi, des projets de logement public, et

c) selon les dispositions de l'article 47 de la Loi, des projets d'habitation pour étudiants.

EN CONSÉQUENCE, LA PRÉSENTE CONVENTION FAIT FOI des ententes suivantes intervenues entre les parties:

1. *Définitions*

1) L'expression « projet d'habitation à loyer modique » signifie dans la présente convention un projet

and

THE QUÉBEC HOUSING CORPORATION (hereinafter called "the Québec Corporation"),

OF THE SECOND PART:

WHEREAS the Corporation may pursuant to the National Housing Act, as amended (hereinafter referred to as "the Act"),

(*a*) make loans under Section 15 of the Act to a Corporation wholly owned by the government of a province for the purpose of assisting in the construction, purchase or improvement of low rental housing projects, the purchase of existing buildings and the land upon which they are situated and their conversion into low rental housing projects, or the conversion of existing buildings into low rental housing projects,

(*b*) make loans under Section 43 of the Act to a province for the construction or acquisition and conversion of public housing projects,

(*c*) make loans under Section 47 of the Act, to a province for the purpose of assisting in the construction, acquisition or improvement of student housing projects, the acquisition of existing buildings and their conversion into student housing projects, or the conversion of existing buildings into student housing projects;

AND WHEREAS the Québec Corporation, pursuant to the Québec Housing Corporation Act, is a Corporation wholly owned by the Government of the Province of Québec, is an agent of the Crown in Right of the Province of Québec and may make any agreement with the Government of Canada or any body thereof to facilitate the carrying out of that Act;

AND WHEREAS the Québec Corporation, authorized by Order-in-Council No. 238-72 dated January 26, 1972, has decided by its resolution No. 4961 dated January 17, 1972, (copies of these documents are attached to this agreement) to enter into this agreement with the Corporation;

AND WHEREAS the Corporation, pursuant to the provisions of the Act and to a resolution of its Executive Committee passed on the 13th day of January 1972, copy of which is attached hereto, is authorized to enter into this agreement to lend during the period from the date hereof to December 31, 1972 a total amount not exceeding $80,000,000 for the purpose of enabling the Québec Corporation to undertake

(*a*) under Sections 15 of the Act, low rental housing projects,

(*b*) under Section 43 of the Act, public housing projects, and

(*c*) under Section 47 of the Act, student housing projects.

NOW THEREFORE THIS AGREEMENT WITNESSETH that the parties hereto agree as follows:

1. *Definitions*

(1) Whenever the term "low rental housing project" is used in this agreement, it shall mean a low rental

d'habitation à loyer modique entrepris par une corporation sans but lucratif, conformément au dispositions de l'article 15 de la Loi.

2) L'expression « projet de logement public » signifie dans la présente convention un projet de logement public entrepris conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi.

3) L'expression « projet d'habitation pour étudiants » signifie dans la présente convention un projet d'habitation pour étudiants entrepris conformément aux dispositions de l'article 47 de la Loi.

4) L'expression « projet » dans la présente convention signifie un projet d'habitation à loyer modique, un projet d'haoitation pour étudiants ou un projet de logement public, selon que le contexte le requiert.

2. *Prêt*

1) Pourvu que la Société ait reconnu selon la Loi et cette convention, l'admissibilité au financement de chaque projet convenu entre les parties pour lequel la Société du Québec soumet une demande d'emprunt, la Société convient ici d'avancer à la Société du Québec en tenant compte de la limite imposée par le paragraphe 2(7) de cette convention une somme totale n'excédant pas $80,000,000 sujette à revision avant le 1er septembre 1972, à être répartie pour des projets d'habitation à loyer modique, des projets de logement public et des projets d'habitation pour étudiants en des sommes qui devront faire l'objet d'un accord mutuel des parties; la Société s'engage à débourser lesdites sommes pourvu que les conditions de la présente convention aient été respectées.

2) Les parties doivent convenir de programmes distincts, identifiant les projets d'habitation à loyer modique, les projets de logement public et les projets d'habitation pour étudiants que la Société du Québec se propose d'entreprendre au cours de la présente convention pourvu que, de consentement mutuel, des substitutions soient permises.

3) La Société du Québec soumettra à la Société, à son bureau régional du Québec, Suite 1450, Place du Canada, Montréal 101, en une forme acceptable aux deux parties, une demande de déclaration d'admissibilité et d'estimation du montant du prêt pour chaque projet.

4) La demande de déclaration d'admissibilité et d'estimation du montant du prêt pour chaque projet doit être accompagnée de plans, de devis descriptifs et de devis estimatifs des coûts du projet tel que requis par la loi de la Société du Québec.

5) La Société, dans les vingt et un jours (21) suivant la réception de la demande, émettra à la Société du Québec à 1995 ouest, boulevard Charest, Ste-Foy, Québec 10, une déclaration d'admissibilité et une estimation du montant du prêt ou, au cas contraire, en informera par écrit la Société du Québec.

6) Il est convenu entre les parties que la déclaration d'admissibilité a pour seul but de déterminer que le projet peut faire l'objet d'un prêt en vertu de la Loi et de fixer le montant du prêt; la Société du Québec est seule responsable de l'évaluation du besoin, de l'acceptation de l'emplacement et du nombre ainsi que de la grandeur des logements, de l'approbation de la planifi-

housing project undertaken by a non-profit corporation pursuant to the provisions of Section 15 of the Act.

(2) Whenever the term "public housing project" is used in this agreement, it shall mean a public housing project undertaken pursuant to the provisions of Section 43 of the Act.

(3) Whenever the term "student housing project" is used in this agreement, it shall mean a student housing project undertaken pursuant to the provisions of Section 47 of the Act.

(4) Whenever the word "project" is used in this agreement, it shall mean a low rental housing project, a student housing project or a public housing project where the context so applies.

2. *Loan*

(1) Provided the Corporation has recognized pursuant to the Act and this agreement, the eligibility for the financing of each project as agreed by both parties for which financing is sought by the Québec Corporation, the Corporation hereby agrees to advance to the Québec Corporation, subject to the limitation imposed by Section 2(7) of this agreement, a total sum not exceeding $80,000,000 subject to review before September 1st, 1972, to be apportioned for low rental housing projects, public housing projects and student housing projects in such amounts as shall be determined by mutual agreement between the parties, and undertakes to disburse the said sum provided the terms and conditions of this agreement have been complied with.

(2) Separate programs identifying the low rental housing projects, public housing projects and student housing projects which the Québec Corporation wishes to undertake during the currency of this agreement shall be agreed upon by the parties, provided substitution may be allowed by mutual agreement.

(3) The Québec Corporation will submit to the Corporation at its Québec Regional Office, Suite 1450, Place du Canada, Montreal 101, an application in a form acceptable to both parties for a declaration of eligibility and for an estimate of the loan amount for each project.

(4) The application for a declaration of eligibility and for an estimate of the loan amount for each project shall be accompanied by plans, specifications and a detailed estimate of costs for the project as required by the Québec Housing Corporation Act.

(5) The Corporation will, within twenty-one (21) days from the receipt of the application, issue to the Québec Corporation, at 1995 West, Charest Boulevard, Ste-Foy, Québec 10, a declaration of eligibility and an estimate of the loan amount or, if otherwise, inform in writing the Québec Corporation.

(6) It is agreed between the parties that the declaration of eligibility is for the sole purpose of recognizing that the project is eligible for a loan under the Act and determining the amount of each loan; the Québec Corporation has the exclusive responsibility of assessing the need for the project, of accepting the site, the number and size of units, of approving the planning,

cation, de l'architecture, des plans et devis, des normes et conditions d'occupation et aucun certificat d'admissibilité ne sera refusé ou retenu pour des considérations basées sur ces sujets ou sur d'autres de même nature.

7) Le montant du prêt pour chaque projet ne doit pas excéder,

a) s'il est consenti pour un projet d'habitation à loyer modique, 95 p. 100 du moindre de la valeur d'emprunt ou du coût réel du projet tel qu'accepté par les deux parties,

b) s'il est consenti pour un projet de logement public ou pour un projet d'habitation pour étudiants, 90 p. 100 du coût réel du projet tel qu'accepté par les deux parties.

8) La Société du Québec peut, à même les sommes qui lui sont avancées pour un projet,

a) consentir un prêt à toute corporation sans but lucratif reconnue par la Société du Québec aux fins d'aider à la construction, à l'achat ou à l'amélioration d'un projet d'habitation à loyer modique, à l'achat d'immeubles existants ainsi que du terrain sur lequel ils sont situés et à leur transformation en un projet d'habitation à loyer modique, pourvu qu'aucune portion du revenu de telle corporation sans but lucratif ne soit payable ou autrement mise à la disposition d'un propriétaire, actionnaire ou membre d'une telle corporation pour son bénéfice personnel,

b) consentir un prêt à une municipalité ou à un office municipal d'habitation pour la construction ou l'acquisition et la transformation d'un projet de logement public, et

c) consentir un prêt à une municipalité, un office municipal d'habitation, un hôpital, une commission scolaire, une université ou un collège, une association coopérative ou une corporation sans but lucratif, pour la construction, l'acquisition ou l'amélioration d'un projet d'habitation pour étudiants, pour l'acquisition d'immeubles existants et leur transformation en un projet d'habitation pour étudiants ou pour la transformation d'immeubles existants en un projet d'habitation pour étudiants.

3. *Coût de projet*

La Société, aux fins d'établir le montant du prêt pour chaque projet, inclura comme partie du coût réel du projet ce qui suit:

a) i. les sommes réellement et affectivement payées par la Société du Québec ou par une corporation sans but lucratif pour la construction, l'acquisition ou l'amélioration du projet d'habitation à loyer modique, pour l'acquisition d'immeubles existants et du terrain sur lequel ils sont situés et leur transformation en un projet d'habitation à loyer modique ou la transformation d'immeubles existants en un projet d'habitation à loyer modique,

ii. les sommes réellement et effectivement payées par la Société du Québec, une municipalité ou un office municipal d'habitation pour l'acquisition ou l'acquisition et la transformation du projet de logement public et l'exécution des travaux requis pour transformer chaque unité de logement du projet, et

the architecture, the plans, the specifications, of determining the norms and conditions of occupancy and the Corporation agrees that a declaration of eligibility shall not be refused nor withheld for any consideration related to these or other matters of the same nature.

(7) The amount of the loan with respect to each project shall not exceed,

(*a*) where the loan is made for a low rental housing project, 95% of the lending value or of the actual cost of the project as accepted by both parties, whichever is the lesser,

(*b*) where the loan is made for a public housing project, or for a student housing project, 90% of the actual cost of the project as accepted by both parties.

(8) The Québec Corporation may, out of the monies advanced to it for a project,

(*a*) make a loan to any non-profit corporation acceptable to the Québec Corporation for the purpose of assisting in the construction, purchase or improvement of a low rental housing project, the purchase of existing buildings and the land upon which they are situated and their conversion into a low rental housing project or the conversion of existing buildings into a low rental housing project provided that no part of the income of any such non-profit corporation shall be payable or otherwise available for the personal benefit of any proprietor, member or shareholder of such non-profit corporation,

(*b*) make a loan to a municipality or a municipal housing bureau for the construction or acquisition and conversion of a public housing project, and

(*c*) make a loan to a municipality, municipal housing bureau, hospital, school board, university or college, co-operative association or non-profit corporation, for the construction, acquisition or improvement of a student housing project, the acquisition of existing buildings and their conversion to a student housing project, or the conversion of an existing building into a student housing project.

3. *Cost of the project*

The Corporation will for the purpose of determining the amount of loan for each project, include as part of the actual cost of the project the following:

(*a*) i. amounts actually and properly paid by the Québec Corporation or by a non-profit corporation for the construction, purchase or improvement of a low rental housing project, for the purchase of existing buildings and the land upon which they are situated and their conversion into a low rental housing project or the conversion of existing buildings into a low rental housing project,

ii. amounts actually and properly paid by the Québec Corporation, a municipality or a municipal housing bureau for the acquisition of land, the construction or the acquisition and conversion of a public housing project and the performance of work required to convert each housing unit in a public housing project, and

iii. les sommes réellement et effectivement payées par la Société du Québec, par une municipalité, un office municipal d'habitation, un hôpital, une commission scolaire, une université ou un collège, une association coopérative ou un organisme sans but lucratif pour la construction, l'acquisition ou l'amélioration d'un projet d'habitation pour étudiants, pour l'acquisition d'immeubles existants et leur transformation en un projet d'habitation pour étudiants ou pour la transformation d'immeubles existants en un projet d'habitation pour étudiants,

b) les sommes réellement et effectivement payées pour les matériaux utilisés lors de la construction, de l'amélioration ou de la transformation du projet lorsque ces sommes ne sont pas comprises dans le paragraphe *a*) ci-dessus,

c) les sommes réellement et effectivement payées pour l'aménagement du terrain, les travaux paysagers et pour l'installation ou la réparation d'aqueducs, égouts et autres services,

d) les sommes réellement et effectivement payées pour services juridiques, taxes, permis de construction, honoraires et déboursés d'architectes, d'arpenteurs-géomètres, d'ingénieurs ou autres,

e) l'intérêt payable jusqu'à la date d'ajustement des intérêts,

f) après entente entre les parties, les frais administratifs encourus par la Société du Québec en consentant le prêt,

i. pour un projet d'habitation à loyer modique, à une corporation sans but lucratif,

ii. pour un projet de logement public, à une municipalité ou à un office municipal d'habitation, et

iii. pour un projet d'habitation pour étudiants, à l'une quelconque des corporations énumérées au paragraphe 2(8) (*c*), ci-dessus,

g) les primes payées par la Société du Québec, les entrepreneurs ou les emprunteurs pour de l'assurance contre les pertes occasionnées par l'incendie ou autres risques, relativement au projet jusqu'à la date d'ajustement des intérêts,

h) les coûts d'exploitation du projet moins les revenus bruts jusqu'à la date d'ajustement des intérêts, et

i) tels autres coûts dont les parties peuvent convenir entre elles.

4. *Debours*

1) Lorsqu'une déclaration d'admissibilité et une estimation du montant du prêt, relativement à un projet, ont été émises à la Société du Québec, celle-ci peut, à l'occasion, pendant la période de construction, d'amélioration ou de transformation du projet, demander à la Société un débours au compte du prêt pour toute partie du projet qui a été achevée.

2) Une demande de débours relativement à un prêt doit être accompagnée d'un certificat d'un officier autorisé de la Société du Québec établissant:

a) la partie du projet qui a été achevée, et

b) l'estimation du coût de la partie du projet qui a été achevée.

iii. amounts actually and properly paid by the Québec Corporation, a municipality, a municipal housing bureau, a hospital, a school board, university or college, a cooperative association or a non-profit corporation for the construction, acquisition or improvement of a student housing project, the acquisition of existing buildings and their conversion into a student housing project or the conversion of existing buildings into a student housing project,

(*b*) amounts actually and properly paid for materials used in the construction, improvement or conversion of the project where such amounts are not included in (*a*) above,

(*c*) amounts actually and properly paid for landscaping, site improvement and for installing or repairing water, sewer and other services,

(*d*) amounts actually and properly paid for legal services, taxes, building permits and fees and costs for the services of architects, land surveyors, engineers and others,

(*e*) interest payable to the interest adjustment date,

(*f*) as agreed upon between the parties, the administration costs incurred by the Québec Corporation in making the loan,

i. in the case of a low rental housing project, to a non-profit corporation,

ii. in the case of a public housing project, to a municipality or municipal housing bureau, and

iii. in the case of a student housing project, to any of the corporations mentioned in Section 2(8) (*c*) hereinabove,

(*g*) premiums paid by the Québec Corporation, the contractors or the borrowers for insurance against loss by fire or other perils in respect of the project, to the interest adjustment date,

(*h*) the costs of operating the project less gross revenues up to the interest adjustment date, and

(*i*) such other costs and amounts as may be agreed upon between both parties.

4. *Disbursements*

(1) Where a declaration of eligibility and an estimate of the loan amount in respect of a project have been issued to the Québec Corporation, the Québec Corporation may, from time to time, during the period of construction, improvement or conversion of the project apply to the Corporation for a disbursement on the loan with respect to any part of the project that has been completed.

(2) An application for a disbursement on a loan shall be accompanied by a certificate of an authorized officer of the Québec Corporation setting out:

(*a*) the part of the project that has been completed, and

(*b*) the estimated cost of the part of the project that has been completed.

3) Sur réception d'une demande de débours au compte d'un prêt, la Société effectuera aussitôt que possible le débours à la Société du Québec d'une somme n'excédant pas

i. pour un projet d'habitation à loyer modique, 95 p. 100 du moindre de la valeur d'emprunt ou du coût réel encouru à la date du débours, tel qu'accepté par les deux parties, moins le montant égal aux débours déjà effectués à la Société du Québec pour ce projet,

ii. pour un projet de logement public ou pour un projet d'habitation pour étudiants, 90 p. 100 du coût réel encouru à la date du débours tel qu'accepté par les deux parties, moins le montant égal aux débours déjà effectués à la Société du Québec relativement à ce

5. *Remboursement*

1) Le montant du principal de chaque prêt doit être le montant du prêt avancé à la Société du Québec pour le projet; le taux d'intérêt sur chaque prêt doit être le taux d'intérêt prescrit par le gouverneur en conseil et en vigueur à la date à laquelle la demande de déclaration d'admissibilité aura été reçue par la Société.

2) Chaque prêt consenti par la Société du Québec à même les sommes qui lui sont avancées aux termes de la présente convention,

i. à une corporation sans but lucratif pour la construction, l'achat, l'amélioration ou la transformation d'un projet d'habitation à loyer modique,

ii. à une municipalité ou à un office municipal d'habitation pour la construction ou l'acquisition et la transformation d'un projet de logement public,

iii. à l'une quelconque des corporations énumérées à l'article 2 (8) (c) ci-dessus pour la construction ou l'acquisition et la transformation d'un projet d'habitation pour étudiants,

doit porter intérêt au même taux que celui qui est stipulé dans la déclaration d'admissibilité pour ce projet.

3) L'intérêt sur chaque prêt doit être calculé semestriellement, non à l'avance, aussi bien après qu'avant l'échéance, jusqu'au remboursement du prêt; l'intérêt doit être imputé sur les sommes avancées à l'occasion, et calculé à compter des dates respectives de ces avances jusqu'au premier jour de juillet suivant la date de parachèvement du projet (appelé dans la présente convention « la date d'ajustement des intérêts »); ledit intérêt deviendra alors dû et devra être payé comptant ou par chèque et par la suite,

i. dans le cas des prêts consentis en vertu des articles 15 ou 43 de la Loi, le montant du capital de chaque prêt ainsi que l'intérêt sur icelui au taux susdit, deviendra dû et devra être payé annuellement en versements combinés égaux le premier jour de juillet de toutes et chacune des années pendant une période n'excédant pas 50 années,

ii. dans le cas des prêts consentis en vertu de l'article 47 de la Loi le montant du capital de chaque prêt ainsi que l'intérêt sur icelui, au taux susdit, deviendra dû et devra être payé semestriellement en versements combinés égaux, le premier jour de janvier et de juillet de toutes et chacune des années pendant une période n'excédant pas 50 années;

3. On receipt of an application for a disbursement on a loan, the Corporation will make the disbursement to the Québec Corporation as soon as possible, in an amount not exceeding

i. in the case of a low rental housing project, 95% of the lesser of the lending value or the actual cost incurred to the date of the disbursement, as accepted by both parties less the amount equal to disbursements previously made to the Québec Corporation in respect of that project,

ii. in the case of a public housing project or a student housing project, 90% of the actual cost incurred to the date of the disbursement as accepted by both parties, less the amount equal to disbursements previously made to the Québec Corporation in respect thereof.

5. *Repayment*

(1) The amount of principal money for each loan shall be the amount of the loan advanced to the Québec Corporation for the project; and the rate of interest for each loan shall be the interest rate prescribed by the Governor-in-Council and in effect at the time the application for a declaration of eligibility is received by the Corporation.

(2) Each loan that the Québec Corporation makes out of the monies advanced to it under this agreement,

i. to a non-profit corporation for the construction, purchase, improvement or conversion of a low rental housing project,

ii. to a municipality or a municipal housing bureau for the construction or acquisition and conversion of a public housing project,

iii. to any of the corporations mentioned in Section 2 (8) (c) hereinabove for the construction or acquisition and conversion of a student housing project,

shall be at the same rate of interest stated in the declaration of eligibility for that project.

(3) Interest on each loan shall be calculated half yearly not in advance, as well after as before maturity, until the loan is paid, and the interest shall be chargeable on the amounts from time to time advanced, computed from the respective dates of such advances to the first day of July following the completion of the project (referred to in this agreement as the "interest adjustment date") at which time the said interest shall become due and be paid by cash or cheque, and thereafter,

i. where the loan is made pursuant to Sections 15 or 43 of the Act, the principal sum on each loan together with interest thereon, at the aforesaid rate shall become due and be paid annually in equal blended payments on the 1st day of July in each and every year for a period not exceeding 50 years,

ii. where the loan is made pursuant to Section 47 of the Act, the principal sum on each loan together with interest thereon, at the aforesaid rate, shall become due and be paid semi-annually in equal blended payments on the 1st day of January and July in each and every year for a period not exceeding 50 years;

à l'expiration de cette période n'excédant pas 50 années, le solde entier du capital et de l'intérêt deviendra alors dû et devra être payé.

4) La Société du Québec aura en tout temps avant la date d'expiration de ladite période, le provilège de payer sans préavis ni boni la totalité ou toute partie de tout prêt impayé.

6. *Garantie*

Le 1er juillet de chaque année, la Société du Québec s'engage à remettre à la Société, des obligations, en une forme acceptable aux deux parties, dont le montant en capital doit être égal à la somme de capital avancée sur chaque prêt complètement déboursé. L'obligation de la Société du Québec de rembourser chaque prêt ainsi que l'intérêt qu'il produit, doit, sur remise de chacune des obligations, être censée avoir été remplacée par l'engagement de les rembourser en conformité des conditions y stipulées.

7. *Inspection*

1) Les travaux de construction, d'amélioration ou de transformation de chaque projet seront effectués en conformité de normes minimales d'habitation acceptables aux deux parties.

2) La Société du Québec assurera les services d'inspection de la construction, de l'amélioration ou de la transformation des projets.

3) La Société peut, en vertu d'ententes établies entre les deux parties, examiner les projets afin de s'assurer que le travail de construction, d'amélioration ou de transformation a été effectué d'une façon raisonnablement conforme aux plans approuvés, au cahier des charges et aux normes de construction.

8. *Vérification*

1) Dès après le parachèvement d'un projet, la Société du Québec doit soumettre à la Société un état dûment certifié indiquant le coût de la construction, de l'amélioration ou de l'acquisition et de la transformation du projet.

2) La Société du Québec s'entendra avec la Société afin de permettre l'examen de tous les livres, dossiers et comptes se rapportant au projet, aux fins d'en vérifier le coût.

9. *Défaut*

1) Dans l'éventualité d'un défaut de payer tout versement d'argent exigible en vertu de la présente convention, ou sur infraction à toute stipulation ou entente qui y est contenue après que la totalité ou une partie de tout prêt aura été avancée en vertu de la présente convention, sous réserve cependant d'un avis à être donné par la Société à la Société du Québec d'avoir à remédier au défaut ou à l'infraction dans un délai de trente (30) jours, le solde entier du capital de ce prêt ainsi que l'intérêt sur icelui alors impayés deviendront, au choix de la Société, immédiatement dus et exigibles.

2) Dans l'éventualité où le projet cesserait d'être,

i. un projet d'habitation à loyer modique selon les dispositions de l'article 15 de la Loi, lorsque le prêt a été consenti pour un projet d'habitation à loyer modique,

upon expiry of the said period not exceeding 50 years, the full balance of principal and interest shall become due and be paid.

(4) The Québec Corporation shall have the privilege at any time before the expiry date of the said period of paying the whole or any part of any loan outstanding without notice or bonus.

6. *Security*

On July 1st each year, the Québec Corporation agrees to deliver to the Corporation debentures in a form acceptable to both parties, equal in principal amount to the principal advanced on each loan fully disbursed. The Québec Corporation's obligation pursuant to this agreement to repay each loan together with interest thereon shall, upon delivery of each debenture, be deemed to be replaced by the obligation to repay each debenture in accordance with the terms thereof.

7. *Inspections*

(1) Construction, improvement or the work of converting each project will conform with minimum housing standards acceptable to both parties.

(2) The Québec Corporation will provide inspection of construction, improvement or conversion of the projects.

(3) The Corporation may under arrangements agreed upon by both parties inspect the projects to ensure that the work of construction, improvement or conversion has been carried out in reasonable conformity with the approved plans, specifications and standards of construction.

8. *Audit*

(1) The Québec Corporation must as soon as the project is completed, submit a duly certified statement of cost of construction, improvement, or acquisition and conversion of the project.

(2) The Québec Corporation will make arrangements with the Corporation to permit examination of all books, records, and accounts maintained in respect of the project for the purpose of verifying the cost thereof.

9. *Default*

(1) In the event of default in the payment of any instalment of any monies payable hereunder, or upon breach of any covenant or agreement herein contained after all or part of any loan hereunder has been advanced, subject however to notice by the Corporation to the Québec Corporation to remedy the default or breach within thirty (30) days, the whole of the principal together with the interest thereon remaining unpaid on that loan, shall at the option of the Corporation forthwith become due and payable.

(2) In the event the project is not maintained,

i. where it is a low rental housing project, as a low rental housing project within the terms of Section 15 of the Act,

ii. un projet de logement public selon la définition de l'article 41 (*b*) de la Loi, lorsque le prêt a été consenti pour un projet de logement public,

iii. un projet d'habitation pour étudiants aux termes de l'article 47 de la Loi, lorsque le prêt a été consenti pour un projet d'habitation pour étudiants,

le solde entier du capital de ce prêt ainsi que l'intérêt sur icelui alors impayés deviendront, au choix de la Société, immédiatement dus et exigibles.

10. *Contrat d'exploitation*

La Société du Québec convient, avant que lui soient faits les débours finaux au compte des prêts pour les projets d'habitation à loyer modique pour lesquels une déclaration d'admissibilité a été émise, de remettre à la Société une copie dûment certifiée du contrat d'exploitation exigé aux termes de la clause 27 du règlement numéro 2 de la Société du Québec, sanctionné par l'arrêté en conseil numéro 3182 du 22 novembre 1967.

11. *Prescription de la convention*

Si une demande de déclaration d'admissibilité relativement à un projet n'a pas été reçue le 31 décembre 1972, ce projet ne sera pas admissible à un prêt aux termes de la présente convention.

12. *Publicité*

Les parties conviennent que:

1) Lorsque la Société a émis à la Société du Québec une déclaration d'admissibilité relativement à un projet et que la Société du Québec a consenti un prêt pour la réalisation dudit projet, un communiqué de presse préparé à la fois au nom du ministre provincial de qui relève la Société du Québec et du ministre fédéral responsable de la Société, doit être publié. La Société du Québec doit donner à la Société un préavis d'au moins 48 heures de son intention de publier le communiqué de presse.

2) Chaque communiqué de presse sera publié simultanément à Québec et à Ottawa.

3) Chaque communiqué de presse doit contenir toute l'information de base relativement au projet et inclure, sans limiter la portée générale de ce qui précède:

a) un énoncé de l'étendue de la participation financière des gouvernements du Canada et du Québec respectivement,

b) un énoncé de la participation de la municipalité ou de la corporation sans but lucratif qui est intéressée au projet, et

c) l'identification de la Société et de la Société du Québec en rapport au projet de même que l'identification des législations fédérales et provinciales en vertu desquelles le projet a été approuvé.

4) La Société du Québec verra à ce que l'emprunteur installe sur l'emplacement de chaque projet une enseigne dans les deux langues dont la conception et les caractéristiques seront acceptables aux deux parties.

ii. where it is a public housing project, as a public housing project as defined in Section 41 (*b*) of the Act,

iii. where it is a student housing project, as a student housing project within the terms of Section 47 of the Act,

the whole of the principal together with the interest thereon remaining unpaid on the loan shall at the option of the Corporation forthwith become due and payable.

10. *Operating agreement*

The Québec Corporation undertakes, prior to the final advance on low rental housing projects for which a declaration of eligibility has been issued, to supply the Corporation with a certified copy of the operating agreement required under clause 27 of by-law number two of the Québec Corporation and approved by Order-in-Council number 3182 dated November 22nd, 1967.

11. *Limitation of agreement*

If an application for a declaration of eligibility on a project is not received by December 31, 1972, the project will not be eligible for a loan under this agreement.

12. *Publicity*

The parties hereto agree that:

(1) Where the Corporation has issued to the Québec Corporation a declaration of eligibility in respect of a project and where the Québec Corporation has granted a loan for the carrying out of said project a news release, made jointly in the names of the provincial and federal Ministers responsible for the activities of the Québec Corporation and the Corporation respectively, shall be issued. The Québec Corporation shall provide the Corporation with notice not later than 48 hours prior to the date of the intended news release.

(2) Each news release shall be made simultaneously in the Cities of Québec and Ottawa.

(3) Each news release shall contain all basic information in respect of the project including, without limiting the generality of the foregoing:

(*a*) reference to the extent of the financial participation of the Governments of Canada and Québec respectively,

(*b*) reference to the participation of the municipality or non-profit corporation involved in the project, and

(*c*) identification of the Corporation and the Québec Corporation with the project and the federal and provincial legislation under which the project has been approved.

(4) The Québec Corporation will cause the borrower to erect on the site of each project a bilingual sign in accordance with a design and specifications acceptable to both parties.

5) Chaque enseigne qui sera érigée sur l'emplacement d'un projet devra:

a) spécifier la nature du projet;

b) signaler la participation des gouvernements du Canada et Québec respectivement;

c) signaler la participation de la municipalité ou de la corporation sans but lucratif intéressée au projet;

d) identifier la Société et la Société du Québec en rapport au projet.

6) La Société du Québec verra à ce que soit installée dans un projet, de manière permanente, une plaque commémorative de bronze, dont la conception et les caractéristiques seront acceptables aux deux parties.

7) Chaque plaque commémorative doit:

a) porter, gravé à sa face, un énoncé établissant que l'édifice a été construit grâce à la collaboration des gouvernements du Canada et du Québec, respectivement, et

b) être apposée à l'intérieur d'un bâtiment.

8) Au cours de la construction d'un projet, au moment que la Société du Québec jugera approprié, une cérémonie officielle d'inauguration par les deux parties aura lieu, le ministre provincial responsable de la Société du Québec et le ministre fédéral de qui relève la Société devront respectivement être invités à participer à chaque cérémonie.

9) Les voies et moyens d'effectuer la publicité et les communiqués destinés au public devront être revus à intervalles réguliers.

10) Les coûts de toute publicité conjointe faite par la Société du Québec et la Société ou pour elles, relativement à chaque projet, seront partagés également entre les parties.

13. *Conservation des documents*

Tous les documents, pièces justificatives, dossiers et comptes se rapportant au coût de la construction, de l'acquisition, de l'amélioration ou de la transformation d'un projet devront être conservés pendant au moins sept ans à compter de la date de parachèvement de ce projet.

14. Les parties à la présente convention ont pris acte d'une décision des premiers ministres du Canada et du Québec de mettre sur pied un comité composé de représentants des deux gouvernements afin d'entreprendre un examen des mécanismes et procédures pour améliorer leur collaboration relativement à un ensemble d'activités dans le domaine de l'habitation et des questions urbaines connexes, y compris un examen de la présente convention effectué, entre autres objectifs, dans le but de préciser davantage les modes de coopération entre la Société et la Société du Québec sous l'empire de ladite convention. Les parties ont aussi pris note que l'examen de la présente convention, qui doit être complété avant son renouvellement ou avant la signature de toute

(5) Each sign to be erected on the site of a project shall:

(*a*) identify the nature of the project;

(*b*) make reference to the participation of the Governments of Canada and Québec respectively;

(*c*) make reference to the participation of the municipality or non-profit corporation involved in the project;

(*d*) identify the Québec Corporation and the Corporation with the project.

(6) The Québec Corporation will cause to be erected on the site of a project a permanent bronze plaque in accordance with a design and specifications acceptable to both parties.

(7) Each bronze plaque shall:

(*a*) be engraved with a statement that the building has been erected through the cooperation of the Governments of Canada and Québec, and

(*b*) be installed in the interior of a building

(8) At such time during the course of construction of the project as may be deemed by the Québec Corporation to be appropriate, a formal ceremonial event shall be held and involve both parties; the provincial and federal Ministers responsible for the activities of the Québec Corporation and the Corporation, respectively, shall be invited to participate in each ceremonial event.

(9) The means and methods of public announcements shall be reviewed by the parties at regular intervals.

(10) The costs relating to any joint publicity made or caused to be made by the Québec Corporation and the Corporation in respect to each project shall be shared equally between the parties.

13. *Retention of documents*

All documents, vouchers, records and accounts pertaining to the cost of construction, purchase, improvement or conversion of a project will be retained for not less than seven years from the date of completion of that project.

14. The parties to this agreement noted the decision by the Prime Minister of Canada and the Prime Minister of Québec to establish a committee of representatives of both governments for the purpose of carrying out a review of the machinery and procedures to improve their cooperation in respect of a broad range of activities in the field of housing and related urban matters, including a review of this agreement, with a view, *inter alia*, to clarifying further the methods of cooperation between the Corporation and the Québec Corporation thereunder.

The parties hereto also noted that the reniew of this agreement which is to be completed before it is renewed or before the signing of any subsequent similar agree-

convention similaire subséquente, sera sans préjudice à la présente convention.

Signé à Montréal, ce 28e jour de mars 1972.

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT
H. W. HIGNETT,
président.
ALAIN DE C. NANTEL,
témoin.
N. GUILBAULT,
témoin.
J. G. VERMETTE,
témoin.

SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC
J. BERNIER,
président.
C. LANGLOIS,
témoin.
A. DAUPHIN,
témoin.
L. BOULANGER,
témoin.

45665-o

ment, will be without prejudice to this agreement.

Signed at Montreal, this 28th day of March, 1972.

CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION
H. W.. HIGNETT,
President.
ALAIN DE C. NANTEL,
Witness.
N. GUILBAULT,
Witness.
J. G. VERMETTE,
Witness.

QUÉBEC HOUSING CORPORATION
J. BERNIER,
President.
C. LANGLOIS,
Witness.
A. DAUPHIN,
Witness.
L. BOULANGER,
Witness.

45665-o

Syndicat professionnel

L'Association des Employés de Majestic Knitting Ltd.

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 27 mars 1972, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des Employés de Majestic Knitting Ltd. », avec siège social situé à St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45636-o 13-72

Professional Syndicate

L'Association des Employés de Majestic Knitting Ltd.

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that on March 27, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized the constitution of a professional syndicate, under the name of "L'Association des Employés de Majestic Knitting Ltd.", with its head office located at St. Hyacinthe, judicial district of St. Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45636 13-72

Soumissions — Demandes de

Ville de Masson
Comté de Papineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Pierre Hayes, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Masson, comté de Papineau, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 23 mai 1972, pour l'achat de $220,000 d'obligations de la ville de Masson, comté de Papineau, datées du 15 juin 1972 et remboursables en série du 15 juin 1973 au 15 juin 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre

Tenders — Requests for

Town of Masson
County of Papineau

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Pierre Hayes, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, Masson, County of Papineau, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Tuesday, May 23, 1972, for the purchase of a bond issue of $220,000 for the Town of Masson, County of Papineau, dated June 15, 1972 and redeemable serially from June 15, 1973 to June 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on June 15th and December 15th of each year. The rate

de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juin 1972.

Tableau d'amortissement — $220,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juin 1973	$ 5,000
15 juin 1974	5,000
15 juin 1975	5,500
15 juin 1976	6,000
15 juin 1977	6,500
15 juin 1978	7,000
15 juin 1979	7,500
15 juin 1980	8,000
15 juin 1981	9,000
15 juin 1982	9,500
15 juin 1983	10,500
15 juin 1984	11,500
15 juin 1985	12,000
15 juin 1986	13,000
15 juin 1987	14,000
15 juin 1988	15,500
15 juin 1989	16,500
15 juin 1990	18,000
15 juin 1991	19,000
15 juin 1992	21,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $21,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 juin 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Masson.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque

of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from June 15, 1972.

Redemption table — $220,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 15, 1973	$ 5,000
June 15, 1974	5,000
June 15, 1975	5,500
June 15, 1976	6,000
June 15, 1977	6,500
June 15, 1978	7,000
June 15, 1979	7,500
June 15, 1980	8,000
June 15, 1981	9,000
June 15, 1982	9,500
June 15, 1983	10,500
June 15, 1984	11,500
June 15, 1985	12,000
June 15, 1986	13,000
June 15, 1987	14,000
June 15, 1988	15,500
June 15, 1989	16,500
June 15, 1990	18,000
June 15, 1991	19,000
June 15, 1992	21,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $21,000 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of June 15, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Masson.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned, in the

dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto et à Ottawa, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $21,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Masson s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juin 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 28 — $220,000 — construction d'un aréna.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue mardi, le 23 mai 1972, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, Masson, comté de Papineau, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Masson (Comté de Papineau), ce 26 avril 1972.

Le secrétaire-trésorier,
PIERRE HAYES.

Hôtel de Ville, Masson (Papineau), P.Q.
Téléphone: 986-3918, code 819. 45627-o

loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto and Ottawa, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $21,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on June 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Masson agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after June 15, 1972 without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to By-law number 28 — $220,000 — construction of an arena.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committee, as the case may be, to be held on Tuesday, May 23, 1972, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, Masson, County of Papineau, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Masson (County of Papineau), April 26, 1972.

PIERRE HAYES,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Masson (Papineau), P.Q.
Telephone: 986-3918, code 819. 45627

Cité de Rimouski
Comté de Rimouski

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Hubert Dubé, greffier, Hôtel de Ville, 205, rue de la Cathédrale, Rimouski, comté de Rimouski, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, mardi, le 23 mai 1972, pour l'achat de $610,000 d'obligations de la cité de Rimouski, comté de Rimouski, datées du 1er juin 1972 et remboursables en série du 1er juin 1973 au 1er juin 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1972.

Tableau d'amortissement — $610,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1973	$33,000
1er juin 1974	35,000
1er juin 1975	38,000
1er juin 1976	41,000

City of Rimouski
County of Rimouski

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bons" be received by the undersigned Hubert Dubé, City Clerk, at the City Hall, 205 de la Cathédrale Street, Rimouski, County of Rimouski, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., on Tuesday, May 23, 1972, for the purchase of a bond issue of $610,000 for the City of Rimouski, County of Rimouski, dated June 1st, 1972 and redeemable serially from June 1st, 1973 to June 1st, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from June 1st, 1972.

Redemption table — $610,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1973	$33,000
June 1, 1974	35,000
June 1, 1975	38,000
June 1, 1976	41,000

1er juin 1977	$44,000
1er juin 1978	19,000
1er juin 1979	21,000
1er juin 1980	22,000
1er juin 1981	24,000
1er juin 1982	26,000
1er juin 1983	22,000
1er juin 1984	23,000
1er juin 1985	25,000
1er juin 1986	27,000
1er juin 1987	29,000
1er juin 1988	31,000
1er juin 1989	33,000
1er juin 1990	36,000
1er juin 1991	39,000
1er juin 1992	42,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $42,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juin 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rimouski.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $42,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La cité de Rimouski s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juin 1972, sans une

June 1, 1977	$44,000
June 1, 1978	19,000
June 1, 1979	21,000
June 1, 1980	22,000
June 1, 1981	24,000
June 1, 1982	26,000
June 1, 1983	22,000
June 1, 1984	23,000
June 1, 1985	25,000
June 1, 1986	27,000
June 1, 1987	29,000
June 1, 1988	31,000
June 1, 1989	33,000
June 1, 1990	36,000
June 1, 1991	39,000
June 1, 1992	42,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $42,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of June 1st, 1992.

However, tenders should be sent for one only of the above methods of issue, and should comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Rimouski.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $42,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on June 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The City of Rimouski agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after June 1st, 1972, without written

autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements Nos: 149 — $97,500 — renouvellement d'emprunt; 838 — $6,000 — aqueduc; 860 — $224,500 — aqueduc et égouts; 861 — $97,000 — aqueduc et égouts; 869 — $25,000 — aqueduc et égouts; 878 — $115,000 — achats d'équipement à incendie; 882 — $45,000 — achat de machinerie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue mardi, le 23 mai 1972, à 8.30 heures du soir, Hôtel de ville, 205, rue de la Cathédrale, Rimouski, comté de Rimouski, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rimouski (Comté de Rimouski), ce 26 avril 1972.

Le greffier,
HUBERT DUBÉ.

Hôtel de Ville, 205, rue de la Cathédrale,
Rimouski, (Rimouski), P.Q.
Téléphone: 723-3313, code 418. 45628-o

authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to by-laws Nos.: 149 — $97,500 — loan renewal; 838 — $6,000 — aqueduct; 860 — $224,500 — aqueduct and sewers; 861 — $97,000 — aqueduct and sewers; 869 — $25,000 — aqueduct and sewers; 878 — $115,000 — purchase of fire equipment; 882 — $45,000 — purchase of machinery.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Tuesday, May 23, 1972, at 8:30 o'clock p.m., in the City Hall, 205 de la Cathédrale Street, Rimouski, County of Rimouski, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Rimouski (County of Rimouski), April 26, 1972.

HUBERT DUBÉ,
City Clerk.

City Hall, 205 de la Cathédrale Street,
Rimouski (Rimouski), P.Q.
Telephone: 723-3313, code 418. 45628

Ville d'Arvida
Comté de Jonquière-Kénogami

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Georges E. Carrier, greffier, Hôtel de Ville, Place Davis, Arvida, comté de Jonquière-Kénogami, P.Q., jusqu'à 5 heures de l'après-midi, mardi, le 23 mai 1972, pour l'achat de $726,000 d'obligations de la ville d'Arvida, comté de Jonquière-Kénogami, datées du 15 juin 1972 et remboursables en série du 15 juin 1973 au 15 juin 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juin 1972.

Tableau d'amortissement — $726,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juin 1973	$40,500
15 juin 1974	40,500
15 juin 1975	39,500
15 juin 1976	39,500
15 juin 1977	39,500
15 juin 1978	37,500
15 juin 1979	37,500
15 juin 1980	37,500
15 juin 1981	36,500
15 juin 1982	36,500
15 juin 1983	34,500
15 juin 1984	34,500
15 juin 1985	34,500
15 juin 1986	33,500

City of Arvida
County of Jonquière-Kénogami

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Georges E. Carrier, City Clerk, at the City Hall, Place Davis, Arvida, County of Jonquière-Kénogami, P.Q., until 5:00 o'clock p.m. on Tuesday, May 23, 1972, for the purchase of a bond issue of $726,000 for the City of Arvida, County of Jonquière-Kénogami, dated June 15, 1972 and redeemable serially from June 15, 1973 to June 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on June 15th and December 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from June 15, 1972.

Redemption table — $726,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 15, 1973	$40,500
June 15, 1974	40,500
June 15, 1975	39,500
June 15, 1976	39,500
June 15, 1977	39,500
June 15, 1978	37,500
June 15, 1979	37,500
June 15, 1980	37,500
June 15, 1981	36,500
June 15, 1982	36,500
June 15, 1983	34,500
June 15, 1984	34,500
June 15, 1985	34,500
June 15, 1986	33,500

15 juin 1987	$33,500
15 juin 1988	34,500
15 juin 1989	34,500
15 juin 1990	34,500
15 juin 1991	33,500
15 juin 1992	33,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $33,500 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 juin 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Arvida.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $33,500 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumissions devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville d'Arvida s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juin 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 362 — $216,000 — voirie, etc.; 19 — $275,000 — démolition et construction de bâtisses; 23 tel que modifié — $150,000 — voirie; 24 — $85,000 — coût excédentaire au règlement numéro 19.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités,

June 15, 1987	$33,500
June 15, 1988	34,500
June 15, 1989	34,500
June 15, 1990	34,500
June 15, 1991	33,500
June 15, 1992	33,500

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $33,500 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of June 15, 1992.

However, tenders should be sent for only one of the above methods of issue, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Arvida.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $33,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on June 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The City of Arvida agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after June 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 362 — $216,000 — roads, etc.; 19 — $275,000 — demolition and construction of buildings; 23 as amended — $150,000 — roads; 24 — $85,000 — expenses in excess of the provisions of by-law number 19.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the council or of one of its committees, as

selon le cas, qui sera tenue, mardi, le 23 mai 1972, à 5 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, Place Davis, Arvida, comté de Jonquière-Kénogami, P.Q.

. Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Arvida (Comté de Jonquière-Kénogami), ce 27 avril 1972.

Le greffier,
GEORGES E. CARRIER.

Hôtel de ville, Place Davis,
Arvida, (Jonquière-Kénogami), P.Q.
Téléphones: 548-4713, 588-4461,
code 418. 45640-o

Ville de Beauport
Comté de Montmorency

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Maurice Parent, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 577, avenue Royale, Case postale 90, Beauport, Québec 5, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, mercredi, le 24 mai 1972, pour l'achat de $730,500 d'obligations de la ville de Beauport, comté de Montmorency, datées du 15 juin 1972 et remboursables en série du 15 juin 1973 au 15 juin 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juin 1972.

Tableau d'amortissement — $730,500 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juin 1973	$18,500
15 juin 1974	20,000
15 juin 1975	21,000
15 juin 1976	22,000
15 juin 1977	20,000
15 juin 1978	21,000
15 juin 1979	22,000
15 juin 1980	24,000
15 juin 1981	26,000
15 juin 1982	18,000
15 juin 1983	20,000
15 juin 1984	21,000
15 juin 1985	23,000
15 juin 1986	25,000
15 juin 1987	27,000
15 juin 1988	30,000
15 juin 1989	32,000
15 juin 1990	35,000
15 juin 1991	38,000
15 juin 1992	267,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

the case may be, to be held on Tuesday, May 23, 1972, at 5:00 o'clock p.m., in the City Hall, Place Davis, Arvida, County of Jonquière-Kénogami, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Arvida (County of Jonquière-Kénogami), April 27, 1972.

GEORGES E. CARRIER,
City Clerk.

City Hall, Place Davis,
Arvida, (Jonquière-Kénogami), P.Q.
Telephone: 548-4713, 588-4461,
code 418. 45640

City of Beauport
County of Montmorency

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Maurice Parent, Secretary-Treasurer, at the City Hall, 577 Royale Avenue, Post Office Box 90, Beauport, Québec 5, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., on Wednesday, May 24, 1972, for the purchase of a bond issue of $730,500 for the City of Beauport, County of Montmorency, dated June 15, 1972 and redeemable serially from June 15, 1973 to June 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on June 15th and December 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from June 15, 1972.

Redemption table — $730,500 — 20 years

Year	*Capital*
June 15, 1973	$18,500
June 15, 1974	20,000
June 15, 1975	21,000
June 15, 1976	22,000
June 15, 1977	20,000
June 15, 1978	21,000
June 15, 1979	22,000
June 15, 1980	24,000
June 15, 1981	26,000
June 15, 1982	18,000
June 15, 1983	20,000
June 15, 1984	21,000
June 15, 1985	23,000
June 15, 1986	25,000
June 15, 1987	27,000
June 15, 1988	30,000
June 15, 1989	32,000
June 15, 1990	35,000
June 15, 1991	38,000
June 15, 1992	267,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $45,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 juin 2002 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 juin 1992 au montant de $267,000 comprend un solde de $226,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 juin 1993	$13,000
15 juin 1994	14,000
15 juin 1995	15,000
15 juin 1996	16,000
15 juin 1997	18,000
15 juin 1998	20,000
15 juin 1999	22,000
15 juin 2000	25,000
15 juin 2001	38,000
15 juin 2002	45,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauport.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $267,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Beauport s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juin 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $45,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of June 15, 2002 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of June 15, 1992 in the amount of $267,000 includes a balance of $226,000 renewable for an additional 10-year period, maturing as follows:

Year	*Capital*
June 15, 1993	$13,000
June 15, 1994	14,000
June 15, 1995	15,000
June 15, 1996	16,000
June 15, 1997	18,000
June 15, 1998	20,000
June 15, 1999	22,000
June 15, 2000	25,000
June 15, 2001	38,000
June 15, 2002	45,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Beauport.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $267,000 and the said surplus only shall be redeemable by anticipation, at par, on June 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender shall be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The City of Beauport agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after June 15, 1972 without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 137 — $61,000 — renouvellement d'emprunt; 164 — $17,500 — renouvellement d'emprunt; 552 — $350,000 — aqueduc et égouts; 565 — $112,000 — voirie; 569 — $150,000 — aqueduc, égouts et voirie; 571 — $40,000 — aqueduc, égouts, voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue à 8.30 heures du soir, mercredi, le 24 mai 1972, Hôtel de Ville, 577, avenue Royale, Case postale 90, Beauport, Québec 5, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beauport (Comté de Montmorency), ce 27 avril 1972.

Le secrétaire-trésorier,
MAURICE PARENT.

Hôtel de Ville, 577, avenue Royale, Case postale 90, Beauport, Québec 5, P.Q.
Téléphone: 661-6921, code 418. 45641-o

Municipalité de Rock Forest
(Comté de Sherbrooke)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Guy Charest, secrétaire-trésorier, Bureau municipal, 510, rue St-Roch, case postale 29, Rock Forest, comté de Sherbrooke, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 24 mai 1972, pour l'achat de $335,500 d'obligations de la municipalité de Rock Forest, comté de Sherbrooke, datées du 15 juin 1972 et remboursables en série du 15 juin 1973 au 15 juin 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juin 1972.

Tableau d'amortissement — $335,500 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juin 1973	$ 6,000
15 juin 1974	6,500
15 juin 1975	7,000
15 juin 1976	7,500
15 juin 1977	8,000
15 juin 1978	8,500
15 juin 1979	9,500
15 juin 1980	10,500
15 juin 1981	11,500
15 juin 1982	11,500
15 juin 1983	13,000
15 juin 1984	14,500
15 juin 1985	15,500
15 juin 1986	17,000

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 137 — $61,000 — loan renewal; 164 — $17,500 — loan renewal; 552 — $350,000 — aqueduct and sewers; 565 — $112,000 — roads; 569 — $150,000 — aqueduct, sewers and roads; 571 — $40,000 — aqueduct, sewers, roads.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held at 8:30 o'clock p.m., on Wednesday, May 24, 1972, in the City Hall, 577 Royale Avenue, Post Office Box 90, Beauport, Québec 5, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Beauport (County of Montmorency), April 27, 1972.

MAURICE PARENT,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 577 Royale Avenue, Post Office Box 90, Beauport, Québec 5, P.Q.
Telephone: 661-6921, code 418. 45641

Municipality of Rock Forest
County of Sherbrooke

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean-Guy Charest, Secretary-Treasurer, Municipal Office, 510 St. Roch Street, Post Office Box 29, Rock Forest, County of Sherbrooke P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Wednesday, May 24, 1972, for the purchase of a bond issue of $335,500 for the Municipality of Rock Forest, County of Sherbrooke, dated June 15, 1972 and redeemable serially from June 15, 1973 to June 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on June 15th and December 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from June 15, 1972.

Redemption table — $335,500 — 20 years

Year	*Capital*
June 15, 1973	$ 6,000
June 15, 1974	6,500
June 15, 1975	7,000
June 15, 1976	7,500
June 15, 1977	8,000
June 15, 1978	8,500
June 15, 1979	9,500
June 15, 1980	10,500
June 15, 1981	11,500
June 15, 1982	11,500
June 15, 1983	13,000
June 15, 1984	14,500
June 15, 1985	15,500
June 15, 1986	17,000

15 juin 1987	$18,000
15 juin 1988	19,500
15 juin 1989	22,000
15 juin 1990	23,000
15 juin 1991	25,500
15 juin 1992	81,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $5,500 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 juin 2012 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 juin 1992 au montant de $81,000 comprend un solde de $53,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 juin 1993	$1,000
15 juin 1994	1,500
15 juin 1995	1,500
15 juin 1996	1,500
15 juin 1997	1,500
15 juin 1998	1,500
15 juin 1999	1,500
15 juin 2000	2,000
15 juin 2001	2,000
15 juin 2002	2,000
15 juin 2003	2,500
15 juin 2004	2,500
15 juin 2005	3,000
15 juin 2006	3,000
15 juin 2007	3,500
15 juin 2008	3,500
15 juin 2009	4,000
15 juin 2010	4,500
15 juin 2011	5,000
15 juin 2012	5,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rock Forest.

June 15, 1987	$18,000
June 15, 1988	19,500
June 15, 1989	22,000
June 15, 1990	23,000
June 15, 1991	25,500
June 15, 1992	81,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1° 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2° 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3° 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4° 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $5,500, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of June 15, 2012 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of June 15, 1992 in the amount of $81,000 includes a balance of $53,000 renewable for an additional 20-year period, maturing as follows:

Year	*Capital*
June 15, 1993	$1,000
June 15, 1994	1,500
June 15, 1995	1,500
June 15, 1996	1,500
June 15, 1997	1,500
June 15, 1998	1,500
June 15, 1999	1,500
June 15, 2000	2,000
June 15, 2001	2,000
June 15, 2002	2,000
June 15, 2003	2,500
June 15, 2004	2,500
June 15, 2005	3,000
June 15, 2006	3,000
June 15, 2007	3,500
June 15, 2008	3,500
June 15, 2009	4,000
June 15, 2010	4,500
June 15, 2011	5,000
June 15, 2012	5,500

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Rock Forest.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $81,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La municipalité de Rock Forest s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juin 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 133 — $100,000 — voirie; 142 — $65,000 — aqueduc, égouts; 150 — $28,500 — voirie; 152 — $74,000 — voirie; 158 — $68,000 — voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 24 mai 1972, à 8 heures du soir, Bureau municipal, 510, rue St-Roch, case postale 29, Rock Forest, comté de Sherbrooke, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rock Forest (Comté de Sherbrooke), ce 27 avril 1972.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-GUY CHAREST.

Bureau municipal, 510, rue St-Roch,
Case postale 29, Roch Forest (Sherbrooke), P.Q.
Téléphone: 864-4355, code 819. 45642-o

Ville de Sutton
Comté de Brome

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée Mme Joan G. Meyer, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, case postale 8, Sutton, comté de Brome, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 23 mai 1972, pour l'achat de $145,000 d'obligations de la ville de Sutton, comté de Brome, datées du 15 juin 1972 et remboursables en série du 15 juin 1973 au 15 juin 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juin 1972.

Tableau d'amortissement — $145,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juin 1973	$13,000
15 juin 1974	14,000

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $81,000 and the said surplus only shall be redeemable by anticipation, at par, on June 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender shall be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Municipality of Rock Forest agrees to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after June 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 133 — $100,000 — roads; 142 — $65,000 — aqueduct, sewers; 150 — $28,500 — roads; 152 — $74,000 — roads; 158 — $68,000 — roads.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council to be held on Wednesday, May 24, 1972, at 8:00 o'clock p.m., at the Municipal Office, 510 St. Roch Street, Post Office Box 29, Rock Forest, County of Sherbrooke, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Rock Forest (County of Sherbrooke), April 27, 1972.

JEAN-GUY CHAREST,
Secretary-Treasurer.

Municipal Office, 510 St. Roch Street,
Post Office Box 29, Rock Forest, (Sherbrooke), P.Q.
Telephone: 864-4355, code 819. 45642

Town of Sutton
County of Brome

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Mrs. Joan G. Meyer, Secretary-Treasurer, in the Town Hall, Post Office Box 8, Sutton, County of Brome, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Tuesday, May 23, 1972, for the purchase of a bond issue of $145,000 for the Town of Sutton, County of Brome, dated June 15, 1972 and redeemable serially from June 15, 1973 to June 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on June 15th and December 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from June 15, 1972.

Redemption table — $145,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 15, 1973	$13,000
June 15, 1974	14,000

15 juin 1975	$15,000
15 juin 1976	16,000
15 juin 1977	18,000
15 juin 1978	4,000
15 juin 1979	4,000
15 juin 1980	5,000
15 juin 1981	5,000
15 juin 1982	6,000
15 juin 1983	3,000
15 juin 1984	3,500
15 juin 1985	3,500
15 juin 1986	4,000
15 juin 1987	4,000
15 juin 1988	4,500
15 juin 1989	5,000
15 juin 1990	5,500
15 juin 1991	6,000
15 juin 1992	6,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $6,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 juin 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sutton.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $6,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

June 15, 1975	$15,000
June 15, 1976	16,000
June 15, 1977	18,000
June 15, 1978	4,000
June 15, 1979	4,000
June 15, 1980	5,000
June 15, 1981	5,000
June 15, 1982	6,000
June 15, 1983	3,000
June 15, 1984	3,500
June 15, 1985	3,500
June 15, 1986	4,000
June 15, 1987	4,000
June 15, 1988	4,500
June 15, 1989	5,000
June 15, 1990	5,500
June 15, 1991	6,000
June 15, 1992	6,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $6,000 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of June 15, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Sutton.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds an amount greater than $6,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on June 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

La ville de Sutton s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juin 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 207 — $125,000 — protection contre l'incendie; 208 — $20,000 — achat de machinerie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue, mardi, le 23 mai 1972, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, case postale 8, Sutton, comté de Brome, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sutton (Comté de Brome), ce 1er mai 1972.

Le secrétaire-trésorier,
Mme JOAN G. MEYER.

Hôtel de ville, Case postale 8,
Sutton (Comté de Brome), P.Q.
Téléphone: 538-2290, code 514. 45687-o

The Town of Sutton agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after June 15, 1972 without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 207 — $125,000 — fire protection; 208 — $20,000 — purchase of machinery.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Tuesday, May 23, 1972, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, Post Office Box 8, Sutton, County of Brome, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Sutton (County of Brome), May 1st, 1972.

MRS. JOAN G. MEYER,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Post Office Box 8,
Sutton (County of Brome), P.Q.
Telephone: 538-2290, code 514. 45687

Paroisse de Saint-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie
Comté de Laprairie

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Guy Derome, Hôtel de ville, 202, boulevard Marie-Victorin, Sainte-Catherine-d'Alexandrie, comté de Laprairie, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mercredi, le 24 mai 1972, pour l'achat de $242,000 d'obligations de la paroisse de Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, comté de Laprairie, datées du 1er juin 1972 et remboursables en série du 1er juin 1973 au 1er juin 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7% ni supérieur à 8% payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1972.

Tableau d'amortissement — $242,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1973	$ 6,000
1er juin 1974	7,000
1er juin 1975	7,000
1er juin 1976	8,000
1er juin 1977	8,000
1er juin 1978	9,000
1er juin 1979	9,000
1er juin 1980	10,000
1er juin 1981	10,000
1er juin 1982	11,000
1er juin 1983	12,000
1er juin 1984	13,000

Parish of Ste. Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie
County of Laprairie

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Guy Derome, in the Town Hall, 202 Marie-Victorin Boulevard, Ste. Catherine-d'Alexandrie, county of Laprairie, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., on Wednesday, May 24, 1972, for the purchase of a bond issue of $242,000 for the parish of Ste. Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, county of Laprairie, P.Q., dated June 1, 1972 and redeemable serially from June 1, 1973 to June 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from June 1, 1972.

Redemption table — $242,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1973	$ 6,000
June 1, 1974	7,000
June 1, 1975	7,000
June 1, 1976	8,000
June 1, 1977	8,000
June 1, 1978	9,000
June 1, 1979	9,000
June 1, 1980	10,000
June 1, 1981	10,000
June 1, 1982	11,000
June 1, 1983	12,000
June 1, 1984	13,000

1er juin 1985	$13,000
1er juin 1986	14,000
1er juin 1987	15,000
1er juin 1988	16,000
1er juin 1989	17,000
1er juin 1990	18,000
1er juin 1991	19,000
1er juin 1992	20,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $20,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juin 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à LaPrairie.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $20,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La paroisse de Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juin 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 19 — $242,000 — renouvellement d'emprunt.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 24 mai 1972, à 7.30 heures du soir, Hôtel de ville, 202, boulevard Marie-Victorin, Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, comté de Laprairie, P.Q.

June 1, 1985	$13,000
June 1, 1986	14,000
June 1, 1987	15,000
June 1, 1988	16,000
June 1, 1989	17,000
June 1, 1990	18,000
June 1, 1991	19,000
June 1, 1992	20,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2° 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $20,000 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of June 1st, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at LaPrairie.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $20,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on June 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Parish of Ste. Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after June 1st, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to by-law number 19 — $242,000 — loan renewal.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, May 24, 1972, at 7:30 o'clock p.m., in the Town Hall, 202 Marie-Victorin Boulevard, Ste. Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, County of Laprairie, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie (Comté de Laprairie), ce 1er mai 1972.

Le secrétaire-trésorier,
GUY DEROME.

Hôtel de ville, 202, boul. Marie-Victorin,
Ste-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie
(Laprairie), P.Q.
Téléphone: 632-0590, code 514. 45688-o

Village de Robertsonville
Comté de Mégantic

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J. C. Payeur, secrétaire-trésorier, jusqu'à 6.30 heures du soir, Bureau municipal, 11 sud, rue Notre-Dame, Robertsonville, comté de Mégantic, P.Q., et par après jusqu'à 7 heures du soir, Salle municipale, Robertsonville, comté de Mégantic, P.Q., jeudi, le 25 mai 1972, pour l'achat de $65,000 d'obligations du village de Robertsonville, comté de Mégantic, datées du 15 juin 1972 et remboursables en série du 15 juin 1973 au 15 juin 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7% ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juin 1972.

Tableau d'amortissement — $65,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 juin 1973	$ 500
15 juin 1974	500
15 juin 1975	500
15 juin 1976	500
15 juin 1977	500
15 juin 1978	500
15 juin 1979	1,000
15 juin 1980	1,000
15 juin 1981	1,000
15 juin 1982	1,000
15 juin 1983	1,000
15 juin 1984	1,500
15 juin 1985	1,500
15 juin 1986	1,500
15 juin 1987	1,500
15 juin 1988	2,000
15 juin 1989	2,000
15 juin 1990	2,000
15 juin 1991	2,500
15 juin 1992	42,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste. Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie (County of Laprairie), May 1st, 1972.

GUY DEROME,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 202 Marie-Victorin Boulevard,
Ste. Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie
(Laprairie), P.Q.
Telephone: 632-0590, code 514. 45688

Village of Robertsonville
County of Mégantic

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J. C. Payeur, Secretary-Treasurer, until 6:30 o'clock p.m., in the Municipal Office, 11 Notre-Dame Street South, Robertsonville, County of Mégantic, P.Q., and thereafter until 7:00 o'clock p.m., in the Municipal Hall, Robertsonville, County of Mégantic, P.Q., on Thursday, May 25, 1972, for the purchase of a bond issue of $65,000 for the Village of Robertsonville, County of Mégantic, dated June 15, 1972, and redeemable serially from June 15, 1973 to June 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on June 15th and December 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from June 15, 1972.

Redemption table — $65,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 15, 1973	$ 500
June 15, 1974	500
June 15, 1975	500
June 15, 1976	500
June 15, 1977	500
June 15, 1978	500
June 15, 1979	1,000
June 15, 1980	1,000
June 15, 1981	1,000
June 15, 1982	1,000
June 15, 1983	1,000
June 15, 1984	1,500
June 15, 1985	1,500
June 15, 1986	1,500
June 15, 1987	1,500
June 15, 1988	2,000
June 15, 1989	2,000
June 15, 1990	2,000
June 15, 1991	2,500
June 15, 1992	42,500

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $5,500 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 juin 2002 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 juin 1992 au montant de $42,500 comprend un solde de $40,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 juin 1993	$3,000
15 juin 1994	3,000
15 juin 1995	3,000
15 juin 1996	3,500
15 juin 1997	3,500
15 juin 1998	4,000
15 juin 1999	4,500
15 juin 2000	5,000
15 juin 2001	5,000
15 juin 2002	5,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Thetford Mines.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $42,500 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Le village de Robertsonville s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juin 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 178 — $65,000 — construction de l'Hôtel de ville.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $5,500, and if greater than the latter amount, the said surplus must comprise only one or several complete annuel redemptions, taking into account the redemption tables appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of June 15, 2002 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of June 15, 1992 in the amount of $42,500 includes a balance of $40,000 renewable for an additional 10-year period, maturing as follows:

Year	*Capital*
June 15, 1993	$3,000
June 15, 1994	3,000
June 15, 1995	3,000
June 15, 1996	3,500
June 15, 1997	3,500
June 15, 1998	4,000
June 15, 1999	4,500
June 15, 2000	5,000
June 15, 2001	5,000
June 15, 2002	5,500

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Thetford Mines.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $42,500 and the said surplus only shall be redeemable by anticipation, at par, on June 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender will be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Village of Robertsonville agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after June 15, 1972, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to by-law number 178 — $65,000 — construction of the Town Hall.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, jeudi, le 25 mai 1972, à 7 heures du soir, Salle municipale, Robertsonville, comté de Mégantic, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumission.

Robertsonville (Comté de Mégantic), ce 2 mai 1972.

Le secrétaire-trésorier,
J. C. PAYEUR.

Bureau municipal, 11 sud, rue Notre-Dame,
Robertsonville (Comté de Mégantic), P.Q.
Téléphone: 423-4221, code 418. 45689-o

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Thursday, May 25, 1972, at 7:00 o'clock p.m., in the Municipal Hall, Robertsonville, County of Mégantic, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Robertsonville (County of Mégantic), May 2, 1972.

J. C. PAYEUR,
Secretary-Treasurer.

Municipal Office, 11 Notre-Dame Street South,
Robertsonville (County of Mégantic), P.Q.
Telephone: 423-4221, code 418. 45689

Avis divers

Corporation Municipale de Carleton-Sur-Mer et Corporation Municipale de Canton-Carleton

Avis est par les présentes donné que le conseil de la municipalité de Carleton-sur-Mer et le conseil de la municipalité de Canton-Carleton ont adopté, à la majorité de leurs membres, des règlements, soit le règlement no 72 de la municipalité de Carleton-sur-Mer et le règlement no 87 de la municipalité de Canton-Carleton, autorisant ces municipalités à présenter une requête au lieutenant-gouverneur en conseil pour fusionner les municipalités de Carleton-sur-Mer et de Canton-Carleton et créer une nouvelle municipalité aux conditions suivantes:

a) Le nom de la nouvelle municipalité sera « Ville de Carleton ».

b) Le territoire de la nouvelle municipalité est celui déterminé par la description technique en date du 10 avril 1972 préparée par monsieur Jean-Paul Lavoie, arpenteur-géomètre, et annexée à la présente pour en faire partie comme si elle était ici au long reproduite;

c) La nouvelle municipalité prend le statut de ville et sera régie par la Loi des cités et villes;

d) Jusqu'à la première élection générale, le conseil provisoire sera composé de tous les membres des deux conseils existant avant la fusion. Le quorum sera de huit (8) membres. Le maire et le pro-maire du conseil provisoire seront désignés au scrutin secret par l'ensemble des membres lors de la première assemblée. En cas d'égalité, les candidats seront choisis par tirage au sort par le secrétaire-trésorier de la nouvelle municipalité;

e) La première séance du conseil provisoire sera tenue le deuxième lundi juridique suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes. Elle aura lieu à l'École St-Joseph de Carleton à 20 heures;

f) Le secrétaire-trésorier de la nouvelle municipalité sera Madame Yvonne B. LeBlanc, et ceci jusqu'à la fin de la première séance du conseil, conformément à la loi;

g) Le conseil de la nouvelle municipalité sera formé d'un maire et de six (6) conseillers. La ville ne possèdera qu'un (1) seul quartier électoral;

Miscellaneous Notices

Municipal Corporation of Carleton-Sur-Mer and Municipal Corporation of Carleton Township

Notice is hereby given that the Municipal Council of Carleton-sur-Mer and the Council of the Municipality of Carleton Township have adopted, by a majority vote, a number of by-laws, namely By-law No. 72 of the Municipality of Carleton-sur-Mer and By-law No. 87 of the Municipality of Carleton Township, authorizing these municipalities to address a petition to the Lieutenant-Governor in Council, asking that the Municipalities of Carleton-sur-Mer and Carleton Township be amalgamated and that a new municipality be created on the following conditions:

a) The name of the new municipality shall be "Town of Carleton".

b) The territory of the new municipality shall be that established in the technical description dated April 10, 1972, prepared by Mr. Jean-Paul Lavoie, land-surveyor, and appended to the presents to form part of it, as if it were reproduced in full here;

c) The new municipality shall take the status of town and shall be governed by the Cities and Towns Act;

d) Until the first general election, the Provisional Council shall be composed of all the members of the two councils that existed before the amalgamation. Eight (8) members shall constitute a quorum. The mayor and acting mayor of the Provisional Council shall be designated by secret ballot, by the members as a whole, at the first meeting. Should the vote be even, the candidates shall be chosen by lot, by the secretary-treasurer of the new municipality;

e) The first meeting of the Provisional Council shall be held on the second judicial Monday following upon the coming into force of the letters patent. It shall take place in St. Joseph de Carleton School, at 8 o'clock p.m.;

f) The secretary-treasurer of the new municipality shall be Mrs. Yvonne B. LeBlanc, who will stay in office after the first meeting of the Council, in conformity with the law;

g) The Council of the new municipality shall consist of a mayor and six (6) councillors. The town shall comprise only one (1) electoral ward;

h) La première élection générale du maire et des conseillers aura lieu le premier dimanche de novembre 1972 si les lettres patentes sont en vigueur le premier août de cette année; si elles entrent en vigueur après cette date, l'élection aura lieu le premier dimanche de novembre 1973. Les élections générales subséquentes auront lieu tous les quatre ans (4), le premier dimanche de novembre;

i) Les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôle d'évaluation, rôles de perception et autres actes de chacune des municipalités requérantes, demeurent en vigueur dans le territoire pour lequel ils ont été faits, jusqu'à ce qu'ils soient amendés, annulés, ou abrogés par la nouvelle municipalité;

j) Les surplus et déficits accumulés par chacune des municipalités requérantes seront transportés aux fonds de la nouvelle municipalité;

k) Tous les biens mobiliers et immobiliers appartenant à chacune des municipalités requérantes, deviendront la propriété de la nouvelle municipalité;

l) Les taxes spéciales décrétées aux règlements nos 39, 42, 44, 49, et 64 de la municipalité de Carleton-sur-Mer et no 66 de celle du canton de Carleton continueront à être prélevées conformément aux dispositions des règlements d'emprunts qui en décrètent l'imposition;

m) La nouvelle municipalité deviendra effective conformément à la loi;

Tout propriétaire ou tout locataire des municipalités concernées peut s'opposer au principe de la fusion ou aux modalités de la requête conjointe dans les trente jours qui suivent la date de la dernière parution dans un journal du présent avis et peut faire connaître les motifs de son opposition en s'adressant par écrit à la Commission.

On peut prendre connaissance et obtenir copie du texte de la requête conjointe aux secrétariats des municipalités de Carleton-sur-Mer et de Canton-Carleton.

Donné à Carleton, ce 14e jour du mois d'avril 1972.

Corporation Municipale de Carleton-sur-Mer,

Le secrétaire-trésorier,

45629-18-2-o Par: Mme Yvonne B. LeBlanc.

h) The first general election for mayor and councillors shall be held on the first Sunday of November, 1972 if the letters patent are in force on the first of August of that year; should the letters patent come into force after that date, the election shall take place on the first Sunday of November, 1973. The subsequent general elections shall be held every four (4) years, on the first Sunday of November;

i) The by-laws, resolutions, minutes, valuation rolls, collection rolls and other records of each of the petitioning municipalities shall remain in force in the territory for which they were prepared until they are amended, annulled or repealed by the new municipality;

j) The surpluses and deficits accumulated by each of the petitioning municipalities shall be transferred to the funds of the new municipality;

k) All the movables and immovables belonging to each of the petitioning municipalities shall become the property of the new municipality;

l) The special taxes imposed under by-laws Nos. 39, 42, 44, 49, and 64 of the Municipality of Carleton-sur-Mer and No. 66 of the Township of Carleton shall continue to be levied in conformity with the provisions of the loan by-laws decreeing their imposition;

m) The new municipality shall become effective according to the law;

Any proprietor or tenant of the municipalities concerned may oppose the principle of the amalgamation or the conditions of the joint petition within the thirty days following upon the date of the final publication of the present notice in a newspaper. He may inform the Commission, in writing, of the reasons for his opposition.

The text of the joint petition may be consulted and a copy thereof may be obtained at the secretariates of the Municipalities of Carleton-sur-Mer and Carleton Township.

Given at Carleton, this 14th day of April, 1972.

Municipal Corporation of Carleton-sur-Mer.

Per: Mrs. Yvonne B. LeBlanc,

45629-18-2 *Secretary-Treasurer.*

Succession Leo A. Murray

Par les présentes, je soussignée déclare que mon époux Leo Murray est décédé à Montréal, le vingt-cinq octobre mil neuf cent soixante-dix (1970), à l'âge de cinquante-deux ans (52).

Que j'ai procédé à l'acceptation de la succession sous bénéfice d'inventaire de mondit époux Leo Murray, suivant et aux termes d'un acte d'acceptation sous bénéfice d'inventaire, en date du huit octobre mil neuf cent soixante et onze (1971), lequel acte a été reçu sous le numéro 5,614 des minutes du notaire Marc Lajeunesse, 294, rue Labelle, à St-Jérôme, et que ledit acte a été enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 2308213, le 22 octobre mil neuf cent soixante et onze (1971).

45639-o

Eastate Leo A. Murray

By these presents, I the undersigned declare that my husband Leo Murray died in Montreal, on October twenty-fifth of the year nineteen hundred and seventy (1970), at the age of fifty-two.

That I have accepted the estate of my said husband, Leo Murray, under benefit of inventory by and in virtue of a deed of acceptance under benefit of inventory, dated October eighth, nineteen hundred and seventy-one (1971), the said deed passed before Me Marc Lajeunesse, Notary 294 Labelle Street, at St. Jérôme, and that the said deed was registered in the Registry Office of Montreal on October 22nd, nineteen hundred and seventy-one (1971) under number 2308213.

45639-o

Ville de Montréal

Avis de rachat

Aux détenteurs des Obligations payables en monnaie des États-Unis de l'émission désignée « 5¾% Sinking Fund Debentures for Local Improvements, due June 15, 1980 » de la Ville de Montréal, Province de Québec, Canada.

AVIS PUBLIC EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que la Ville de Montréal a l'intention de racheter et rachètera POUR FINS D'AMORTISSEMENT le 15 juin 1972, conformément aux dispositions des obligations, les obligations suivantes payables en monnaie des États-Unis de l'émission ci-dessus mentionnée échéant le 15 juin 1980 énumérées ci-dessous, à 100% de leur valeur nominale plus les intérêts courus à la date de rachat, à savoir:

Numéros des obligations, portant le préfixe E, rachetables le 15 juin 1972:

310911	310913	310929	310938	310942	310951	310959	310977	310981	311004	311005	311009
311083	311096	311102	311120	311123	311130	311135	311138	311139	311143	311147	311155
311190	311191	311198	311201	311220	311222	311229	311243	311245	311246	311256	311258
311260	311263	311301	311336	311345	311347	311402	311415	311430	311443	311453	311465
311466	311467	311487	311523	311526	311527	311541	311545	311546	311548	311550	311554
311556	311561	311567	311570	311581	311588	311592	311605	311606	311609	311619	311622
311626	311630	311631	311641	311678	312039	312047	312049	312060	312112	312115	312121
312133	312213	312215	312237	312240	312247	312248	312256	312271	312299	312301	312307
312312	312320	312326	312347	312353	312358	312366	312410	212411	312493	312500	312501
312503	312522	312530	312536	312537	312542	312544	312551	312558	312562	312565	312589
312658	312662	312666	312673	312677	312678	312694	312716	312719	312721	312735	312737
312744	312750	312756	312759	312760	312762	312771	312783	312800	312802	312962	312963
312964	312976	312980	312998	312999	313002	313003	313012	313046	313066	313072	313148
313154	313205	313245	313274	313275	313302	313303	313310	313311	313318	313327	313331
313333	313341	313342	313343	313365	313368	313378	313381	313383	313418	313446	313449
313450	313456	313458	313460	313463	313467	313470	313481	313487	313500	313502	313535
313547	313552	313559	313561	313577	313584	313600	313609	313621	313625	313636	313638
313641	313642	313652	313654	313656	313658	313660	313661	313663	313671	313699	313710
313715	313721	313729	313735	313737	313738	313742	313756	313770	313824	313831	313854
313977	313982	313990	313994	314008	314010	314061	314074	314084	314085	314092	314098
314100	314107	314113	314118	314156	314167	314169	314312	314314	314409	314415	314428
314432	314462	314465	314476	314481	314482	314487	314492	314496	314522	314527	314528
314530	314531	314537	314542	314544	314557	314559	314562	314611	314637	314641	314647
314653	314663	314665	314668	314733	314744	314768	314794	314799	314817	314829	314834
314839	314883	314887	314907	314911	314920	314952	314983	314985	314990	314996	314999
315017	315272	315278	315288	315333	315336	315337	315359	315363	315393	315394	315407
315425	315435	315481	315500	315550	315555	315563	315579	315582	316133	316135	316136
316144	316155	316157	316178	316200	316202	316205	316210	316220	316231	316243	316247
316254	316276	316285	316287	316317	316329	316331	316346	316356	316377	316383	316390
316411	316433	316446	316556	316561	316603	316607	316611	316660	316814	317872	317875
317974	317982	317985	317989	317990	317991	318196	318217	318227	318238	318239	318244
318245	318246	318284	318286	318289	318301	318302	318685	318686	318707	318899	318901
318935	318950	318970	318976	318978	318983	318995	318996	318999	319003	319009	319011
319013	319021	319030	319048	319049	319052	319057	319063	319064	319066	319172	319173
319184	319227	319231	319233	319261	319276	319277	319289	319301	319305	319322	319327
319329	319336	319366	319370	319378	319410	319419	319421	319512	319515	319519	319533
319534	319544	319566	319580	319649	319653	319656	319680	319690	319696	319700	319713
319720	319737	319738	319739	319779	319781	319807	319864	319866	319870	319871	319880
319881	319905	320026	320045	320046	320047	320049	320059	320078	320080	320101	320346
320350	320363	320367	320384	320401	320404	320406	320411	320421	320432	320439	320451
320468	320472	320475	320477	320480	320497	320503	320511	320513	320517	320611	320619
320649	320660	320721	320722	320729	320739	320740	320741	320744	320746	320752	320756
320763	320765	320816	320828	320835	320842	320855	320868	320876	320892	320893	320901

City of Montreal

Notice of redemption

To the holders of Debentures payable in United States Currency of the issue designated "5¾% Sinking Fund Debentures for Local Improvements, due June 15, 1980" of The City of Montréal, Province of Québec, Canada.

PUBLIC NOTICE IS HEREBY GIVEN that The City of Montreal intends to and will redeem FOR SINKING FUND PURPOSES on June 15, 1972, pursuant to the provisions of the debenture, the following debentures payable in United States Currency of the above-mentioned issue due on June 15, 1980, listed below at 100% of the face value thereof plus accrued interest to the redemption date, namely:

Numbers of the debentures, bearing the prefix E, redeemable on June 15, 1972:

321308	321313	321314	321328	321330	321341	321345	321347	321348	321372	321376	321380
321384	321385	321392	321398	321432	321459	321463	321468	321508	321511	321516	321533
321555	321562	321563	321564	321566	321586	321589	321590	321606	321615	321627	321663
321664	321665	321667	321672	321678	321756	321792	321823	321838	321840	321846	321851
321854	321857	321898	321921	321933	321958	321960	321966	321986	321994	322009	322011
322016	322021	322022	322027	322028	322031	322051	322089	322104	322191	322194	322200
322202	322205	322216	322226	322228	322302	322303	322325	322353	322360	322364	322365
322367	322450	322484	322487	322491	322499	322500	322503	322509	322511	322525	322526
322547	322582	322593	322597	322608	322690	322691	322721	322724	322734	322739	322749
322750	322757	322813	322815	322817	322820	322822	322826	322837	322838	322876	322880
322915	322934	322945	322948	322951	322961	322970	322978	322985	322990	323000	323011
323015	323017	323036	323037	323259	323261	323265	323269	323288	323290	323299	323301
323326	323328	323350	323354	323362	323368	323372	323396	323411	323413	323437	323442
323473	323481	323490	323492	323521	323549	323568	323569	323586	323619	323632	323634
323635	323657	323658	323663	323665	323674	323695	323696	323699	323707	323714	323719
323746	323766	323771	323781	323782	323812	323819	323820	323837	323840	323869	323892
324241	324247	324255	324259	324263	324264	324273	324276	324288	324432	324442	324447
324460	324481	324503	324516	324523	324526	324542	324546	324547	324550	324552	324557
324568	324569	324571	324593	324614	324617	324620	324666	324680	324684	324690	324740
324746	324752	324766	324767	324771	324775	324783	324800	324827	324836	324845	324846
324848	324853	324855	324856	324859	324870	324886	324887	324903			

Les obligations ainsi rappelées pour rachat deviendront dues et payables et seront payées en telle monnaie des États-Unis d'Amérique qui aura cours légal au moment du paiement pour les dettes publiques et privées dans les États-Unis d'Amérique, au bureau de Bank of Montreal Trust Company ou au bureau de The Royal Bank of Canada Trust Company, Borough of Manhattan, Ville et État de New York, États-Unis d'Amérique, sur présentation et remise desdites obligations avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 15 juin 1972 attachés. Les obligations enregistrées quant au principal devront être accompagnées de transfert ou de procurations autorisant tels transfert dûment signés en blanc.

À compter du et après le 15 juin 1972, l'intérêt sur les obligations ainsi rappelées pour rachat cessera et les coupons d'intérêt échéant subséquemment à cette date seront nuls.

Daté à Montréal, ce vingt et unième jour d'avril 1972.

Ville de Montréal,
ROGER BÉLANGER,
Directeur des finances.

45695-o

The debentures so called for redemption will become due and payable and will be paid in such coin or such currency of the United States of America as at the time of payment is legal tender for public and private debts in the said United States of America, at the office of Bank of Montreal Trust Company or at the office of The Royal Bank of Canada Trust Company, in the Borough of Manhattan, City and State of New York, United States of America, upon presentation and surrender of the said debentures with all interest coupons maturing after June 15, 1972 attached. Debentures registered as to principal must be accompanied by assignments or transfer powers duly executed in blank.

From and after June 15, 1972, interest on the debentures so called for redemption will cease and interest coupons maturing subsequent to that date will be void.

Dated at Montreal, this twenty-first day of April 1972.

City of Montreal,
ROGER BÉLANGER,
Director of Finance.

45695-o

Cité de Magog

Avis public est par les présentes donné qu'un mois après la publication du présent avis, la Cité de Magog s'adressera, par requête, au lieutenant-gouverneur en conseil, afin de modifier sa charte, le chapitre 7 des Lois de 1936, et les différents statuts qui l'ont modifiée, en retranchant ou en remplaçant les articles 1 à 9 inclusivement, 12 à 23 inclusivement, 25 à 32 inclusivement, 34 à 38 inclusivement, et l'article 41 du chapitre 7 des Lois de 1936, les articles 13, 14 et 15 du chapitre 114 des Lois de 1938, les articles 1 à 5 inclusivement du chapitre 84 des Lois de 1945, les articles 2, 4, 5, 6 et 7 du chapitre 65 des Lois de 1948, les articles 4 à 9 inclusivement et 11 à 14 inclusivement du chapitre 104 des Lois de 1950, les articles 1 à 8 inclusivement du chapitre 81 des Lois de 1950-51, les articles 2 à 10 inclusivement

City of Magog

Public notice is hereby given that one month after the publication of the present notice, the City of Magog will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council, to seek permission to amend its charter, Chapter 7 the Statutes of 1936, and the different statutes that have amended it, by taking off or replacing the articles 1 to 9 inclusively, 12 to 23 inclusively, 25 to 32 inclusively, 34 to 38 inclusively, and article 41 of Chapter 7 of the Statutes of 1936, articles 13, 14 and 15 of Chapter 114 of the Statutes of 1938, articles 1 to 5 inclusively of Chapter 84 of the Statutes of 1945, articles 2, 4, 5, 6 and 7 of Chapter 65 of the Statutes of 1948, articles 4 to 9 inclusively, and 11 to 14 inclusively of Chapter 104 of the Statutes of 1950, articles 1 to 8 inclusively of Chapter 81 of the Statutes

du chapitre 78 des Lois de 1951-52, les articles 1, 2, 3 et 5 du chapitre 86 des Lois de 1955-56, les articles 1 et 2 du chapitre 123 des Lois de 1959-60, par les dispositions correspondantes de la Loi des cités et villes, le tout conformément aux dispositions de l'article 2 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus 1964, chapitre 193).

Les procureurs de la cité-requérante,
45696-o FOREST & BEAUDRY.

of 1950-51, articles 2 to 10 inclusively of Chapter 78 of the Statutes of 1951-52, articles 1, 2, 3 and 5 of Chapter 86 of the Statutes of 1955-56, articles 1 and 2 of Chapter 123 of the Statutes of 1959-60, by the corresponding provisions of the Cities and Towns Act, the whole according to the dispositions of article 2 of the Cities and Towns Act (S.R.Q. 1964, Chapter 193).

FOREST & BEAUDRY,
45696 *Attorneys for the city-petitioner.*

Vente d'effets non réclamés

La Cie Messagerie CP limitée

La Cie Messageries CP Limitée donne avis par les présentes que tous les effets reçus avant le 1er jour de mai, 1971, et non réclamés aux bureau des CP Express Limitée à divers endroits de la province de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, 189 est rue Queen, Toronto, Ontario, a ONZE heures du matin, le PREMIER jour de JUIN, 1972, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Le gérant-général,
45578-17-6-o W. M. RILEY.

Sale of Unclaimed Baggage

CP Express Limited

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May, 1971, still remaining unclaimed in the offices of the CP Express Limited at different points in the Province of Québec, will be sold at Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneer, at 189 Queen St. East, Toronto, Ontario, at ELEVEN o'clock in the forenoon, on the FIRST day of JUNE, 1972, unless same shall be called for before that date, and all charges paid thereon.

W. M. RILEY,
45578-17-6-o *General Manager.*

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BONAVENTURE

Canada — Province de Québec
District de Bonaventure

Cour Provinciale No 3617. { VULCANISATION ST-PASCAL INC., corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires à St-Pascal, district de Kamouraska, demanderesse, *vs* MARIUS LÉVESQUE, domicilié et résidant à New-Richmond, district de Bonaventure, défendeur.

1° « Un certain terrain ou emplacement situé à New-Richmond dans le comté de Bonaventure, connu et désigné comme étant partie du lot numéro cent cinquante-trois (Ptie 153) du premier rang du canton New-Richmond, mesurant vingt pieds (20′) de front ou de largeur sur la rue des Peupliers, par une profondeur de deux cent quinze pieds (215′), mesure anglaise, borné à l'est par le vendeur, à l'ouest par l'acquéreur, au nord par le vendeur, au sud par la rue des Peupliers, tel que ledit terrain se trouve présentement, que l'acquéreur déclare connaître et être satisfait.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BONAVENTURE

Canada — Province of Québec
District of Bonaventure

Provincial Court, No. 3617. { VULCANISATION ST. PASCAL INC., a body politic and corporate, having its place of business in St. Pascal, district of Kamouraska, plaintiff, *vs* MARIUS LÉVESQUE, domiciled and residing in New Richmond, district of Bonaventure, defendant.

1. "A certain land or emplacement situated in New Richmond, county of Bonaventure, known and designated as being part of lot number one hundred and fifty-three (Pt. 153) of the first range of New Richmond Township, measuring twenty feet (20′) in front or in width on "Des Peupliers" street, by a depth of two hundred and fifteen feet (215′), English measure, bounded on the east by the vendor, on the west by the acquirer, on the north by the vendor, on the south by "Des Peupliers" street, as the said land now exists which the purchaser declares to know and be satisfied with.

2° « Un morceau de terrain situé dans le premier rang du Canton de New-Richmond, étant partie du lot numéro cent cinquante-trois (153 ptie) du cadastre officiel pour le danton susdit, mesurant cent quatre-vingt-dix-neuf (199′) pieds de profondeur sur une largeur de quatre-vingts pieds (80′) borné au nord et à l'est par le restant du même lot appartenant à Raoul Guité, au sud par la route nationale et à l'ouest par une autre partie du même lot appartenant à Eddie Leblanc; avec une maison dessus construite et ses dépendances; sans aucune exception ni réserve; ainsi que tous les meubles meublants et effets mobiliers se trouvant sur les lieux. »

Pour être vendu « séparément », c'est-à-dire les effets immeubles au bureau d'enregistrement, division 1 de Bonaventure, au Palais de justice de New-Carlisle, le SEPTIÈME jour de JUIN 1972, à DIX heures de l'avant-midi; les effets meubles seront vendus à la résidence du défendeur Marius Lévesque à New-Richmond, le CINQUIÈME jour de JUIN 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
CAMILIEN BISSON.

Bureau du Shérif,
New-Carlisle, P.Q.
45655-o

2. "A piece of land situated in the first range of New Richmond Township, being part of lot number one hundred and fifty-three (Pt. 153) of the official cadastre for the said township, measuring one hundred and ninety-nine (199′) feet in depth by a width of eighty feet (80′) bounded on the north and on the east by the residue of the same lot belonging to Raoul Guité, on the south by the main road and on the west by another part of the same lot belonging to Eddie Leblanc; with a house thereon erected and its dependencies; without any exception or reserve; as also all the furnishings and moveable effects which are on the property."

To be sold "separately" that is to say that the immoveable effects will be sold at the Registry Office, 1st Division of Bonaventure at New Carlisle Court House, on the SEVENTH day of JUNE 1972 at TEN o'clock in the forenoon; the moveable effects will be sold at the defendant's residence (Marius Lévesque), New Richmond, on the FIFTH day of JUNE 1972 at TEN o'clock in the forenoon.

CAMILIEN BISSON,
Sheriff.

Sheriff's Office,
New Carlisle, P.Q.
45655-o

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Gaspé

Cour Supérieure, No 6441. { JOHN DELHANTY, de Douglastown, comté de Gaspé Sud, P.Q., demandeur, *vs* DOREEN McKOY, de Douglastown, comté de Gaspé Sud, P.Q., défenderesse.

« Un certain lopin de terre sis et situé à Prével, comté de Gaspé, P.Q., mieux connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Douglas comme partie du lot A-1 (P. A-1) dans le bloc « A » Bois Brûlé, dans ledit canton de Douglas, borné au nord par la propriété de Denis McKoy, au sud partie par le gouvernement du Québec et partie par Randolf McKoy, à l'est par les eaux de la baie de Gaspé, et à l'ouest par la ligne de division, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du district de Gaspé, au Palais de Justice à Percé, LUNDI, le DIX-NEUVIÈME jour de JUIN, 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif intérimaire,
JEAN BOURGET.

Bureau du Shérif,
Percé, le 27 avril 1972.
45677-o

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Gaspé

Superior Court, No. 6441. { JOHN DELHANTY, of Douglastown, County of Gaspé South, P.Q., plaintiff, *vs* DOREEN McKOY, of Douglastown, County of Gaspé South, P.Q., defendant.

"A certain strip of land lying and situate at Prével, County of Gaspé, P.Q., better known and described in the official plan and book of reference of the Township of Douglas as being part of lot A-1 (Pt. A-1) on block "A" Bois Brûlé, in the said Township of Douglas, bounded on the north by the property of Denis McKoy, on the south partly by the Québec Government and partly by Randolf McKoy, on the east by the waters of the Bay of Gaspé and on the west by the separating line, with buildings erected thereon, appurtenances and dependencies."

To be sold in the District of Gaspé Registry Office, at the Percé Court House, on MONDAY, the NINETEENTH day of JUNE, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

JEAN BOURGET,
Acting Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, April 27, 1972.
45677

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis de Terris

Cour Provinciale — District D'Iberville

Saint-Jean: à savoir: No 14284. { BANQUE DE MONTRÉAL corporation commerciale ayant sa principale place d'affaires à Montréal, et une succursale à St-Jean, district d'Iberville, demanderesse, *vs* RAYMOND BERTRAND, actuellement résidant au 474 boulevard St-Luc, à Saint-Luc, district d'Iberville, défendeur.

« Un emplacement situé en ladite paroisse de Saint-Luc, étant de forme triangulaire, mesurant cent pieds de largeur en front, au chemin public, sur cent quarante pieds, plus ou moins, dans sa ligne sud-est et cent treize pieds plus ou moins, dans sa ligne nord-ouest, mesures anglaises, connue et désignée comme faisant partie du lot numéro cent quarante-huit, (Ptie 148), du cadastre officiel de ladite paroisse de Saint-Luc, et borné en front au nord-est par le chemin public ou route Montréal-Saint-Jean, au sud-est par le lot No 147, dudit cadastre et au nord-ouest par une autre partie dudit lot No 148, mesurant quatre-vingt pieds de largeur en front au chemin public, et restant au vendeur; avec maison y érigée. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Saint-Jean en la ville de Saint-Jean, le DOUZIÈME jour de JUIN 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le député shérif,
ANDRÉ BERGERON.

45653-o

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis de Terris

Provincial Court — District of Iberville

St. Jean, to wit: No. 14284. { THE BANK OF MONTREAL, a corporation having its principal place of business in Montreal, and a branch at St. Jean, District of Iberville, plaintiff, *vs* RAYMOND BERTRAND, now residing at 474 St. Luc Boulevard, at St. Luc, District of Iberville, defendant.

"An emplacement located in the said Parish of St. Luc, of a triangular configuration, measuring one hundred feet in width in front, on the public road, by one hundred and forty feet, more or less, on its southeast line and one hundred and thirteen feet, more or less, on its northwest line, English measure, known and described as being part of lot number one hundred and forty-eight, (Pt. 148) of the official cadastre of the said Parish of St. Luc, bounded in front on the northeast by the public road or the Montreal St. Jean Highway, on the southeast by lot No. 147 of the said cadastre and on the northwest by another part of said lot No. 148 measuring eighty feet in width in front on the public road, remaining the vendor's; with a house erected thereon."

To be sold in the County of St. Jean Registry Office in the City of St. Jean, on the TWELFTH day of JUNE, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ANDRÉ BERGERON,
Deputy Sheriff.

45653

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Kamouraska

No 3188. { ALBERT NADEAU, domicilié et résidant à St-Alexandre, Cté Kamouraska, demandeur, *vs* DAME MADELEINE BÉLANGER LAVOIE, épouse de Antonio Lavoie, en tant que curatrice aux biens de Antonio Lavoie, domicilié et résidant à Rivière-du-Loup, district de Kamouraska, défenderesse.

« Une terre à bois mesurant quatre (4) à quatre arpents et demi (4½) de largeur est-ouest sur une profondeur de vingt (20) arpents plus ou moins; borné au nord au chemin conduisant à l'écluse, au nord-est à Jean-Marie Lavoie représentant Willie Lavoie, au sud au Lac Morin et au sud-ouest à Richard Bélanger, lequel terrain serait connu et désigné comme la partie sud des lots numéro neuf cent soixante-cinq, neuf cent soixante-six et neuf cent soixante-sept (Ptie S. 965, Ptie S. 966, Ptie S. 967) au cadastre de St-Alexandre, avec camps dessus construits, à distraire les droits d'inondation pouvant appartenir à la Cité de Rivière-du-Loup. »

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Provincial Court — District of Kamouraska
Canada — Province of Québec

No. 3188. { ALBERT NADEAU, domiciled and residing at St. Alexandre, County of Kamouraska, plaintiff, *vs* MRS. MADELEINE BÉLANGER LAVOIE, wife of Antonio Lavoie, in her capacity as trustee for the property of Antonio Lavoie, domiciled and residing at Rivière-du-Loup, district of Kamouraska, defendant.

"A wooded lot measuring four (4) to four and one-half arpents (4½) in width eastwest by a depth of twenty (20) arpents more or less; bounded on the north by the road leading to the lock, on the northeast by Jean-Marie Lavoie representing Willie Lavoie, on the south by Morin Lake and on the southwest by Richard Bélanger, the said land known and described as being the south part of lots numbers nine hundred and sixty-five, nine hundred and sixty-six and nine hundred and sixty-seven (S. Pt. 965, S. Pt. 966, S. Pt. 967) in the cadastre of St. Alexandre, with camps erected thereon, less and to withdraw the flooding rights which the City of Rivière-du-Loup may hold."

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de St-Pascal, division de Kamouraska, comté de Kamouraska, le TREIZIÈME jour de JUIN 1972, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, ce 26 avril 1972. 45678-o

To be sold at the St. Pascal Registry Office, Division of Kamouraska, County of Kamouraska, on the THIRTEENTH day of JUNE, 1972, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, April 26, 1972. 45678

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris

Cour Provinciale — District de Montmagny

No 4200. LEMIEUX & PROULX INC., corporation légalement constituée ayant son siège social à 47 est, rue St-Jean-Baptiste, Montmagny, et faisant le commerce de ferronnerie et marchand de matériaux de construction, demanderesse, *vs* Dame JOSEPH PARÉ, veuve non remariée, domiciliée à Ste-Lucie-de-Beauregard, comté de Montmagny, et JEAN-BAPTISTE PARÉ, domicilié à Ste-Lucie-de-Beauregard, comté de Montmagny, défendeurs.

1° Le lot 14 du rang 7 dans le canton Leverrier (St-Adalbert, comté L'Islet), avec bâtisses dessus construites.

2° Le lot 12 du rang 8 dans le canton Leverrier (St-Adalbert, comté de L'Islet), avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de St-Jean-Port-Joli, comté L'Islet, le TREIZIÈME jour de JUIN 1972, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
JEAN-PAUL TREMBLAY.

Bureau du Shérif,
Cour Provinciale,
Montmagny, le 10 avril 1972. 45673-o

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris

Provincial Court — District of Montmagny

No. 4200. LEMIEUX & PROULX INC., a corporation legally incorporated, having its head office at 47 St. Jean-Baptiste Street West, Montmagny, and dealing in hardware and building materials, plaintiff, *vs* Mrs. JOSEPH PARÉ, unremarried widow, domiciled at Ste. Lucie-de-Beauregard, Montmagny County, and JEAN-BAPTISTE PARÉ, domiciled at Ste. Lucie-de-Beauregard, Montmagny County, defendants.

1. Lot number 14 of Range 7 in the township of Leverrier (St. Adalbert, L'Islet County), with buildings erected thereon.

2. Lot number 12 of Range 8 in the township of Leverrier (St. Adalbert, L'Islet County), with buildings erected thereon.

To be sold in the Registry Office of St. Jean-Port-Joli, L'Islet County, on the THIRTEENTH day of JUNE 1972, at THREE o'clock in the afternoon.

JEAN-PAUL TREMBLAY,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Provincial Court,
Montmagny, April 10, 1972. 45673

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Provinciale, No 82-626. J. O. FISET INC., corps politique légalement constitué ayant son siège social à Québec, 55, Dorchester Sud, Québec, district de Québec, *vs* Dame CLAUDETTE BÉLANGER GUILLOT, épouse contractuellement séparée de biens de M. Georges Guillot, menuisier, résidant à 111, Place Orléans, App. 3, Beauport, district de Québec.

« Un emplacement vacant, à Beauport, côté ouest, rue Dubeau, étant le lot trois subdivision du lot huit cent soixante-cinq (865-3) du cadastre officiel de Beauport, avec circonstances et dépendances y dessus construites. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 10, Avenue Chauveau, Québec, le HUITIÈME jour du mois de JUIN 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 2 mai 1972. 45693-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Provincial Court: No. 82-626. J. O. FISET INC., body politic legally incorporated having its head office in Québec, at 55 Dorchester South, Québec, district of Québec, *vs* Mrs. CLAUDETTE BÉLANGER GUILLOT, wife contractually separate as to property of Mr. Georges Guillot, carpenter, residing at 111 Place Orléans, Apt. 3, Beauport, district of Québec.

"A vacant emplacement, in Beauport, on the west side, Dubeau Street, being lot three, subdivision of lot eight hundred and sixty-five (865-3) in the official cadastre of Beauport, with appurtenances and dependencies erected thereon."

To be sold in the Québec Registry Office, 10 Chauveau Avenue, Québec, on the EIGHTH day of the month of JUNE, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, May 2, 1972. 45693

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 6983. } GRÉGOIRE BELLAVANCE, en sa qualité de séquestre intérimaire des droits de Dame Madeleine Bouliane-Tremblay, ayant son bureau d'affaires à 71 rue St-Pierre, dans les cité et district de Québec, demandeur ès-qualité, *contre* RENÉ LEFAIVRE & ALBERT VERROEULST, tous deux syndics licenciés, en leur qualité de syndics à la faillite de Eugène Blouin, et ayant leur bureau à 54 rue St-Pierre, dans les cité et district de Québec, défendeur, ès-qualité.

« Le lot numéro deux cent onze (211) du cadastre officiel de la paroisse de St-Sauveur, ville de Québec, avec la maison dessus construite, portant le numéro civique 71-75, de la rue St-François-ouest, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau du shérif, Palais de Justice, 12 rue St-Louis, Québec 4, le HUITIÈME jour de JUIN 1972 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Palais de Justice, Québec, le 2 mai 1972.

Le shérif adjoint, RAYMOND HAINS. 45692-o

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 6983. } GRÉGOIRE BELLAVANCE, in his capacity as interim trustee of the rights of Mrs. Madeleine Bouliane-Tremblay, having his business office at 71 St. Pierre Street, in the City and District of Québec, plaintiff, in this capacity, *vs* RENÉ LEFAIVRE & ALBERT VERROEULST, both chartered trustees, in their capacity as trustees in the bankruptcy of Eugène Blouin, and having their office at 54 St. Pierre Street, in the City and District of Québec, defendant, in this capacity.

"Lot number two hundred and eleven (211) of the official cadastre of the Parish of St. Sauveur, City of Québec, with the house constructed thereon, bearing civic number 71-75 of St. François Street West, appurtenances and dependencies."

To be sold at the Sheriff's Office, Court House, 12 St. Louis Street, Québec 4, on the EIGHTH day of JUNE, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Court House, Québec, May 2, 1972.

RAYMOND HAINS, *Assistant Sheriff.* 45692

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Provinciale, No 46-710. } QUINCAILLERIE STE-MONIQUE ENR., 1250, Boulevard Masson, Ville les Saules, *contre* MICHEL LORTIE, 343, rue Claisse, Duberger.

« Un immeuble situé au 343, rue Claisse, Ville Duberger, province de Québec, et enregistré au bureau d'enregistrement de Québec, dans le cadastre de St-Sauveur, au numéro 2390-51 et 2393-71. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 3 avenue Chauveau, Québec, le HUITIÈME jour du mois de JUIN 1972 à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint, RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif, Québec, le 2 mai 1972. 45694-o

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Provincial Court, No. 46-710. } QUINCAILLERIE STE-MONIQUE ENR., 1250 Masson Boulevard, Town of Les Saules, *vs* MICHEL LORTIE, 343 Claisse Street, Duberger.

"An immoveable located at 343 Claisse Street, Town of Duberger, Province of Québec, and registered in the Québec Registry Office, in the cadastre of St. Sauveur, under number 2390-51 and 2393-71."

To be sold in the Québec Registry Office, 3 Chauveau Avenue, Québec, on the EIGHTH day of the month of JUNE, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS, *Assistant Sheriff.*

Sheriff's Office, Québec, May 2, 1972. 45694

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 35-440. } L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique, ayant son siège social en l'Hôtel du Gouvernement, à Québec, dit district, demanderesse, *vs* JOSEPH ÉMILE BANVILLE, paroisse de St-Frs.-Xavier-des-Hauteurs, district de Rimouski, défendeur.

1° Le lot numéro trente, rang 3, au cadastre officiel du canton Massé, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sauf à distraire partie dudit lot numéro 30 étant un terrain mesurant 75′ de l'est à l'ouest par 150′ du nord au sud, borné au nord au chemin et des trois autres côtés au résidu dudit

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Rimouski

Superior Court, No. 35-440. } THE QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic having its head office in the Parliament Buildings in Québec City, said District, plaintiff; *vs* JOSEPH ÉMILE BANVILLE, Parish of St. Frs.-Xavier-des-Hauteurs, District of Rimouski, defendant.

1. Lot number thirty, Range 3, on the official cadastre of Massé Township, with buildings erected thereon, appurtenances and dependencies, less and to withdraw part of said lot number 30 which is a strip of land measuring 75′ from east to west by 150′ from north to south, bounded on the north by the road, and

lot, tel que clôturé avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances et appartenant à Ovila Corbin ou ayants droit;

2° Le lot numéro vingt-neuf, rang 2, au cadastre officiel du canton Massé, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, ledit lot étant affecté d'une servitude en faveur de la Coopérative d'Électricité de Rimouski, suivant acte enregistré sous le numéro 100-244;

3° Le lot numéro trente et un-A (31-A) au cadastre officiel pour le troisième rang du canton Massé, la demie sud-ouest dudit lot trente et un-A (31-A) avec bons titres et la demi nord-est de ce même lot 31-A avec titres tels quels.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement de Rimouski, Palais de Justice, Cité de Rimouski, le SIXIÈME jour de JUIN 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Député-Shérif,
Rimouski, 10 avril 1972.

45690-o

on the other three sides by the remainder of the said lot as enclosed, with the house erected thereon, appurtenances and dependencies and belonging to Ovila Corbin or representatives;

2. Lot number twenty-nine, Range 2, on the official cadastre for Massé Township, with buildings erected thereon, appurtenances and dependencies, the said lot subject to a servitude in favor of the Coopérative d'Électricité de Rimouski, according to a deed registered under number 100-244;

3. Lot number thirty-one-A (31-A) on the official cadastre for the Third Range of Massé Township, the southwest half of said lot thirty-one-A (31-A) with valid titles and the northeast half of same lot 31-A with titles such as they are.

To be sold at the Rimouski Registry Office, Court House, City of Rimouski, on the SIXTH day of JUNE, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy Sheriff.

Deputy Sheriff's Office,
Rimouski, April 10, 1972.

45690

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Rimouski

No 8747. LA CAISSE POPULAIRE DE ST-YVES, corporation légalement constituée ayant sa place d'affaires à Rimouski-Est dans le district de Rimouski, demanderesse, *vs* RODOLPHE DUBÉ, domicilié au 357, rue St-Jean-Baptiste est, cité de Rimouski, dit district, défendeur.

La resubdivision officielle numéro six de la subdivision officielle du numéro quatre-vingt-quatre du lot numéro cent quatre-vingt-onze au cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski, maintenant comprise dans les limites de la ville de Rimouski, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement de Rimouski, Palais de Justice, en la cité de Rimouski, le SIXIÈME jour de JUIN, 1972, à DEUX heures de l'après-midi.

Le député shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Député-Shérif,
Rimouski, 10 avril 1972.

45691-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Rimouski

No. 8747. LA CAISSE POPULAIRE DE ST-YVES, a corporation legally incorporated having its place of business in Rimouski East, District of Rimouski, plaintiff, *vs* RODOLPHE DUBÉ, domiciled at 357 St. Jean-Baptiste Street East, city of Rimouski, said district, defendant.

Official resubdivision number six of official subdivision number eighty-four of lot number one hundred and ninety-one in the official cadastre for the Parish of St. Germain of Rimouski, now included in the limits of the City of Rimouski, with buildings erected thereon, appurtenances and dependencies.

To be sold at the Rimouski Registry Office, Court House, in the City of Rimouski, on the SIXTH day of JUNE, 1972, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy Sheriff.

Deputy Sheriff's Office,
Rimouski, April 10, 1972.

45691

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Roberval

En la Cour Provinciale de Chicoutimi, No 15,093. J.-W. PICARD LTÉE, corporation légalement constituée, ayant son siège social à 81 rue Jacques-Cartier-Ouest, en les cité et district de Chicoutimi, demanderesse, *vs* HIDOLA DOUCET, demeurant à St-Félicien, district de Roberval, défendeur.

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Roberval

In the Provincial Court of Chicoutimi, No. 15,093. J.-W. PICARD LTÉE, a corporation legally incorporated, having its head office at 81 Jacques-Cartier Street West, in the City and District of Chicoutimi, plaintiff, *vs* HIDOLA DOUCET, residing at St. Félicien, District of Roberval, defendant.

« Un terrain emplacement situé en la Ville de St-Félicien, connu et désigné comme étant la resubdivision un (1) de la subdivision one (11) du lot originaire numéro quarante-cinq-B (45-B) du troisième rang du cadastre officiel du Canton Ashuapmouchouan, avec la maison dessus construite, et dépendances.

Sauf à en distraire, les parties vendues et les servitudes concédées. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Lac St-Jean-Ouest, à Roberval, district de Roberval, le HUITIÈME jour de JUIN 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif*,
Palais de Justice, LÉON-MAURICE LAVOIE.
Roberval, le 25 avril 1972. 45654-o

"A tract of land located in the Town of St. Félicien, Known and described as being resubdivision one (1) of subdivision eleven (11) of original lot number forty-five-B (45-B) in the third range of the official cadastre of the Township of Ashuapmouchouan, with the house erected thereon, and appurtenances.

Less and to withdraw, the parts sold and the servitudes granted."

To be sold at the Lac St. Jean West Registration Division Office, in Roberval, District of Roberval, on the EIGHTH day of JUNE, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, LÉON-MAURICE LAVOIE,
Court House, *Sheriff.*
Roberval, April 25, 1972. 45654

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de St-François

Cour Supérieure, (Sherbrooke), No 36-499. ROMÉO PERRON, commis, domicilié au 1140 rue Lisieux, en la cité de Sherbrooke, dans le district de St-François, demandeur, *vs* GEORGES PEDNEAULT INC., corporation légalement constituée ayant son siège social en la cité de Sherbrooke, dans le district de St-François, défendeur.

« La subdivision cent soixante-dix-neuf du lot seize A (16A-179) du rang 10 pour le canton d'Ascot, avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, à Sherbrooke, MERCREDI, le SEPTIÈME jour de JUIN 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif*,
Palais de Justice, DONAT JACQUES.
Sherbrooke, le 28 avril 1972. 45676-o

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of St. François

Superior Court, (Sherbrooke), No. 36-499. ROMÉO PERRON, clerk, domiciled at 1140 Lisieux Street, in the City of Sherbrooke, district of St. François, plaintiff, *vs* GEORGES PEDNEAULT INC., a corporation legally incorporated, having its head office in the city of Sherbrooke, judicial district of St. François, defendant.

"Subdivision number one hundred and seventy-nine of lot sixteen A (16A-179) of Range 10 of the Township of Ascot, with buildings erected thereon.

To be sold at the Registry Office, in Sherbrooke, WEDNESDAY, the SEVENTH day of JUNE, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, DONAT JACQUES,
Court House, *Sheriff.*
Sherbrooke, April 28, 1972. 45676

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de St-François

Sherbrooke, No 37-753. BANQUE D'EXPANSION INDUSTRIELLE, corporation bancaire légalement constituée par une loi du Parlement du Canada, 8 Georges VI, chapitre 44, sanctionnée le 15e jour d'août 1944 et ses amendements, ayant une place d'affaires au 1845 de la rue King Ouest à Sherbrooke, district de St-François, demanderesse, *vs* PRODUITS ALIMENTAIRES GOURMET LTÉE — GOURMET FOOD PRODUCTS LTD., corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires à Weedon, district de St-François, défenderesse.

« Certains terrains sis et situés au village de Weedon Centre, connus et désignés comme étant le lot numéro un sur le plan de subdivision de lot trois (3-1).

Le lot deux sur le plan de subdivision du lot trois (3-2).

Le lot numéro un sur le plan de subdivision du lot numéro quatre (4-1).

Le lot numéro deux sur le plan de subdivision du lot numéro quatre (4-2).

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of St. François

Sherbrooke, No. 37-753. INDUSTRIAL EXPANSION BANK, a corporation legally incorporated by an act of the Parliament of Canada, 8 George VI, Chapter 44, assented to on the 15th day of August, 1944, and amendments, having a place of business at 1845 King Street West in Sherbrooke, district of St. François, plaintiff, *vs* PRODUITS ALIMENTAIRES GOURMET LTÉE — GOURMET FOOD PRODUCTS LTD., a corporation legally incorporated, having its chief place of business in Weedon, district of St. François, defendant.

"Certain lots of land lying and located in the Village of Weedon Centre, known and designated as being lot number one on the subdivision plan of lot three (3-1).

Lot two on the subdivision plan of lot three (3-2).

Lot number one on the subdivision plan of lot number four (4-1).

Lot number two on the subdivision plan of lot number four (4-2).

Le lot numéro quatre sur le plan de subdivision du lot numéro quatre (4-4).

Le lot numéro cinq sur le plan de subdivision du lot numéro quatre (4-5).

Le lot numéro un sur le plan de subdivision du lot numéro cinq (5-1).

Le lot numéro un sur le plan de subdivision du lot numéro six (6-1).

Tous sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de Weedon Centre.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées circonstances et dépendances et tel que le tout se trouve présentement et notamment sujet au droit de la Corporation Municipale de Weedon-Centre, de placer, maintenir une conduite souterraine, telle qu'établie à un acte reçu devant Me Marc Dumas, notaire, le 30 mai 1968 dont copie a été enregistrée au bureau d'enregistrement du comté de Wolfe sous le numéro 77780.

Avec toutes les bâtisses et améliorations dessus érigées, en voie de construction ou à être érigées sur ledit immeuble et comprenant la machinerie, l'outillage, les agencements, engins, fournaises, bouilloires, moteurs et accessoires qui sont ou deviendront la propriété de l'emprunteur, et installés ou à être installés dans lesdites bâtisses ou sur ledit immeuble, et qui sont ou deviendront immeubles par nature ou par destination.

Tel que le tout se trouve actuellement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées. »

Machinerie et outillage nantis

2 x Multimatic Featherer, 20′, Gordon Johnson, model No. C-1, Serial No. A8M-2275, A8M-2276;

Bloom-O-Matic Feather Remover, 7′, Gordon Johnson, model No. D-3A, serial No. B7-1391;

Rotary Feather Separator, Gordon Johnson, model No. K-31;

Feather Conveyor, Gordon Johnson, model No. K-24;

Vacuum tank & Lung Nozzle, Gordon Johnson;

Glycol Deep Freeze, Gordon Johnson, model No. LFF-10-151;

Glycol Purifier, Gordon Johnson;

Glycol Chiller, Gordon Johnson, model No. 734-48B;

CRYOVAC Vacuum Bagger, W. R. Grace & Co., model No. C.WC, serial No. 456221;

CRYOVAC Steamer Shrinker, W. R. Grace & Co., model No. SC-G, serial No. 757814;

Ice Maker (Flakes) capacity: 20,000 lbs/day, Kent Mohr, model No. M4-15, serial No. 581482;

Carrier Compressor and Pump, Carrier, model No. 5H40-469-22, pump serial No. 343,4691, compressor serial No. 3178525;

Scotch Dry Back Boiler, Volcano, model No. V-250-109C;

7 x 100 gals. Steam Jackted Kettles, 40 psi., l'Hoir;

1 ton hoist, Manning Maxwell;

1 ton hoist, Budgit, serial No. 40495220;

3 x 3 baskets Vertical Stationary Retorts;

4 table scales Toledo;

1 food mixer, Leland, serial No. 4552;

Lot number four on the subdivision plan of lot number four (4-4).

Lot number five on the subdivision plan of lot number four (4-5).

Lot number one on the subdivision plan of lot number five (5-1).

Lot number one on the subdivision plan of lot number six (6-1).

All on the official plan and book of reference for the Village of Weedon Centre.

With all the buildings erected thereon, appurtenances and dependencies and as the whole presently subsists and particularly subject to the right for the Municipal Corporation of Weedon Centre, to place and maintain underground mains, as established in a deed executed before Me Marc Dumas, notary, on May 30, 1968, a copy of which has been registered at the County of Wolfe Registry Office under number 77780.

With all the buildings and improvements erected, under construction, or to be erected thereon, and including the machinery, the equipment, the fixtures, engines, furnaces, boilers, motors and accessories which are or will become the property of the borrower, and installed or to be installed in the said buildings or on the said immovable, and which are or will become immovables by their nature or by their destination.

As the whole presently subsists, with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached thereto."

Machinery and equipment secured

2 x Multimatic Featherer, 20′, Gordon Johnson, model No. C-1, Serial No. A8M-2275, A8M-2276;

Bloom-O-Matic Feather Remover, 7′, Gordon Johnson, model No. D-3A, serial No. B7-1391;

Rotary Feather Separator, Gordon Johnson, model No. K-31;

Feather Conveyor, Gordon Johnson, model No. K-24;

Vacuum tank & Lung Nozzle, Gordon Johnson;

Glycol Deep Freeze, Gordon Johnson, model No. LFF-10-151;

Glycol Purifier, Gordon Johnson;

Glycol Chiller, Gordon Johnson, model No. 734-48B;

CRYOVAC Vacuum Bagger, W. R. Grace & Co., model No. C.WC, serial No. 456221;

CRYOVAC Steamer Shrinker, W. R. Grace & Co., model No. SC-G, serial No. 757814;

Ice Maker (Flakes) capacity: 20,000 lbs/day, Kent Mohr, model No. M4-15, serial No. 581482;

Carrier Compressor and Pump, Carrier, model No. 5H40-469-22, pump serial No. 343,4691, compressor serial No. 3178525;

Scotch Dry Back Boiler, Volcano, model No. V-250-109C;

7 x 100 gals. Steam Jackted Kettles, 40 psi., l'Hoir;

1 ton hoist, Manning Maxwell;

1 ton hoist, Budgit, serial No. 40495220;

3 x 3 baskets Vertical Stationary Retorts;

4 table scales Toledo;

1 food mixer, Leland, serial No. 4552;

1 Batter Machine, Sam Stein;
1 Vegetable Peeler, serial No. 230738;
12 Mickalloy containers, 8 gallons;
10 Stainless Steel Pails, 2 gallons;
1 Twin filler Elgin;
1 Mincemaster, Griffith's, serial No. SWS, 4512, 26405;
1 Labeller, Burt;
1 Air Compressor, Par, Serial No. 5006, C-511;
1 Vacuum Pump, Leimann, serial No. 4C-1637;
2 Compressors & pumps 20 tons each, Carrier, model No. 5H-40-469-22, serial No. 3141, 648, 3141649, Compressors 343, 4692, 343, 4693, pumps;
2 Compressors Refrigeration, Copeland, model No. 166-WFO, 516-WFL, serial No. 1287015 and 1305753;
1 Compressor Refrigeration, Hussmann, model No. HW-502-VLP, serial No. Y-2111305RW5-2;
21 metal lockers;
1 desk (wood) 5' x 34" and one chair;
1 stainless steel table 10 ft.;
1 stainless steel table 63" x 33";
4 stainless steel tables 116" x 32";
1 stainless steel table 6' x 30";
1 stainless steel table 31" x 30";
1 stainless steel table 63" x 33";
1 stainless steel table 93" x 38";
12 stainless steel stools;
50 Plastic baskets;
9 Plastic containers 21" x 16½";
51 pans 14" x 9¼";
4 steam Kettles 9916;
17 baskets;
Toledo scale 2,000 lbs, Model 2191;
8 carriages;
1 Electric motor Brook x 559494;
3 desks and 3 chairs;
Typewriter Olympia;
Gestetner machine;
Adding machine Olivetti;
5 metal filing cabinets;
1 3-drawer filing cabinet;
Electric heater G.E.;
2 stainless steel tables, 1 typewriter table, 1 table and 1 chair;
Motor-Bull;
Motor Dyna Line 2928722;
Motor Dyna Line 2928721;
Motor GE;
1 steam kettle No. 25X;
Buffer;
Buffer on stand;
Plumbing equipment;
1 table scale Howe Scale 5120.
Propane Gas Singer, Gordon Johnson, model No. D-1-B.

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement de Wolfe, à Ham Sud, MARDI, le SIXIÈME jour de JUIN 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sherbrooke, le 28 avril 1972.

Le shérif,
DONAT JACQUES.
45675-o

1 Batter Machine, Sam Stein;
1 Vegetable Peeler, serial No. 230738;
12 Mickalloy containers, 8 gallons;
10 Stainless Steel Pails, 2 gallons;
1 Twin filler Elgin;
1 Mincemaster, Griffith's, serial No. SWS, 4512, 26405;
1 Labeller, Burt;
1 Air Compressor, Par, Serial No. 5006, C-511;
1 Vacuum Pump, Leimann, serial No. 4C-1637;
2 Compressors & pumps 20 tons each, Carrier, model No. 5H-40-469-22, serial No. 3141, 648, 3141649, Compressors 343, 4692, 343, 4693, pumps;
2 Compressors Refrigeration, Copeland, model No. 166-WFO, 516-WFL, serial No. 1287015 and 1305753;
1 Compressor Refrigeration, Hussmann, model No. HW-502-VLP, serial No. Y-2111305RW5-2;
21 metal lockers;
1 desk (wood) 5' x 34" and one chair;
1 stainless steel table 10 ft.;
1 stainless steel table 63" x 33";
4 stainless steel tables 116" x 32";
1 stainless steel table 6' x 30";
1 stainless steel table 31" x 30";
1 stainless steel table 63" x 33";
1 stainless steel table 93" x 38";
12 stainless steel stools;
50 Plastic baskets;
9 Plastic containers 21" x 16½";
51 pans 14" x 9¼";
4 steam Kettles 9916;
17 baskets;
Toledo scale 2,000 lbs, Model 2191;
8 carriages;
1 Electric motor Brook x 559494;
3 desks and 3 chairs;
Typewriter Olympia;
Gestetner machine;
Adding machine Olivetti;
5 metal filing cabinets;
1 3-drawer filing cabinet;
Electric heater G.E.;
2 stainless steel tables, 1 typewriter table, 1 table and 1 chair;
Motor-Bull;
Motor Dyna Line 2928722;
Motor Dyna Line 2928721;
Motor GE;
1 steam kettle No. 25X;
Buffer;
Buffer on stand;
Plumbing equipment;
1 table scale Howe Scale 5120.
Propane Gas Singer, Gordon Johnson, model No. D-1-B.

To be sold en bloc at the Wolfe Registry Office, in Ham South, on TUESDAY, the SIXTH day of JUNE, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Court House,
Sherbrooke, April 28, 1972.

DONAT JACQUES,
Sheriff.
45675

SAINT-MAURICE

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de St-Maurice

No 2598. { NAZARIAS SAMSON, retraité, domicilié à 746, 4ième Avenue, Verdun, district de Montréal, demandeur, *vs* DAME J. EUGÈNE ST-ONGE, veuve non remariée de J. Eugène St-Onge en son vivant entrepreneur-général de Shawinigan, défenderesse.

« Un lot de terre situé en la Cité de Shawinigan Falls, portant le numéro deux cent soixante-trois de subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-cinq (625-263) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Flore, borné en front par la rue St-Antoine, avec maison et autres bâtisses y érigées. »

Pour être vendu au bureau du shérif, situé au Palais de Justice, 791, 5ième Rue à Shawinigan, MARDI, le SIXIÈME jour de juin 1972 à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
RENÉ BOISVERT.

Bureau du Shérif,
Shawinigan, le 26 avril 1972. 45658-o

SAINT-MAURICE

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of St. Maurice

No. 2598. { NAZARIAS SAMSON, annuitant, domiciled at 746, 4th Avenue, Verdun, district of Montreal, plaintiff, *vs* MRS. J. EUGÈNE ST-ONGE, unremarried widow of J. Eugène St-Onge, in his lifetime general contractor in Shawinigan, defendant.

"A lot of land located in the City of Shawinigan Falls, numbered two hundred and sixty-three of the subdivision of cadastral lot number six hundred and twenty-five (625-263) in the official plan and book of reference of the Parish of Ste. Flore, bounded in front by St. Antoine Street, with a house and other buildings erected thereon."

To be sold at the Sheriff's Office, located in the Court House, 791, 5th Street, in Shawinigan, on TUESDAY, the SIXTH day of JUNE, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

RENÉ BOISVERT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Shawinigan, April 26, 1972. 45658

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Terrebonne

No 20 095. { LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-JÉRÔME, corporation légalement constituée, ayant une place d'affaires au 1010, rue Labelle, St-Jérôme, district de Terrebonne, demanderesse, LOUIS CHAPUT, domicilié au 96, ouest rue Laurier, Montréal, district de Montréal, défendeur.

Avis de vente

« Une partie du lot originaire No 623, une partie du lot originaire No 624 du cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme, une partie du lot originaire No 7 du cadastre officiel de la municipalité des Mille Îles. Ces trois (3) lots étant contigus tel que d'après les plans officiels déposés au bureau d'enregistrement de la division du comté de Terrebonne, à Saint-Jérôme.

Lesdits lots sont situés au Lac Massie, municipalité de Bellefeuille, dans les comté et district de Terrebonne. »

Pour être vendus en bloc, au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, situé chambre 106, Palais de Justice, 400 rue Laviolette, Saint-Jérôme, MERCREDI le SEPTIÈME jour de JUIN 1972 à QUATORZE heures de l'après-midi.

Le shérif,
JEAN-LOUIS MUIR.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 25 avril 1972. 45656-o

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Terrebonne

No. 20 095. { THE SCHOOL COMMISSIONERS OF THE MUNICIPALITY OF ST. JÉRÔME, corporation legally incorporated, having a place of business at 1010 Labelle Street, St. Jérôme, District of Terrebonne, plaintiff, LOUIS CHAPUT, domiciled at 96 Laurier Street West, Montreal, District of Montreal, defendant.

Notice of Sale

"A part of original lot No. 623, a part of original lot No. 624 of the official cadastre for the Parish of St. Jérôme, a part of original lot No. 7 of the official cadastre for the Municipality of Mille Îles. These three (3) lots being contiguous, as described in the official plans deposited at the County of Terrebonne Registry Office, in St. Jérôme.

The said lots are located at Lac Massie, Municipality of Bellefeuille, in the County and District of Terrebonne."

To be sold "en bloc" at the County of Terrebonne Registry Office, located in Room 106, Court House, 400 Laviolette Street, St. Jérôme, on WEDNESDAY the SEVENTH day of JUNE, 1972 at TWO o'clock in the afternoon.

JEAN-LOUIS MUIR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St. Jérôme, April 25, 1972. 45656

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 725-720. GODFREY NIQUETTE, mécanicien, demeurant à 3617 rue Gertrude à Verdun, district de Montréal, demandeur, *vs* FERNANDO PAQUETTE, domicilié et résidant dans la ville de St-Jovite, district de Terrebonne, défendeur.

Avis de vente

« Un emplacement composé des lots numéro un de la subdivision du lot quatre cent quatre-vingt-seize et du lot numéro trois de la subdivision du lot quatre cent quatre-vingt-quinze (496-1 et 495-3) des plan et livre de renvoi officiels du sixième rang du canton de Salaberry et situé à St-Jovite, district de Terrebonne avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu, au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, chambre 106, Palais de Justice, 400 rue Laviolette, Saint-Jérôme, MARDI le TREIZIÈME jour de JUIN 1972 à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
JEAN-LOUIS MUIR.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 26 avril 1972. 45660-o

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Terrebonne

No 64 562. TRUST GENERAL DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social au numéro 909 ouest, du boulevard Dorchester en les ville et district de Montréal, ANDRÉ POULIN, administrateur, résidant et domicilié au numéro 627 de la Place Fleury, en les ville et district de Montréal, en leur qualité de seuls exécuteurs testamentaires et fiduciaires de la succession de feu Germain Poulin, demandeurs, *vs* GEORGE KIRBY, résidant et domicilié au numéro 1395 de la rue Henri-Dunand, en la ville des Deux-Montagnes, district de Terrebonne, défendeur.

Avis de vente

« Un emplacement situé en la ville des Deux-Montagnes, connu et désigné comme étant les lots numéros deux cent onze et deux cent douze du lot originaire numéro quatre-vingt-un (81-211 et 212) des plan et livre de renvoi de la paroisse de St-Eustache: mesurant quarante pieds de largeur sur une profondeur de cent quatorze pieds (40 x 114), mesures anglaises et plus ou moins.

Avec la bâtisse dessus construite portant le numéro civique 1395 de la rue Henri Dunand, Ville des Deux-Montagnes.

Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes y attachées. »

Pour être vendu, au bureau d'enregistrement du comté des Deux-Montagnes, situé à Sainte-Scholastique, JEUDI le HUITIÈME jour de JUIN 1972 à QUATORZE heures de l'après-midi.

Le shérif,
JEAN-LOUIS MUIR.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 25 avril 1972. 45659-o

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 725-720. GODFREY NIQUETTE, mechanic, residing at 3617 Gertrude Street in Verdun, District of Montreal, plaintiff, *vs* FERNANDO PAQUETTE, domiciled and residing in the Town of St. Jovite, District of Terrebonne, defendant.

Notice of Sale

"An emplacement consisting of lots number one of the subdivision of lot four hundred and ninety-six and of lot number three of the subdivision of lot four hundred and ninety-five (496-1 and 495-3) of the official plan and book of reference for the sixth range of the Township of Salaberry and located in St. Jovite, District of Terrebonne, with buildings erected thereon, appurtenances and dependencies."

To be sold at the County of Terrebonne Registry Office, Room 106, Court House, 400 Laviolette Street, St. Jérôme, on TUESDAY, the THIRTEENTH day of JUNE, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

JEAN-LOUIS MUIR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St. Jérôme. April 26, 1972. 45660

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Terrebonne

No. 64 562. GENERAL TRUST OF CANADA, a corporation legally incorporated, having its head office at number 909 Dorchester Boulevard West, in the city and district of Montreal, ANDRÉ POULIN, administrator, residing and domiciled at number 627 Place Fleury, in the city and district of Montreal, in their capacity as sole executors and trustees for the estate of the late Germain Poulin, plaintiffs, *vs* GEORGE KIRBY, residing and domiciled at number 1395 Henri Dunand Street, in the city of Deux-Montagnes, district of Terrebonne.

Notice of sale

"An emplacement located in the city of Deux-Montagnes, known and designated as being lots number two hundred and eleven and two hundred and twelve of original lot number eighty-one (81-211 and 212) on the plan and book of reference for the parish of St. Eustache, measuring forty feet in width by a depth of one hundred and fourteen feet (40 x 114) English measure and more or less.

With the building constructed thereon bearing civic number 1395 Henri Dunand Street, city of Deux-Montagnes.

As the whole presently subsists with all the servitudes attached thereto."

To be sold at the county of Deux-Montagnes Registry Office, located at Ste. Scholastique, on THURSDAY the EIGHTH day of JUNE, 1972, at TWO o'clock in the afternoon.

JEAN-LOUIS MUIR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St. Jérôme, April 25, 1972. 45659

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Terrebonne

No 20 869. { LA CAISSE POPULAIRE DE ST-EUSTACHE, société régie par la Loi des caisses d'épargne et de crédit, ayant son bureau d'affaires à St-Eustache, district de Terrebonne, demanderesse, *vs* RÉAL CREVIER, domicilié à 71, 10ième Avenue est, Pointe Calumet, district de Terrebonne, défendeur.

L'immeuble ci-après désigné et en la possession du défendeur, à savoir:

« Les lots numéros cinquante-sept, cinquante-huit, cinquante-neuf et soixante du lot originaire numéro quarante-huit (48-57, 58, 59 et 60) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joseph du Lac, avec les bâtisses dessus érigées et portant le numéro civique 359, 29ième avenue, Pointe Calumet. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Deux-Montagnes situé à Ste-Scholastique, MERCREDI le QUATORZIÈME jour de JUIN 1972 à QUATORZE heures.

Le shérif,
JEAN-LOUIS MUIR.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 28 avril, 1972. 45674-o

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 812 332. { AMALCO SECURITIES LTD., corps plitique dûment constitué ayant son bureau chef à Montréal, dans les cité et district de Montréal à 1010 ouest, rue Ste-Catherine, suite 841, demanderesse, *vs* LUCIEN MILLIER, ayant son domicile élu au Bureau du protonotaire, Palais de Justice, 10 rue Craig est, Montréal, Québec, défendeur.

Avis de vente

« Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot numéro cent dix-sept (Ptie 117) aux plan et libre de renvoi officiels de la Paroisse St-Louis de Terrebonne, mesurant cent pieds en front à l'est; cent vingt pieds et quatre dixièmes de pied dans son côté sud qui fait front sur une rue projetée; cent pieds et quatre dixièmes de pied en arrière à l'ouest; et cent vingt pieds dans son côté nord. Borné en front à l'est par la rue Joly; dans son côté nord par partie dudit lot 117 appartenant à U. Desrosiers; dans son côté sud par la rue projetée; dans son côté ouest par partie dudit lot 117 demeurant propriété de R. Chartrand ou représentant.

Avec bâtisse y construite portant numéro civique 5315 rue Brochu.

Toutes mesures ci-dessus sont en mesures anglaises, plus ou moins.

Tel que le tout se trouve présentement avec tous droits y inhérents, servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées, sans exception ni réserve de la part du vendeur, et spécialement sujet à une servitude le long de ses lignes nord et ouest en faveur de l'Hydro-Québec et de la compagnie Bell Canada, pour une lisière de cinq pieds, mesure anglaise, découlant

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Terrebonne

No. 20 869. { LA CAISSE POPULAIRE DE ST. EUSTACHE, a company governed by the Savings and Credit Unions Act, having its head office at St. Eustache, district of Terrebonne, plaintiff, *vs* RÉAL CREVIER, domiciled at 71, 10th Avenue East, Pointe Calumet, District of Terrebonne, defendant.

The immovable hereinafter described and in the possession of the defendant, as follows:

"Lots numbers fifty-seven, fifty-eight, fifty-nine and sixty of original lot number forty-eight (48-57, 58, 59 and 60) in the official plan and book of reference of the parish of St. Joseph-du-Lac, with the buildings erected thereon numbered 359, 29th Avenue, Pointe Calumet".

To be sold at the Ste. Scholastique Registry Office, County of Deux-Montagnes, on WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of JUNE 1972, at TWO o'clock in the afternoon.

JEAN-LOUIS MUIR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St. Jérôme, April 28, 1972. 45674

Canada — Province de Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 812 332. { AMALCO SECURITIES LTD., a body politic duly incorporated having its head office in Montreal, in the city and district of Montreal at 1010 Ste. Cathreine Street West, Suite 841, plaintiff, *vs* LUCIEN MILLIER, having elected domicile at the Prothonotary's Office, Court House, 10 Craig Street East, Montréal, Québec, defendant.

Notice of sale

"An emplacement known and designated as being part of lot number one hundred and seventeen (Pt. 117) on the official plan and book of reference for the parish of St. Louis de Terrebonne, measuring one hundred feet in front on the east; one hundred and twenty and four tenths feet on its south side which fronts on a proposed street; one hundred and four tenths feet in the rear on the west; and one hundred and twenty feet on its north side. Bounded in front on the east by Joly Street; on its north side by part of said lot 117 belonging to U. Desrosiers; on its south side by the proposed street; on its west side by part of said lot 117 remaining the property of R. Chartrand or representative.

With building constructed thereon bearing civic number 5315 Brochu Street.

All aforementioned measures are English measure, more or less.

As the whole presently subsists with all the rights inherent thereto, active and passive, apparent or unapparent servitudes attached thereto, without exception or reservation on the part of the vendor, and particularly subject to a servitude along its north and west lines in favour of Hydro-Québec and of Bell Canada Company, for a strip of five feet (of land), English

d'une servitude sous seing privé et dont copie a été déposée à Terrebonne sous le numéro 351582. Ce lot apparait à un plan projeté, préparé par Gérard Larose, A.G., le 23 août 1968, sous le numéro 7714 de son répertoire, comme étant les lots proposés 117-25 et 26 dudit cadastre."

Pour être vendu, au bureau d'enregistrement du Comté de Terrebonne situé chambre 106, Palais de Justice, 400 rue Laviolette, Saint-Jérôme, MERCREDI le SEPTIÈME jour de JUIN 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
JEAN-LOUIS MUIR.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 25 avril 1972. 45657-o

measure, devolving from a servitude under private signature, a copy of which has been deposited at Terrebonne under number 351582. This lot appears on a proposed plan, prepared by Gérard Larose, land-surveyor, on August 23, 1968, under number 7714 of his record of deeds, as being proposed lots 117-25 & 26 of the said cadastre."

To be sold at the county of Terrebonne Registry Office, located in Room 106, Court House, 400 Laviolette Street, St. Jérôme, on WEDNESDAY the SEVENTH day of JUNE, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

JEAN-LOUIS MUIR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St. Jérôme, April 25, 1972. 45657

Ventes pour taxes

Ville de Greenfield Park
Comté de Chambly

Avis public est par la présente donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère à l'Hôtel de Ville de Greenfield Park, 156 boulevard Churchill, MERCREDI, le TRENTE ET UNIÈME jour de MAI, 1972, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée), pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

1° Propriétaires: M. et Mme P. Cvetkovich. Le lot numéro 121-225 avec les bâtiments qui y sont érigés et portant le numéro civique 115 de la rue Kipps.

2° Propriétaire: New Croydon Development Limited. Le terrain portant les numéros de lots 214-26 et 215-49.

3° Propriétaire: New Croydon Development Limited. Le lot numéro 215-19.

4° Propriétaire: New Croydon Development Limited. Le lot numéro 215-53.

5° Propriétaire: M. Robert Lafrance. Le lot numéro 219-18.

6° Propriétaire: M. Robert Lafrance. Le lot numéro 219-19.

7° Propriétaire: M. Vaclav J. Bocek. Le terrain portant les numéros de lots 225-64, 225-65 et une partie du lot numéro 225-66. La partie dudit lot numéro 255-66 mesurant dix (10) pieds de largeur par quatre-vingt-six (86) pieds de profondeur et bornée comme suit: en front vers le sud-est et d'un côté vers le nord-est par la rue Watson (225-454, 435 et 434); de l'autre côté, vers le sud-ouest, par le lot numéro 225-65 et à l'arrière, vers le nord-ouest, par une partie du lot numéro 320-34.

8° Propriétaire: Chambly Realties Limited. Le terrain portant les numéros de lots 229-9-1, 229-9-2 et 229-9-3 ainsi que la fondation qui y est érigée.

9° Propriétaire: M. James Milne. Le lot numéro 239-18-4 avec les bâtiments qui y sont érigés, portant le numéro civique 201 de la rue Springfield.

10° Propriétaire: Mme P.D. Woodlock. Le lot numéro 239-34-1 avec les bâtiments qui y sont érigés, portant le numéro civique 408 de la rue Springfield.

Sales for taxes

Town of Greenfield Park
County of Chambly

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Town Hall of Greenfield Park, 156 Churchill Boulevard, WEDNESDAY, the THIRTY-FIRST day of MAY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon (D.S.T.) to satisfy the payment of the municipal and school taxes plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

1. Owners: Mr. and Mrs. P. Cvetkovich. Lot No. 121-225 with buildings thereon erected and bearing civic number 115 Kipps Street.

2. Owner: New Croydon Development Limited. A parcel of land bearing lots Nos. 214-26 and 215-49.

3. Owner: Now Croydon Development Limited. Lot No. 215-19.

4. Owner: New Croydon Development Limited. Lot No. 215-53.

5. Owner: Mr. Robert Lafrance. Lot No. 219-18.

6. Owner: Mr. Robert Lafrance. Lot No. 219-19.

7. Owner: Mr. Vaclav J. Bocek. A parcel of land bearing lots Nos. 225-64, 225-65 and part of lot No. 225-66, measuring ten (10) feet in width by eighty-six (86) feet in depth and bounded as follows: in front to the southeast and on one side to the northeast, by Watson Street (225-454, 435 and 434); on the other side to the southwest, by lot No. 225-65 and in the rear to the northwest, by part of lot No. 320-34.

8. Owner: Chambly Realties Limited. A parcel of land bearing lots Nos. 229-9-1, 229-9-2 and 229-9-3 with the foundation thereon erected.

9. Owner: Mr. James Milne. Lot No. 239-18-4 with buildings thereon erected and bearing civic number 201 Springfield Avenue.

10. Owner: Mrs. P.D. Woodlock. Lot No. 239-34-1, with buildings thereon erected and bearing civic number 408 Springfield Avenue.

11° Propriétaire: M. Olivier Justin Rapatel. Une partie du lot numéro 240-72, mesurant soixante-deux pieds et six pouces (62′ 6″) de largeur par deux cent soixante-trois (263) pieds de profondeur et bornée comme suit: en front vers le sud-ouest, par l'avenue Empire (240-50); d'un côté vers le nord-ouest, par le lot numéro 240-73; à l'arrière vers le nord-est, par le lot numéro 239-12-1 et par une partie du lot numéro 239-11; de l'autre côté vers le sud-ouest, par une autre partie dudit lot numéro 240-72, avec les bâtiments qui y sont érigés et portant le numéro civique 316 de l'avenue Empire.

12° Propriétaire: Felberg & Pasternak Limited. Une partie du lot numéro 320-18, mesurant trente-cinq (35) pieds de largeur par quatre-vingt-dix (90) pieds de profondeur et bornée comme suit: en front vers le sud-ouest, par l'avenue Miller (320-17); d'un côté vers le sud-est, par le lot numéro 320-18-13; à l'arrière vers le nord-est, par une partie du lot 320-16 et de l'autre côté vers le nord-ouest, par une partie du lot originaire numéro 228.

Les immeubles susdits sont des plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil à l'exception du lot numéro 121-225 mentionné à l'item numéro un (1) ci-haut, qui est de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine et tous sont situés dans le territoire de la Ville de Greenfield Park.

Toutes les mesures données sont de mesure anglaise, plus ou moins.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles.

Donné dans la Ville de Greenfield Park, ce 20e jour d'avril, 1972.

Le Greffier,
J. RAYMOND DUMAS.

45649-18-2-o

11. Owner: Mr. Olivier Justin Rapatel. Part of lot No. 240-72, measuring sixty-two feet and six inches (62′ 6″) in width by two hundred and sixty-three (263) feet in depth and bounded as follows: in front to the southwest, by Empire Avenue (240-50); on one side to the northwest, by lot No. 240-73; in the rear to the northeast, by lot No. 239-12-1 and by part of lot No. 239-11 and on the other side to the southwest by another part of said lot No. 240-72, with the buildings thereon erected and bearing civic number 316 Empire Avenue.

12. Owner: Felberg & Pasternak Limited. Part of lot No. 320-18, measuring thirty-five (35) feet in width by ninety (90) feet in depth and bounded as follows: in front to the southwest, by Miller Avenue (320-17); on one side to the southeast, by lot No. 320-18-13; in the rear to the northeast, by part of lot No. 320-16 and on the other side to the northwest, by part of original lot No. 228.

The above immoveables are of the official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil with the exception of lot No. 121-225 referred to at item No. one (1) hereabove which is of the Parish of Laprairie de la Magdeleine and all are situated in the Town of Greenfield Park.

All the measures given are of the English measure, more or less.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said properties.

Given in the Town of Greenfield Park, this 20th day of April, 1972.

J. RAYMOND DUMAS,
Town Clerk.

45649-18-2-o

Cité de Roberval

Avis public est par les présentes donné, par le soussigné, greffier de cette municipailté, que les propriétés ci-après décrites seront vendues aux enchères, à l'Hôtel de Ville de Roberval, le DEUXIÈME jour de JUIN, 1972, à DIX heures du matin pour les taxes municipales et scolaires, avec les intérêts et dues tel que mentionnés ci-après, à moins que ces taxes plus les intérêts, ainsi que les frais ne soient acquittés avant la date de la vente à l'enchère.

Côté, René, rue Bégin, Roberval.— Cad. 35-15. Taxes municipale: $60.94; taxes scolaires: $70.77.

Moreau, Martin, Pierre et Daniel, 1148, Marcotte, Roberval.— P. 71. Taxes municipale: $367.93; taxes scolaires: $779.16.

Les propriétés ci-dessus décrites sont sur le plan de la cité de Roberval.

Les acheteurs devront payer comptant ou par chèque certifié, immédiatement après la vente.

Donné en la cité de Roberval, ce 1er jour de mai, 1972.

(Sceau) *Le greffier,*
BENOIT HARVEY.

45697-18-2-o

City of Roberval

Public notice is hereby given by the undersigned Town Clerk, of the city of Roberval, that the properties hereinafter mentioned will be sold by public auction at the Town Hall of Roberval, the SECOND day of JUNE, 1972, at TEN o'clock a.m. for unpaid municipal and school taxes, as listed hereafter, plus accrued interest and costs, unless said taxes, interest and costs have been paid before the sale.

Côté, René, Bégin Street, Roberval.— Cad. 35-15, Municipal taxes: $60.94; school taxes: $70.77.

Moreau, Martin, Pierre and Daniel, 1148 Marcotte, Roberval.— P. 71. Municipal taxes: $367.93; school taxes: $779.16.

The above properties are on the official plan of the city of Roberval.

The purchaser must pay in cash or by certified cheque immediately after the sale.

Given at the city of Roberval, this 1st day of May, 1972.

(Seal) BENOIT HARVEY,
Town Clerk.

45697-18-2-o

Municipalité du Comté de Sherbrooke

Avis est par la présente donné, par Norbert Audet, secrétaire-trésorier de la municipalité du comté de Sherbrooke, que les immeubles ci-après mentionnés, seront vendus à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville de Sherbrooke, P.Q. où le conseil de Comté tient ses sessions, JEUDI, le HUITIÈME jour de JUIN 1972, à DIX heures de l'avant-midi, pour non-paiement des taxes dues et les frais encourus, à moins que le tout ne soit payé avant la vente.

Permission a été accordée à la municipalité du comté de Sherbrooke, par la Commission municipale du Québec, d'énumérer en abrégé, les numéros cadastraux des immeubles ci-dessous mentionnés, et cela en date du 24 janvier 1972.

Municipality of County of Sherbrooke

Notice is hereby given by Norbert Audet, Secretary-Treasurer of the Municipality of Sherbrooke County, that the immovables hereinafter mentioned will be sold by public auction, in the City Hall, Sherbrooke, P.Q., where the County Council holds its meetings, on THURSDAY, the EIGHTH day of JUNE, 1972, at TEN o'clock in the forenoon, for non-payment of the taxes due and of the costs incurred, unless the whole be paid before the sale.

Permission has been granted to the Municipality of Sherbrooke County, by the Québec Municipal Commission, to list in an abbreviated form the cadastral numbers of the immovables hereinafter mentioned, the foregoing on January 24, 1972.

Municipalité de Deauville — Municipality of Deauville

Nom du propriétaire Name of proprietor	Superficie Area	Lots nos.	Nos. du cad. Cad. nos.	Rang ou rue Range or street	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
	p.c.-sq. ft.							
Boisvert, Jean-Paul	7000	134, 135	517	8	$ 26.91	$ 17.62	$ 6.56	$ 51.09
Dupré, Gérard	9000	25 P.	340	6	25.60	30.95	7.40	63.95
Leblanc, Guy	9600	2	555	8	38.31	63.90	10.50	112.71
Leblanc, Guy	40762	2-3-4	563	8	41.57	60.71	11.16	113.44
Leblanc, Guy	29350	6-7	557	8	39.94	58.32	9.84	108.10
Leblanc, Guy	68485	8-9-10	557	8	133.66	195.21	34.26	363.13
Leblanc, Guy	34960	1-2-3-4-5	557	8	69.59	98.81	18.77	187.17
Pariseau, Madeleine	12562	69	425	7	67.50	160.70	24.14	252.34
Stach, Jane Dun	14400	P.	557	8	74.56	228.23	25.38	328.17

Municipalité de Fleurimont — Municipality of Fleurimont

Bissonnette, Hervé	6,000	24	80	8	$ 21.88	$ 1.37	$ 2.32	$ 25.57
Bissonnette, Hervé	6,000	24	85	8	21.88	1.37	2.32	25.57
Bissonnette, Hervé	6,000	24	87	8	21.87	1.37	2.32	25.56
Bissonnette, Hervé	6,000	24	88	8	21.87	1.37	2.32	25.56
Bissonnette, Hervé	6,000	24	126	8	21.46	0.92	2.25	24.63
Bissonnette, Hervé	6,000	24	127	8	21.46	0.92	2.25	24.63
Bissonnette, Hervé	6,000	24	128	8	21.46	0.92	2.25	24.63
Bissonnette, Hervé	6,000	24	129	8	21.46	0.92	2.25	24.63
Bissonnette, Hervé	6,000	24	130	8	21.46	0.92	2.25	24.63
Bissonnette, Hervé	6,000	24	131	8	21.46	0.92	2.25	24.63
Bissonnette, Hervé	6,000	24	132	8	21.46	0.92	2.25	24.63
Bissonnette, Hervé	6,000	24	133	8	21.46	0.92	2.25	24.63
Bissonnette, Hervé	6,000	24	134	8	21.46	0.92	2.25	24.63
Bissonnette, Hervé	6,000	24	135	8	21.46	0.92	2.25	24.63
Bissonnette, Hervé	6,000	24	136	8	21.46	0.92	2.25	24.63
Bissonnette, Hervé	6,000	24	137	8	21.46	0.92	2.25	24.63
Bissonnette, Hervé	6,000	24	138	8	21.46	0.92	2.25	24.63
Bissonnette, Hervé	6,000	24	139	8	21.46	0.92	2.25	24.63
Bissonnette, Hervé	6,000	24	140	8	21.46	0.92	2.25	24.63
Bouliane, Hervé	6,914	23D	120-1	7	7.90	13.70	2.95	24.55
Corbeil, Réjean	mais.-house 150,000	P. 19B		4	245.60	437.21	34.65	717.46
Filteau, Mme-Mrs. Normand	27,500	P. 24	124	8	111.84	15.06	13.29	140.19
Pomerleau, Roma	98,240	19B	14	4	3.16	10.00	0.63	13.79
Pomerleau, Roma	24,750	19B	25	4	3.16	10.00	0.63	13.79
Pomerleau, Roma	27,089	19B	36	4	3.16	10.00	0.63	13.79
Pomerleau, Roma	108,000	19B	44	4	3.16	10.00	0.63	13.79
Pomerleau, Roma	7,500	19B	56	4	1.58	5.00	0.32	6.90
Pomerleau, Roma	7,500	19B	57	4	1.58	5.00	0.32	6.90
Pomerleau, Roma	7,500	19B	58	4	1.58	5.00	0.32	6.90
Pomerleau, Roma	7,500	19B	59	4	1.58	5.00	0.32	6.90
Pomerleau, Roma	55,770	19B	69	4	1.58	5.00	0.32	6.90

Nom du propriétaire Name of proprietor	Superficie Area	Lots nos.	Nos. du cad. Cad. nos.	Rang ou rue Range or street	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
	p.c.-sq. ft.							
Pomerleau, Roma	36,036	19B	82	4	4.74	10.45	0.96	16.15
Pomerleau, Roma	41,283	19B	83	4	4.74	10.46	0.96	16.16
Pomerleau, Roma	6,600	19B	87	4	1.58	5.00	0.32	6.90
J.-Emile Laquerre Inc.	6,000	21F	19	4	4.74		0.48	5.22
Brien, Léo	17,640	24	350	8	171.68	6.78	18.01	196.47
Vallières, Bertrand	6,407	24	296	8	2.33	9.81	4.28	16.42
Leclerc, Réal	33,084	26D	3	8				
		23D	123	7	7.90	4.57	1.20	13.67

Corporation de Saint-Élie d'Orford — Corporation of St. Élie of Orford

Dion, Jean-Guy	114 ac.	477-1, 476-1, 467-1-3 466-3, 395-1		R. B	$ 84.00	$179.58	$ 29.74	$ 293.32
Dion, Jean-Guy	100ac.	301		R. 6	28.50	60.93	10.44	99.87
Dion, Jean-Guy	70 ac.	297, 298		R. 6	128.50	259.76	45.17	433.43

Corporation du canton d'Ascot — Corporation of Ascot Township

Lemay, Mme-Mrs. Arcade		12H	36	R. VII	$ 60.00	$225.75	$ 30.83	$ 316.58
Couture, Gaston		4X	W	R. IX	4.50		0.42	4.92

Commission scolaire du comté de Stanstead — School Board of Stanstead County

Morgan, John H.		P. 966				$ 10.48	$ 1.74	$ 12.22
Monroe, Frank		P. 1074				137.87	10.06	147.93
Patrick, Douglas		833, 833				382.56	42.84	425.40
Whitton, Mme-Mrs. Barlora		P. 1074				58.19	4.06	62.25

Corporation du canton d'Orford — Corporation of Orford Township

Auclair, Romain		58	968	16	$ 5.20		$ 1.04	$ 6.24
Fortin, Renaud	100 x 120	P. 1018		17	9.10		1.23	10.33
Lacasse, Marcel	65 x 200	P. 798		14	5.90		1.04	6.94
Morgan, John H.		P. 966		16	9.40		1.08	10.48
Quévillon, Mme-Mrs. Elzéar		P. 1075-1078		18	86.53		4.59	91.12

Donné à Compton, ce 10e jour d'avril 1972.

Le secrétaire-trésorier,

45652-18-2-o NORBERT AUDET.

Given at Compton, this 10th day of April, 1972.

NORBERT AUDET,

45652-18-2 *Secretary-Treasurer.*

Ville d'Estérel

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues à l'enchère publique à la salle de l'hôtel de ville, dans la Ville d'Estérel, au no 700 Boulevard de Calais, SAMEDI le DIXIÈME jour de JUIN 1972, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes non-payées et les intérêts mentionnées dans l'état en plus des frais et intérêts qui ont été ou qui pourront être encourus à moins que lesdites taxes, intérêts et frais soient payés avant la vente.

Town of Estérel

Public notice is hereby given that the properties described hereunder will be sold by Public Auction in the office of the City Hall, in the Town of Esterel, No. 700 Boulevard of Calais, on SATURDAY, the TENTH day of JUNE 1972, at TEN o'clock in the forenoon for unpaid taxes, interest and costs mentionned in the statement, in addition to the costs and interest which have been or may be incurred unless said taxes, interest and costs be paid sooner.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachées auxdits immeubles.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or accult attached to the said properties.

Nom Name	Numéro de cadastre Number of cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes de route Road taxes	Intérêts et frais Interests and costs	Total
Boucher, Roger (Sans bâtisse) (Place des Allouettes)	Bloc B, lot 777 (Vacant lot) (Allouettes Ave)	$ 84.27	$ 50.00	$ 28.58	$ 162.85
Gaudreau, René (Sans bâtisse) (Ave des Friquets)	Bloc B, lot 683 (Vacant lot) (Friquets Ave)	38.63	25.00	10.04	73.67
Goldberg, Louis synd. (Sans bâtisse) (Place des Récollets)	Bloc B, lot 254 (Vacant lot) (Récollets Ave)	84.56	50.00	28.26	162.82
Laramée, René (succession) a/s-c/o Dugas & Dugas notaires-notary (Sans bâtisse) (Boulevard Estérel)	Bloc B, lot 807 (Vacant lot) (Estérel Boulevard)	77.77	50.00	26.28	154.05
Mc Call, James (Sans bâtisse) (Boulevard de Calais)	Bloc B, lot 853 (Vacant lot) (Calais Boulevard)	82.30	50.00	27.81	160.11
Mercier Construction Inc. (Sans bâtisse) (Ave de Grenoble)	Bloc B, lot 128 (Vacant lot) (Grenoble Ave)	156.29	50.00	42.30	248.59
Sabbagh, Farid A. (Sans bâtisse) (Ave des Roitelets)	Bloc B, lot 23 (Vacant lot) (Roitelets Ave)	88.49	25.00	17.25	130.74
Sabraw, James Leslie (Sans bâtisse) (Boulevard de Calais)	Bloc B, lot 855 (Vacant lot) (Calais Boulevard)	78.63	50.00	27.12	155.75
Placements Tétreault Inc. (Sans bâtisse) (Ave de Touraine)	Bloc B, lot 223 (Vacant lot) (Touraine Ave)	93.07	25.00	17.01	135.08

Donné à Ville d'Estérel, ce 17e jour d'avril 1972.

Le secrétaire-trésorier,
JOCELYNE GERMAIN.

45592-17-2-o

Given at Town of Estérel, this 17th day of April 1972.

JOCELYNE GERMAIN,
Secretary-Treasurer.

45592-17-2-o

Municipalité du Comté de Mégantic

Avis public est par le présent donné par René Chevrier, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique dans le village d'Inverness, au lieu où le conseil du comté tient ses sessions, MERCREDI, le QUATORZIÈME jour de JUIN, 1972, à DIX heures du matin, tel que fixé par règlement, à défaut de paiement des taxes auxquelles ils sont affectés et des frais encourus.

Municipality of the County of Mégantic

Public notice is hereby given by René Chevrier, Secretary-treasurer, that the lands hereunder mentioned will be sold at public auction, in the Village of Inverness, at the place where the county council helds its sittings, on WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of JUNE, 1972, at TEN o'clock a.m., as enacted by a by-law, in default of payment of taxes due thereon and costs incurred.

Municipalité d'Halifax-Nord

Un terrain ou emplacement situé sur le sixième rang de Ste-Sophie, compris dans les bornes suivantes: borné en avant au chemin entre le cinq et le six, au sud par Émile Goudreault, ou représentants, au nord à Vve Luc Rheault ou représentants, en arrière à Johnny Grégoire ou représentants, connu au cadastre de Ste-Sophie comme étant partie du lot No 981, avec bâtisses dessus érigées.

Connu comme appartenant à Amédée Nadeau. Taxes dues: $41.29.

Municipality of Halifax North

A piece of land or emplacement situated on the sixth range of Ste-Sophie, comprised in the following boundaries: bounded in front by the road between ranges five and six, to the south by Emile Goudreault, or representatives, to the north by widow Luc Rheault or representatives, in rear by Johnny Grégoire or representatives, known on the cadastre of Ste-Sophie as being a part of the lot No. 981, with buildings thereon erected.

Known as belonging to Amédée Nadeau. Taxes due: $41.29.

Municipalité du Canton d'Inverness

Une partie de terre située dans le dixième rang du canton d'Inverness, connue et désignée au cadastre officiel du canton d'Inverness comme étant une partie du lot No 694, contenant environ 360 pieds de largeur, mesurés à environ huit arpents du chemin entre les rangs dix et onze, et un peu plus large à son extrémité sud-ouest, par la profondeur du rang (la ligne nord-ouest étant telle qu'elle avait été piquetée entre Georges Cayer et Arsène Cloutier), cette partie de terre étant bornée à un bout au nord-est par le cordon entre les rangs dix et onze, à l'autre bout au sud-ouest par le cordon entre les rangs neuf et dix, d'un côté au sud-est par Joseph Fiset, ou représentants et de l'autre côté au nord-ouest par Arsène Cloutier ou représentants. À la charge de la servitude de passage appartenant à Arsène Cloutier, ou représentants. Avec la servitude de droit de passage établie sur le lot No 1402 du cadastre officiel dudit canton d'Inverness.

Connue comme appartenant à Marcel Belleville. Taxes dues: $25.00.

Municipalité d'Irlande Sud

Une terre située sur le sixième rang du canton d'Irlande, contenant 62 acres en superficie, sans garantie, connue et désignée comme étant toute la partie du lot No 350 au cadastre du canton d'Irlande située au nord-ouest de la rivière Raggod, dans ledit canton, circonstances et dépendances; sous la réserve des mines et droits de mines pour appartenir à qui de droit.

Connue comme appartenant à Bernard Baril. Taxes dues: $91.48.

Municipalité du Village de Robertsonville

1) Un emplacement faisant partie du lot No 2-B, du sixième rang du cadastre du canton de Thetford, ayant une largeur de 100 pieds par une profondeur de 100 pieds, borné en avant par le chemin public, d'un côté au nord-est par l'emplacement d'Alphonse Jacques ou son représentant, de l'autre côté au sud-ouest et en arrière au sud-est par la terre de Joseph Lehoux ou son représentant. Sous réserve des droits de mines.

2) Un emplacement faisant partie du lot No 2-B, du sixième rang du cadastre du canton de Thetford, mesurant cinquante pieds de largeur sur 100 pieds de profondeur, borné en avant par le chemin public, d'un côté au nord-est par l'acquéreur, de l'autre côté au sud-ouest par Albert Lehoux et en arrière par Albert Lehoux. Sous la réserve des droits de mines.

Sauf et à distraire dudit lot No 2-B la partie vendue au Ministère de la Voirie par acte enregistré à Thetford Mines sous le No 21338.

Connus comme appartenant à Mlle Rose Sylvain. Taxes dues: $19.67.

La moitié indivise d'un emplacement de 60 pieds de largeur par 150 pieds de profondeur et de là, la largeur est de 210 pieds et une nouvelle profondeur de 25 pieds, faisant partie du lot No 11-A, du sixième rang du

Municipality of the Township of Inverness

A part of a land situated in the tenth range of the Township of Inverness, known and designated on the official cadastre of the Township of Inverness as being a part of the lot No. 694, containing about three hundred and sixty feet in width, measured at about eight arpents from the road between ranges ten and eleven, and more wider at its southwest extremity, by the range (the northwest line having been established between Georges Cayer and Arsène Cloutier) that piece of land being bounded at one end to the northeast by the division line between ranges ten and eleven, at the other end to the southwest by the division line between ranges nine and ten, on one side to the southwest by Joseph Fiset or representatives and on the other side to the northwest by Arsène Cloutier, or representatives. Subject to the right of way belonging to Arsène Cloutier, or representatives. With the right of way established on the lot No. 1402 of the official cadastre of the said Township of Inverness.

Known as belonging to Marcel Belleville. Taxes due: $25.00.

Municipality of Ireland South

A farm situated on the sixth range of the Township of Ireland, containing 62 acres in superficies, without guarantee, known and designated as being all that part of the lot No. 350 of the cadastre of the Township of Ireland, situated to the northwest of the river Raggod, in the said Township, circumstances and dependencies, under the reserve of the mines and mining rights in favor of whom they may belong.

Known as belonging to Bernard Baril. Taxes due: $91.48.

Municipality of the Village of Robertsonville

(1) An emplacement forming part of the lot No. 2-B, of the sixth range of the cadastre of the Township of Thetford, having a width of 100 feet by a depth of 100 feet, bounded in front by the public road, on one side to the northeast by the emplacement of Alphonse Jacques, or his representatives, on the other side to the southwest and at the rear to the southeast by the farm of Joseph Lehoux or his representative. Under the reserve of the mining rights.

(2) An emplacement forming part of the lot No. 2-B, of the sixth range of the cadastre of the Township of Thetford, measuring fifty feet in width by 100 feet in depth, bounded in front by the public road, on one side to the northeast by the purchaser, on the other side to the southwest by Albert Lehoux and at the rear by Albert Lehoux. Under the reserve of the mining rights.

Save and except of the said lot No. 2-B the part sold to the Road Department by deed registered in Thetford Mines under the No. 21338.

Known as belonging to Miss Rose Sylvain. Taxes due: $19.67.

The undivided half of an emplacement of 60 feet in width by 150 feet in depth and thence, the width is 210 feet and a new depth of 25 feet, forming part of the lot No. 11A, of the sixth range of the official cadastre

cadastre officiel du canton de Thetford, borné en front par la route nationale, en arrière au nord-est et d'un côté au sud-est par le terrain de Philémon Gagné et de l'autre côté au nord-ouest partie par le terrain de Roger Campeau ou son représentant, et partie par le terrain de Philémon Gagné ou son représentant.

Connue comme appartenant à Dame Jeannine Campeau. Taxes dues: $998.68

Municipalité de St-Joseph de Coleraine

Bâtisses et dépendances situées sur le lot No 147 du Village de Coleraine, Canton de Coleraine.

Connues comme appartenant à Mlle Alice Philippon. Taxes dues: $145.61.

Un certain terrain, de figure irrégulière, situé à Coleraine, Mégantic, contenant 7227.5 pieds en superficie, mesure anglaise, connu et désigné comme étant la subdivision No 9 du lot No 2-A (No 2-A-9), du septième rang du Canton de Coleraine, circonstances et dépendances et servitudes actives et passives, tel que le tout est actuellement.

Connu comme appartenant à Antonio Gagné. Taxes dues: $66.59.

Tous droits d'occupation sur le lot No 19, du rang « B » de Coleraine, Canton de Coleraine, avec bâtisses et dépendances y érigées.

Connus comme appartenant à Donat Lacroix. Taxes dues: $108.56.

1) Le lot de terre connu et désigné sous le No 2 de la subdivision du lot originaire No 3 du lot originaire Bloc « B » (Bloc B-3-2) au cadastre officiel du Canton de Coleraine.

2) Le lot de terre connu et désigné sous le No 1 de la subdivision du lot No 1 du lot originaire Bloc « B » (Bloc B-1-1) au cadastre officiel du Canton de Coleraine.

3) Toutes les bâtisses construites sur les susdits lots de terre considérées comme immeuble par destination.

Connus comme ayant déjà appartenu à Coleraine Asbestos et rétrocédés à Corporation d'Hypothèque Delorimier en date du 20 mai, 1969. Taxes dues; $2,551.33.

Municipalité de Ste-Julie

Les lots Nos 58-16, 58-21 et 58-13, du cadastre officiel du Canton de Somerset-Nord; sauf et excepté du lot No 58-13 la partie vendue à Marcel Bernard, plus au long décrite dans l'acte enregistré sous le No 109743.

Connus comme appartenant à Hermance Blanchette. Taxes dues: $11.35.

La moitié nord-est du lot No 11, du cadastre officiel de Somerset-Nord.

Connue comme appartenant à Robert Marchand. Taxes dues: $5.85.

Un emplacement situé dans le septième rang de la Paroisse de Ste-Julie, faisant partie de la Municipalité de Somerset-Nord, connu comme étant un emplacement de forme rectangulaire, mesurant 182 pieds de largeur en front au chemin sur une profondeur de 190 pieds, le tout plus ou moins, mesure anglaise, connu

of the Township of Thetford, bounded in front by the highway, in rear to the northeast and on one side to the southeast by the land of Philémon Gagné and on the other side to the northwest partly by the land of Roger Campeau, or his representative, and partly by the land of Philémon Gagné or his representative.

Known as belonging to Mrs Jeannine Campeau. Taxes due: $998.68.

Municipality of St-Joseph of Coleraine

Buildings and dependencies situated on the lot No. 147, of the Village of Coleraine, Township of Coleraine.

Known as belonging to Miss Alice Philippon. Taxes due: $145.61.

A certain piece of land, or irregular figure, situated at Coleraine, Mégantic, containing 7227.5 feet in superficies, English measure, known and designated as being the subdivision No. 9 of the lot No. 2-A (No. 2-A-9), of the seventh range of the Township of Coleraine, circumstances and dependancies and active and passive servitudes, as the whole now stands.

Known as belonging to Antonio Gagné. Taxes due: $66.59.

All rights of occupation on the lot No. 19, range "B", of Coleraine, Township of Coleraine, with buildings and dependencies thereon erected.

Known as belonging to Donat Lacroix. Taxes due: $108.56.

(1) The lot of land known and designated under the No. 2 of the subdivision of the original lot No. 3 of the original lot Bloc "B" (Bloc B-3-2) of the official cadastre of the Township of Coleraine.

(2) The lot of land known and designated under the No. 1 of the subdivision No. 1 of the original lot Bloc "B" (Bloc B-1-1), of the official cadastre of the Township of Coleraine.

(3) All the buildings erected on the said lots of land considered as immoveable by destination.

Known as having been the property of Coleraine Asbestos and retroceded to Corporation d'Hypothèque Delorimier on the 20th of May, 1969. Taxes due: $2,551.33.

Municipality of Ste-Julie

The lots Nos. 58-16, 58-21 and 58-13, of the official cadastre of the Township of Somerset-North; save and except from the lot No. 58-13 the part sold to Marcel Bernard, as more fully described in the deed registered under the No. 109743.

Known as belonging to Hermance Blanchette. Taxes due: $11.35.

The northeast half of the lot No. 11 of the official cadastre of Somerset-North.

Known as belonging to Robert Marchand. Taxes due: $5.85.

An emplacement situated in the seventh range of the Parish of Ste-Julie, forming part of the Municipality of Somerset-North, known as being an emplacement of rectangular form, measuring 182 feet in width in front at the public road by a depth of 190 feet, the whole more or less, English measure, known and designated

et désigné comme étant une partie du lot No 255, du cadastre officiel de la Municipalité de Somerset-Nord et étant pris à même la partie sud-est de la partie nord-ouest dudit lot, borné au sud-est par le chemin public, au sud-ouest par une partie du lot No 256 appartenant à Napoléon Caron, au nord-est et au nord-ouest au résidu dudit lot No 255, le tout avec bâtisses dessus construites. Avec un droit d'eau dans une source située sur une partie du même lot No 255, le tout tel que mentionné dans l'acte enregistré sous le No 116371.

Connu comme appartenant à Arthur Vachon. Taxes dues: $18.35.

Inverness, le 26 avril, 1972.

Le secrétaire-trésorier,
RENÉ CHEVRIER.

45650-18-2-o

as being a part of the lot No. 255, of the official cadastre of the Municipality of Somerset-North, and being taken from the southeast part of the northwest part of the said lot, bounded to the southeast by the public road, to the southwest by a part of the lot No. 256 belonging to Napoléon Caron, to the northeast and to the northwest by the residue of the said lot No. 255, the whole with buildings thereon erected. With a right of water in a spring situated on a part of the same lot No. 255, the whole as mentioned in the deed registered under the No. 116371.

Known as belonging to Arthur Vachon. Taxes due: $18.35.

Inverness, April 26, 1972.

RENÉ CHEVRIER,
Secretary-Treasurer.

45650-18-2-o

Ville de Montréal-Est

Avis est par les présentes donné par le soussigné, Roger Berlinguet, greffier *pro tempore* de la ville de Montréal-Est, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique à l'Hôtel de Ville, 11,370 est, rue Notre-Dame, Montréal-Est, Québec, MERCREDI, le TRENTE ET UNIÈME jour de MAI 1972, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales générales et/ou municipales d'amélioration locales et/ou scolaires catholiques de la Commission scolaire catholique de la ville de Montréal-Est et/ou de la Commission de Transport de Montréal et/ou de la Communauté urbaine de Montréal, des intérêts et des frais encourus, à moins que ces taxes, frais et intérêts ne soient réglés avant cette date à l'Hôtel de Ville, 11,370 est, rue Notre-Dame, Montréal-Est.

Town of Montreal-East

Notice is hereby given by the undersigned, Roger Berlinguet, *pro tempore* City Clerk of the Town of Montreal-East, that the immoveable properties hereinafter described, will be sold by public auction at the City Hall, 11,370 Notre-Dame Street East, Montreal-East, Québec, on WEDNESDAY, the THIRTY-FIRST day of MAY, 1972, at TEN o'clock a.m., for the payment of general municipal taxes and/or special municipal taxes and/or catholic school taxes for the Catholic School Commission of the Town of Montreal-East and/or Montreal Transport Commission taxes and/or Montreal Urban Community taxes, and interests, as given below, and the costs which may be subsequently incurred, unless before that date, the said taxes, interests and costs have been paid at the City Hall, 11,370 Notre-Dame Street East, Montreal-East.

Cadastre de la paroisse de Pointe-aux-Trembles — Cadastre of the parish of Pointe-aux-Trembles

Nom du propriétaire Property owners names	No. du cadastre Cadastre number	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scolaires School taxes	Intérêts Interests	Total
Dansereau, Marcel	87-187	$ 61.80	$ 67.17	$ 8.73	$ 137.70
	87-188				
Laforest, Louis-Thomas	88-718	721.19	553.42	73.38	1,347.99
	88-718 *& al.*				
Langelier, Jean-Baptiste	70-171	123.31	109.08	19.36	251.75
	70-170				
Pigeon, Henri Succ.-est	87-329-7	1.75	1.16	0.05	2.96
Proietti, Roméo	87-1280	177.65	201.50	27.23	406.38
Robitaille, Émile	12-57	48.01	72.72	7.34	128.07
	12-58				

La Commission municipale de Québec a, le vingt et un décembre 1971, autorisé une énumération abrégée.

Donné à Montréal-Est, Québec, ce 18e jour d'avril 1972.

Copie conforme certifiée.

Le greffier pro tempore *de la Ville de Montréal-Est,*
ROGER BERLINGUET.

45638-18-2-o

The Québec Municipal Commission has, on December 21, 1971, authorized a summarized description.

Given at Montreal-East, Québec, this 18th day of April 1972.

Certified true copy.

ROGER BERLINGUET,
Pro tempore *City Clerk of the Town of Montreal-East.*

45638-18-2-o

INDEX No 18

Partie I: avis juridiques — *Part I:* Juridical notices

ASSOCIATION COOPÉRATIVE — ***COOPERATIVE ASSOCIATION***

Coop Funéraire de Notre-Dame-des-Pins (*Formation*) ... 3698

AVIS DIVERS — ***MISCELLANEOUS NOTICES***

Carleton-sur-Mer, munic. (*Requête-Petition*) ... 3738
Carleton, canton-Township (*Requête-Petition*) ... 3738
Estate Leo A. Murray (*Bénéfice d'inventaire*) ... 3739
Magog, cité-city (*Requête-Petition*) ... 3741
Montréal, ville-city (*Rachat d'obligations-Redemption of Bonds*) ... 3740
Succession Leo A. Murray (*Benefit of Inventory*) ... 3739

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — ***CHANGE OF NAME ACT***

Demandes: — *Applications:*

Benayoun, Elias ... 3692
Berthiaume, Joseph-Émile-Noël ... 3692
Brown, Arnold Aaron ... 3692
Chagnon, Joseph Ferrier Benoit ... 3692
Claveau, Herménégilde ... 3692
Lessard, Réal ... 3693
Paldi, Meir ... 3691
Paquet, Marguerite ... 3691
Smith, Brian Ross ... 3693

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT — ***SAVINGS AND CREDIT UNIONS***

Caisse d'Économie des Travailleurs du Comté d'Abitibi-Ouest (*Formation*) ... 3698
Caisse populaire du Christ-Roi (La) (*Mod. terr.*) ... 3698

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — ***EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES***

Changement d'agent: — *Change of agent:*

Rena-Ware Distributors Ltd ... 3699

Permis: — *License:*

Stearns-Roger Canada Limited ... 3699

COMPAGNIE — LOI DES — ***COMPANIES ACT***

Demande d'abandon de charte — ***Application for Surrender of Charter***

Murray (Walter) Inc. ... 3702

Divers — ***Miscellaneous***

Association des Clubs de Chasse & Pêche de la Région de St-Raymond (L') (*Règl.-By-laws*) ... 3693
Association des Zouaves de St-Michel de Vaudreuil inc. (L') (*Règl.-By-laws*) ... 3701
Aylmer Québec Congregation of Jehovah's Witnesses (*Règl.-By-laws*) ... 3696
Belair Motors Inc. (*Nom-Name ch.*) ... 3696
Cambrian Chemical Corporation (*Dir.*) ... 3693
Centre d'Animation, de Développement et de Recherche en Éducation (CADRE) (*Règl.-By-laws*) ... 3693
Cercle de l'Amitié St-Enfant-Jésus (P.A.T.) (Le) (*Règl.-By-laws*) ... 3694
Club de Golf Royal Québec (Le) (*Règl.-By-laws*) ... 3695
Club de Yachting de Préville (*Règl.*) ... 3694
Compagnie de Boîtes Major ltée (La) (*Nom ch.*) ... 3696
Compagnie de Quat'Sous inc. (*Règl.-By-laws*) ... 3694
Disco-Bar Pauvre Richard inc. (*Nom ch.*) ... 3694
Industries Fil Métallique Major ltée (Les) (*Nom ch.*) ... 3697
Laboratoires Industriels du Nord inc. (Les) (*Dir.*) ... 3697
Lilnor Industries Ltd. (*Nom-Name ch.*) ... 3695
Major Box Company Ltd. (*Name ch.*) ... 3696
Major Wire Industries Ltd. (*Name ch.*) ... 3697
Opéra du Québec (L') (*Règl.-By-laws*) ... 3695
Ordre des Infirmières Victorian du District de Hull (L') (*Règl.-By-laws*) ... 3694
Pennzoil Northern Ltd. (*Nom-Name ch.*) ... 3695
Planned Investments Corporation (*Dir.*) ... 3697
Polish Patriotic Brotherhood Aid Society Inc. (*Name ch.*) ... 3697
Poor Richard Disco-Bar Inc. (*Ch. name*) ... 3694
Préville Yacht Club (*By-laws*) ... 3694
Programmes d'Investissements Capitalisés, ltée (*Dir.*) ... 3697
Royal Québec Golf Club (The) (*Règl.-By-laws*) ... 3695
St-Lawrence Tankers Limited (*Dir.*) ... 3695

Divers *Miscellaneous* (*suite*) (*continued*)

Secrétariat des Syndicats Catholiques de Jonquière (*Règl.-By-laws*) 3696
Société Canadienne-Française de Radiologie inc. (La) (*Règl.-By-laws*) 3696
Société Patriotique d'Entraide Mutuelle Palonaise inc. (La) (*Nom ch.*) 3697
Study Corporation (The((*Règl.-By-laws*) 3695
Tusmigen Co. Ltd. (*Dir.*) 3697
Victorian Order of Nurses-Hull District Branch (*Règl.-By-laws*) 3694

Lettres patentes *Letters Patent*

Ailes du Lac St-Jean inc. (Les) 3648
Airdo inc. 3648
Aldan International Co. Ltd. 3648
Allco Erection Ltd. 3662
Aluminart Architectural Inc. 3649
Appareils Laurentides limitée (Les) 3649
Arcado inc. 3650
Ascot Agencies Ltd. 3650
Association des coureurs automobiles du Québec limitée 3650
Association for the Advancement of Children's Education Inc. 3651
Astro Bar Inc. 3651
Atelier de soudure Robichaud inc. 3651
Ateliers électroniques Brosseau inc. 3652
Autobus Tremblay & Paradis inc. 3652
B.N.T. Promotions Inc. 3653
Alexandre Batrie inc. 3653
Bijouterie Champion ltée 3655
Bijouterie Lucien Gervais inc. 3653
Boutique Le Chalet Ltd. 3654
Boyer Pro Shop (Maurice) Inc. 3654
Broadway Dress Inc. 3654
Building Consultants Services (Montreal) Inc. 3682
Canadian Floor Covering Center Inc. 3655
Caprice Sportswear Inc. 3655
Centre du couvre-plancher Canadien inc. 3655
Champion Jewellery Ltd. 3655
Cie internationale Aldan ltée (La) 3648
Cie Y.R. ltée (La) 3656
Club de patinage artistique de Pierrefonds inc. 3674
Comité de citoyens de la région de Val d'Or 3656
Con-Vec Corporation Ltd. 3657
Corporation Con-Vec ltée 3657
Corporation immobilière R. Hudon ltée 3657
Cournoyer (Gratien) ltée 3657
D & R Calgary Beef Inc. 3658
Den-Mart Imports Inc. 3658
Deshaies (Gilles) inc. 3659
Distribution Boutin inc. 3659
Donvick Limited 3659
Donvik Limitée 3659
Entreprises A.P.A.D. inc. (Les) 3660
Entreprises Adage inc. (Les) 3660
Entreprises Arbela inc. (Les) 3660
Entreprises D-Quatre ltée (*Correction*) 3702
Entreprises Gros Jean inc. 3665
Entreprises Paul Giguère inc. 3661
Entreprises sportives Saguenay Lac St-Jean ltée (Les) 3661
Eraclea Shoes Inc. 3662
Érection Allco ltée 3662
Esray Investment Corp. 3662
Excavation F. Majeau & fils inc. 3663
F.T.P. Industries (Canada) Ltd. 3663
Fantasia Fashion Shirts Inc. 3663
Garage G. Proulx & frère inc. 3664
Gatco Investments Ltd. 3676
Gestion Habitat inc. 3664
Girard (Albert) ltée 3664
Girard (Jean-Guy) inc. 3665
Gros Jean Enterprises Inc. 3665
Hôtel l'Élysée inc. (L') 3666
Hudon Real Estate Corporation (R.) Ltd. 3657
Immeubles Claude Verreault ltée (Les) 3666
Immeubles du Vieux Quartier inc. (Les) 3666
Immeubles Ithaca ltée (Les) 3668
Importations Den-Mart inc. (Les) 3658
Investigations R.K. 3667
Investissements P.L.N. ltée (Les) 3667
Investissements René Sirois inc. (Les) 3667
Isabel Auto Service Inc. 3668
Ithaca Realties Ltd. 3668
J.D.N. Sportswear Ltd. 3669
Lancaster Produce Inc. 3669
Larue (G.) inc. 3669
Laurentide Appliances Limited 3649
Légaré (Jean) inc. 3670
Matériaux de Giffard inc. 3670
Melanie Dress Inc 3670
Millen (John) Inc. 3671
Mir-Pak inc. 3671
Montcalm Sports Incorporated 3672
Morning Star Imports Inc. 3672
Ouellet (Jean-Paul) inc. 3672
P & W inc. 3673
Peintures de Armond inc. (Les) 3673
Picard (Jean N. & associés inc 3674
Pierrefonds Figure Skating Club Inc. 3674
Place du Commerce inc. 3675
Placements Bourgeois-Tremblay inc. (Les) 3675
Placements Créon inc. 3675
Placements Gatco ltée 3676
Placements Pyrox inc. (Les) 3676
Placements Rossignol inc. (Les) 3676
Plomberie R. Gagnon inc. 3677
Pointe au Phare Investment Corporation 3677
Potvin (Ronald) inc. 3678
Productions Scope inc. (Les) 3681
Provigo (Sherbrooke) Inc. 3678
Québec Gear Works Ltd. 3678
Quincallerie Nouvelle-France inc. 3679
Reno-Hab Inc. 3679
Restaurant Au Valadin inc. 3679
Restaurant Étoile Bleue ltée 3680
St. Francis Theatre Company Inc 3680
Ste-Marie (Gilles) & associés inc. 3681
Sajac Inc 3681
Scope Productions Inc. 3681
Service de consultants en bâtiments (Montréal) inc 3682

Lettres patentes *Letters Patent*
(suite) *(continued)*

Services de bureaux de la Rive-Sud inc. 3682
Société d'investissement Octec inc. (La) 3682
Solaris Québec inc. 3683
Stevens (Ray) People (The) Inc. 3683
Synerfin Corporation. 3684
T.B.A. Distributions Inc. 3684
Tecnicoba inc. 3684
Treblex inc. 3685
Vallée (O.) & fils ltée 3685
Villeneuve et Leblanc ltée 3685
22-nd Century Agencies Co. Ltd. 3686
Welcker-Lyster Ltd. 3686
Welcker-Lyster ltée 3686
Wilson Town and Country Clothes (Irene) Inc 3686

Lettres patentes supplémentaires *Letters Patent supplementary*

Affiliated Waste Disposal Inc. 3687
Arper inc. 3687
Bio-Research Laboratories Ltd. 3687
Bouclair House of Fabrics (1972) Ltd. 3688
Bourgon, Cluff, Latreille inc. 3688
Canada Paper Company. 3688
Canadian Affiliated Financial Corp. 3688
Casgrain & Charbonneau ltée 3689
Laboratoires Bio-Recherches ltée (Les) 3687
Michelin, Forey, Inc. 3689
Montreal Toys and Novelties Co. Ltd. 3689
Poly-Traction inc. 3689
Québecor inc. 3690
Sandy's Place Inc. 3690
Sedbergh School Ltd 3690
Slater (Norman) Inc. 3690
Vinly Limited. 3691
Vinly limitée 3691
Ziff (William) & Son Ltd. 3691

Sièges sociaux *Head-Offices*

A.G.L. Ceilings Systems Inc. 3701
A. & P. Electric Inc. 3700
Bédard (Roland) & Associés inc. 3701
Bro-Tek inc. 3700
Club Culturel des Enseignants du Québec inc. 3700
East Lake Lumber Company Limited 3701
Evalex Ltd. 3700
Evalex ltée 3700
Kemen Investments Ltd. 3699
Placements Kemen ltée 3699
Québec Ready-Mix Inc. 3701
Restaurant Orléans inc. 3700
Systèmes de Plafonds A.G.L. inc. 3701
Technova inc. 3701

DEMANDES À LA LÉGISLATURE *APPLICATIONS TO LEGISLATURE*

Communauté urbaine de Montréal 3706
Communauté Urbaine de Québec (La) 3705
Excellence, compagnie d'assurance-vie (L') . . . 3706
Excellence Life Insurance Company (The) . . . 3706
Farnham, cité-city 3705
Montreal Urban Community 3706
Montréal, ville-city 3708
Québec, Urban Community (The) 3705
Verdun, cité-city 3706

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES *COMPANIES INFORMATION ACT*

Assurances Pigeon et Fontaine ltée 3708
Aylmer Road Holdings Inc. 3708
Belko Inc. 3708
Club Sportif Gaulin inc. 3708
Craftsman Printing Ink Ltd. 3708
Dasken Enterprises Inc. 3708
Dragons de Princeville inc. (Les) 3708
Entreprises Cayuga inc. 3708
Entreprises Fleur de Lis limitée 3708
Entreprises G.R. inc. (Les) 3708
Fédération des Associations de Chasse et de Pêche du Québec Métropolitain inc. 3708
Gérard Gibeault & Associés inc. 3708
Happy Shoe Co. Inc. 3708
Har-Mar Holdings Ltd. 3708
Immeubles P. & G. inc. (Les) 3708
Mammouth Landscaping and Importing Ltd. 3708
Miller Ventures Inc. 3708
Produits Rano inc. 3708
Société Nouvelle-France 3708
20th Century Fibergalss Ltd. 3708

LIQUIDATION DES COMPAGNIES — Loi de la *WINDING-UP ACT*

Association coopérative d'Habitation de Boucherville 3704
Ra-Mon-Ra inc. 3704

MINISTÈRES *DEPARTMENTS*

Affaires municipales *Municipal Affairs*

Saint-Jérôme, cité-city (*Règl.-By-laws*) 3707

Institutions financières compagnies et coopératives *Financial Institutions Companies and Cooperatives*

Assurance: *Insurance:*

Canada Health and Accident Assurance Corporation (*Name ch.*) 3704
Corporation Canadienne d'Assurances Santé et Accidents (La) (*Nom ch.*) 3704
Mutual Life Assurance Company of Canada (The) (*Name ch.*) 3705
Mutual Life, Compagnie d'Assurance du Canada (La) (*Nom ch.*) 3705
Protective Association of Canada (The) (*Nom-Name ch.*) 3705

Terres et forêts ***Lands and Forests***

Cadastre: *Cadastre:*

Ascot, canton-township . . . 3702
Beauport, par. . . . 3703
Dubuisson, canton-township . . . 3703
Orford, canton-township . . . 3702
Ste-Brigitte de Laval, par. . . . 3703
St-Dunstan du Lac Beauport, par. . . . 3703
St-Jean Baptiste de Nicolet, par. . . . 3703

NOMINATION ***APPOINTMENT***

Président d'élections: *Returning Officer:*

Duval, Henri (Assomption) . . . 3707

Régie de l'assurance-maladie du Québec ***Québec Crop Insurance Board***

Professionnels désengagés . . . 3709
Withdrawn professionals . . . 3709

Société d'habitation du Québec ***Québec Housing Corporation***

Baie Saint-Paul, ville-city (*Programme de rénovation-Renewal program*) . . . 3713
Central Mortgage and Housing Corporation (*Agreement with Québec Housing Corporation*) 3713
Lachute, cité-city (*Programme de rénovation-Renewal program*) . . . 3712
Princeville, ville-town (*Programme de rénovation-Renewal program*) . . . 3713
Québec Housing Corporation (*Agreement with Central Mortgage and Housing Corporation*) . 3713
Société centrale d'hypothèques et de logement (*Accord avec Société d'habitation du Québec*) . . 3713
Société d'habitation du Québec (*Accord avec Société centrale d'hypothèques et de logement*) . 3713

Sociétés de prêts et placements ***Loan and Investment Societies Act***

Builders Capital Limited (*Permis-License*) . . . 3709

SOUMISSIONS — demandes de ***TENDERS — Requests for***

Arvida, ville-city . . . 3726
Beauport, ville-city . . . 3728
Masson, ville-town . . . 3722
Rimouski, cité-city . . . 3724
Robertsonville, village . . . 3736
Rock Forest, munic. . . . 3730
Ste-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie (Par.) 3734
Sutton, ville-town . . . 3732

SYNDICAT PROFESSIONNEL ***PROFESSIONAL SYNDICATE***

Association des Employés de Majestic Knitting Ltd. (L') (*Const.-Inc.*) . . . 3722

VENTES ***SALES***

Effets non réclamés ***Unclaimed Baggage***

Cie Messagerie CP Limitée (La) . . . 3742
CP Express Limited . . . 3742

Par Shérifs ***By Sheriffs***

Bonaventure ***Bonaventure***

Vulcanisation St-Pascal inc. *vs* Lévesque . . . 3742

Gaspé ***Gaspé***

Delhanty *vs* McKoy . . . 3743

Iberville ***Iberville***

Bank of Montreal (The) *vs* Bertrand . . . 3744
Banque de Montréal *vs* Bertrand . . . 3744

Kamouraska ***Kamouraska***

Nadeau *vs* Bélanger Lavoie . . . 3744

Montmagny ***Montmagny***

Lemieux & Proulx inc. *vs* Paré *et vir* . . . 3745

Québec ***Québec***

Bellavance *vs* Lefaivre & Verroeulst . . . 3746
Fiset (J. O.) inc. *vs* Bélanger-Guillot . . . 3745
Quincaillerie Ste-Monique enr. *vs* Lortie . . . 3746

Rimouski ***Rimouski***

Caisse Populaire de St-Yves (La) *vs* Dubé . . . 3747
Office du Crédit agricole du Québec (L') *vs* Banville . . . 3746
Québec Farm Credit Bureau (The) *vs* Banville 3746

Roberval ***Roberval***

Picard (J.-W.) ltée *vs* Doucet . . . 3747

Saint-François ***Saint-François***

Banque d'Expansion indistruelle *vs* Produits Alimentaires Gourmet ltée . . . 3748
Industrial Expansion Bank *vs* Gourmet Food Products Ltd. . . . 3748
Perron (Roméo) *vs* Georges Pedneault inc. . . . 3748

Saint-Maurice ***Saint-Maurice***

Samson *vs* St-Onge . . . 3751

Terrebonne ***Terrebonne***

Amalco Securities Ltd. *vs* Millier . . . 3753
Caisse populaire de St-Eustache *vs* Crevier . . . 3753
Commissaires d'Écoles pour la municipalité de St-Jérôme (Les) *vs* Chaput . . . 3751
General Trust of Canada *vs* Poulin . . . 3752
Niquette *vs* Paquette . . . 3752
School Commissioners of the Municipality of St. Jérôme (The) *vs* Chaput . . . 3751
Trust Général du Canada *vs* Poulin . . . 3752

Taxes ***Taxes***

D'Estérel, ville-town . . . 3757
Greenfield Park, ville-town . . . 3754
Mégantic, comté-county . . . 3758
Montréal, Est-East, ville-town . . . 3761
Roberval, cité-city . . . 3755
Sherbrooke, comté-county . . . 3756

LOIS ET RÈGLEMENTS LAWS AND REGULATIONS

Arrêtés en conseil

Orders in Council

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro : 893-72

Québec, le 22 mars 1972

Présent : Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la nomination des inspecteurs en vertu de la Loi des établissements industriels et commerciaux.

ATTENDU QUE le paragraphe 20 de l'article 32 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction, (Lois de 1968, chapitre 45 et modifications), permet au ministre de confier à la Commission de l'industrie de la construction tout travail de contrôle ou de mise à exécution de lois ou règlements connexes au domaine de la construction qui relèvent de la compétence du ministre;

ATTENDU QUE l'article 21 de la Loi des établissements industriels et commerciaux, (Statuts refondus 1964, chapitre 150), donne au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de nommer des inspecteurs pour l'application de cette dernière loi et de ses règlements;

ATTENDU QU'à la demande du ministre du travail et de la main-d'oeuvre, la Commission de l'industrie de la construction accepte de participer à l'application des règlements de sécurité adoptés en vertu de la Loi des établissements industriels et commerciaux ci-après énumérés;

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre du Travail et de la main-d'oeuvre :

QUE les inspecteurs de la Commission de l'industrie de la construction dont les noms apparaissent sur la liste qui constitue l'annexe I du présent document, soient nommés inspecteurs en vertu de l'article 21 de la Loi des établissements industriels et commerciaux pour exercer un travail de contrôle ou de mise en exécution des règlements ci-après énumérés qui sont connexes au domaine de la construction et relèvent du ministre;

QUE sans restreindre les pouvoirs qui leur sont conférés par la loi, ces inspecteurs puissent :

a) dresser les avis et prescriptions de la Loi des établissements industriels et commerciaux et des règlements énumérés ci-après faits en vertu de ses dispositions pour instruire les patrons et les employés de leurs responsabilités et de leurs devoirs et indiquer leur nom et adresse sur ces avis;

b) intenter des poursuites en vertu de l'article 40 de la Loi des établissements industriels et commerciaux lorsqu'ils constatent des infractions aux règlements ci-après énumérés;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 893-72

Québec, March 22, 1972

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the nomination of inspectors under the Industrial and Commercial Establishments Act.

WHEREAS subsection 20 of section 32 of the Act respecting labour relations in the construction industry (Act of 1968, chapter 45 and amendments), allows the Minister to entrust to the Construction Industry Commission any work respecting the control or enforcement of laws or regulations related to construction and which pertain to the Minister;

WHEREAS section 21 of the Industrial and Commercial Establishments Act (R.S.Q. 1964, chapter 150), gives the Lieutenant-Governor in Council the power to name inspectors for the enforcement of the Act and its regulations;

WHEREAS at the request of the Minister of Labour and Manpower, the Construction Industry Commission agrees to participate in the enforcement of the safety regulations adopted under the Industrial and Commercial Establishments Act, hereafter enumerated;

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower :

THAT the inspectors for the Construction Industry Commission whose names appear on the list which constitutes Appendix 1 of the present document, be named inspectors under section 21 of the Industrial and Commercial Establishments Act for the purpose of supervising and enforcing the regulations hereafter enumerated and which are related to the construction industry and which pertain to the Minister;

THAT without limiting the powers conferred on them by the Act, these inspectors may :

(*a*) Prepare the notices and provisions of the Industrial and Commercial Establishments Act and the regulations (hereafter enumerated) made thereunder to enable the employers and employees to become acquainted with their responsibilities and duties. Such notices shall also give the name and address of the inspector;

(*b*) Institute prosecutions under section 40 of the Industrial and Commercial Establishments Act when they are aware of offences against the regulations mentioned hereafter;

QUE ces inspecteurs soient chargés de voir à l'application des règlements suivants :

a) normes de sécurité sur les chantiers de construction — A.C. no 2095 du 9 juin 1971;

b) règlements relatifs à l'étaiement des coffrages à béton — A.C. no 1390 du 19 mai 1967;

c) règlements relatifs à l'utilisation des pistolets de scellements — A.C. no 834 du 26 mars 1969;

d) règlements relatifs à la manutention et à l'usage des explosifs — A.C. 3139 du 22 octobre 1969;

e) règlements relatifs au travail près des lignes électriques — A.C. no 1250 du 4 août 1966;

f) règlements relatifs à la protection des ouvriers travaillant dans les tunnels et les caissons ouverts — A.C. no 545 du 22 février 1935;

g) règlements relatifs à la protection des ouvriers travaillant dans l'air comprimé A.C. no 2165 du 16 novembre 1966;

QUE l'inspection en vertu de la mise en application des règlements ou normes suivants qui sont mentionnés au règlement adopté par l'arrêté en conseil numéro 2095 du 9 juin 1971, demeure de la compétence exclusive des inspecteurs du ministère du travail et de la main-d'oeuvre :

a) règlements généraux concernant les établissements industriels et commerciaux (A.C. no 1492 du 13 juin 1934);

b) code du bois ouvré (A.C. no 291 du 25 mars 1954);

c) code de sécurité des ascenseurs, monte-charges, petits monte-charges et escaliers roulants (A.C. no 962 du 4 avril 1967);

d) normes relatives au nettoyage des fenêtres;

e) normes de sécurité relatives à l'utilisation des grues à tour et des grues mobiles;

f) normes Z185 de l'Association canadienne de normalisation relatives aux ascenseurs servant au transport du personnel et des matériaux;

QUE ce qui précède entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

45685-o

THAT these inspectors be empowered to enforce the following regulations :

(*a*) safety standards on construction site O.C. No. 2095 of June 9, 1971;

(*b*) regulations governing the shoring of Concrete Framework O.C. No. 1390 of May 19, 1967;

(*c*) regulations respecting the use of explosive actuated tools No. 3139 of October 22, 1969;

(*d*) regulation respecting the handling and use of explosives — O.C. No. 3139 of October 22, 1969;

(*e*) regulations relating to work in the proximity of electrical lines — O.C. No. 1250 of August 4, 1966;

(*f*) regulations respecting the protection of workers working in tunnels and open caissons — O.C. No. 545 of February 22, 1935;

(*g*) regulations respecting the protection of persons working in compressed air — O.C. No. 2165 of November 16, 1966;

THAT the inspection under the enforcement of the following regulations or standards which are mentioned in the regulation adopted by Order in Council No. 2095 of June 9, 1971, remain under the exclusive jurisdiction of the inspectors of the Minister of Labour and Manpower :

(*a*) general regulations concerning industrial and commercial establishments (O.C. No. 1492 of June 13, 1934);

(*b*) woodworking code (O.C. No. 291 of March 25, 1954);

(*c*) safety code for elevators, dumbwaiters, and escalators (O.C. No. 962 of April 4, 1967);

(*d*) Standards respecting window cleaning;

(*e*) safety standards respecting the use of tower cranes and mobile cranes;

(*f*) standards 185 of the Canadian Association of Standards Respecting Elevators Used for Transporting Personnel and Materials;

THAT the foregoing come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

45685-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1025-72

Québec, le 5 avril 1972

Présent : Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie du gant de cuir dans le Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la loi des décrets de convention collective (Statuts refondus

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1025-72

Québec, April 5, 1972

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree respecting the Leather Glove Industry in Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143),

du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du gant de cuir dans le Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1071-E du 7 octobre 1959 et modifications, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 5 février 1972;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre :

QUE ledit décret, numéro 1071-E, soit modifié de la façon suivante :

Le deuxième paragraphe de l'article II (*Champ d'application industriel*) est remplacé par le suivant :

« Le présent décret ne s'applique pas cependant à la fabrication de gants de type dit « clute » dont la paume, le pouce ou le demi pouce sont en cuir fendu, le dos en coton ou toute autre matière que du cuir et complété avec un poignet en matériel autre que du cuir, ni à celle des gants de coton renforcés de petites pièces de cuir aux doigts ou au poignet ou aux deux à la fois. »

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

45685-o

the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Leather Glove Industry in Québec, rendered obligatory by Decree No. 1071-E of October 7, 1959 and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council for his consideration and decision an amendment to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of February 5, 1972;

WHEREAS, in conformity with the Act, the objections brought forward have been duly considered;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower :

THAT the said decree, number 1071-E, be amended as follows :

The second paragraph of Section II (*Industrial jurisdiction*) is replaced by the following :

"However, the present decree does not apply to the manufacture of the glove type called "clute", whose palm, thumb, or half thumb are of split leather, and finished with wrist material other than leather, nor to that of gloves reinforced with small leather pieces on fingers and/or wrists."

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

45685-o

Ministère (s)
Industrie et Commerce

Règlement de pêche au homard

Décret d'exception
à la période de fermeture de la pêche
du homard, 1972-1

En vertu de l'article 8 du Règlement de pêche du homard établi par le décret C.P. 1963-745 du 15 mai 1963 (1), il plaît au ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec, de rendre par les présentes le « Décret d'exception à la période de fermeture de la pêche du homard, » ci-après.

Québec, le 26 avril 1972.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce

Department (s)
Industry and Commerce

Lobster Fischery Regulations

Lobster
Fishing Variation
Order 1972-1

Pursuant to section 8 of the Lobster Fishery Regulations made by Order in Council P.C. 1963-745 of May 15, 1963 (1), the Minister of Industry and Commerce is pleased to make the following "Lobster Fishing Variation Order".

Québec, April 26, 1972.

Minister of Industry and Commerce

LR-487

Ordonnance d'exception à une période de fermeture de la pêche du homard

1° La présente Ordonnance peut être citée sous le titre : Ordonnance d'exception à la période de fermeture de la pêche du homard 1972-1.

2° La période de fermeture de la pêche du homard dans l'arrondissement de la pêche du homard no 10D fixée au paragraphe (2) de l'article 7 du Règlement de pêche du homard et mentionnée à l'article 12C de l'Annexe A dudit Règlement est par la présente modifié pour l'année 1972 de manière que cette période finisse le 8 mai 1972.

GUY SAINT-PIERRE.

45684-o

Lobster Fishing Variation Order

1. This Order may be cited as the "Lobster Fishing Variation Order 1972-1.

2. The closed seasons for lobster fishing in Lobster Fishing District No. 10D as fixed by subsection (2) of section 7 of the Lobster Fishing Regulations and mentioned in section 12C of Schedule A of the said Regulation are hereby varied for 1972 so that they end on May 8, 1972.

GUY SAINT-PIERRE.

45684-o

Travail et Main-d'oeuvre

Avis de modification

Débits d'essence — Chicoutimi

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux postes de services et débits d'essence dans la région de Chicoutimi rendue obligatoire par le décret numéro 1905 du 7 novembre 1962 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret;

1° L'article 3 sera remplacé par le suivant : Article 3 — *Poste de service* : Ce terme désigne tout établissement où l'on exécute ou fait exécuter, en partie ou en entier, une ou plusieurs des opérations nécessaires pour rendre les services suivants : vente d'essence, de lubrifiants, de pneus; alignement du système de conduite et du roulement; mise au point générale; lubrification du moteur, du carter, de la transmission, du différentiel ou des roues; remplacement, réparation, vérification, ajustement, enlèvement, nettoyage de la transmission, des roues, des pneus, des filtres du système d'éclairage ou des accumulateurs, des freins, des chambres à air, balancement des roues, des pneus, nettoyage ou lavage de l'intérieur ou de l'extérieur d'un véhicule-moteur ou d'un moteur; remplacement ou vérification du ou des réservoirs attachés à un véhicule-Moteur; remorquage, dépannage, remisage, remplacement et vérification de l'antigel avec ou sans fourniture et vente des produits ou accessoires nécessaires.

LR-488

Labour and Manpower

Notice of Admendment

Gasoline stations — Chicoutimi

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Service Stations and Gasoline Stations in the Chicoutimi district rendered obligatory by Decree No. 1905 of November 7, 1962 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, the following amendments to the said decree;

1. Section 3 shall be replaced by the following :

"Section 3 — *Service station* : This term means any establishment where one or more of the operations required to render the following services are executed or caused to be executed in whole or in part : sale of gasoline, lubricants, and tires; aligning of driving system and/or wheels; general check-up; motor, crankcase, transmission, differential or wheels lubrication; replacing, repairing, checking, fitting, removing or cleaning transmission, wheels, tires, all kinds of filters, lighting or battery systems, brakes, inner tubes; balancing of wheels, of tires; cleaning or washing the inside or outside of motor vehicles or motors; replacing or checking the tank or tanks of a motor vehicle; towing, starting or putting up or away of motor vehicles; replacing or checking antifreeze with or without the supplying or sale of products or necessary accessories.

Ce terme désigne également tout établissement déjà assujetti au décret où l'on exécute ou fait exécuter en partie ou en entier une ou plusieurs des opérations touchant l'électricité, la transmission, le débossage et la peinture.

2° Les articles 3-B et 3-C seront remplacés par les suivantes :

« 3-B *Technicien de l'automobile, classe A* :

Ce terme désigne tout salarié qui en plus des qualifications exigées du technicien de l'automobile régulier, se spécialisera dans les travaux d'électricité et de transmission touchant les véhicules-moteurs.

3-C *Apprenti-technicien de l'automobile* de l'amendement du 2 mai 1970, sera remplacé par le suivant :

Ce terme désigne toute personne qui apprend le métier de Technicien de l'automobile avec un compagnon possédant à cet effet un certificat de qualification et qui exerce cette fonction la plus grande partie du temps, à la satisfaction du Comité Paritaire.

Remarque :

Le certificat de qualification devient obligatoire et tous les postes de service sont tenus d'opérer avec au moins une personne qualifiée possédant un certificat de qualification du Comité Paritaire. »

3° L'article 6-A sera abrogé.

4° Le premier paragraphe de l'article 8 sera remplacé par le suivant :

« Article 8 — *Juridiction Commerciale* : La juridiction commerciale du décret comprend toute personne qui exécute ou fait exécuter en partie ou en entier, une ou plusieurs des opérations définies dans l'article 1 tel qu'amendé, pour les débits d'essence, postes de services, comptoirs d'essence (Gas Bar), service de véhicules (Curb Service), service automatique (Self-Service) et tout établissement ouvert au public et donnant les mêmes services. »

5° L'article 9 sera remplacé par le suivant :

« Article 9 — *Juridiction Territoriale* : Cet article fait place au suivant :

La juridiction territoriale du décret comprend les cités de Chicoutimi, de Chicoutimi-Nord, Arvida, Jonquière, Kénogami, les villes de Bagotville, Port-Alfred, les municipalités de Rivière-du-Moulin, St-David-de-Falardeau et le territoire compris dans un rayon de dix milles (10) de leurs limites ainsi que tout le comté Lac St-Jean y compris St-Jérôme. »

6° L'article 12 sera remplacé par le suivant :

« Article 12 — *Jours de Fêtes chômées et payées* : Tout travail est interdit le Jour de l'An, le jour de Noël, la Fête du Travail et la St-Jean-Baptiste. Les fêtes chômées ne sont pas payées si elles tombent le dimanche. »

7° L'article 19 sera remplacé par le suivant :

« Article 19 — *Échelle des salaires Minimaux* : Tout salarié a droit selon sa fonction et ses états de service à la rémunération suivante :

Gérant	$ 135.00
Contremaître	$ 115.00

This term also means any establishment already governed by the decree where are executed or caused to be executed in part or in whole one or more of the operations involving electricity, transmissions, body work, and painting."

2. Sections 3-B and 3-C shall be replaced by the following :

"3-B *Automobile technician, class A* :

This term means any employee, who in addition to the qualifications demanded of a regular automobile technician, shall specialize in electrical and transmission work related to motor vehicles.

3-C *Apprentice automobile technician* of the amendment of May 2, 1970, shall be replaced by the following :

This term means any person who is learning the trade of automobile technician with a journeyman holding a certificate of qualification for this purpose and who mainly exercices this function to the satisfaction of the Parity Committee.

Note :

The qualification certificate becomes obligatory and all service stations are required to operate with at least one qualified person holding a qualification certificate issued by ty Parity Committee"

3. Section 6-A shall be abrogated.

4. The first paragraph of section 8 shall be replaced by the following :

"Section 8 — *Commercial jurisdiction* : The commercial jurisdiction of the decree includes all persons who execute or have executed in whole or in part, one or several of the operations defined in chapter 1 as amended, for service stations, gasoline stations, gas bars, automobile curb service establishments, self-service establishments, and all similar establishments open to the public and giving the same services."

5. Section 9 shall be replaced by the following :

"Section 9 — *Territorial jurisdiction* : This section shall be replaced by the following :

The territorial jurisdiction of the decree comprises the cities of Chicoutimi, Chicoutimi-Nord, Arvida, Jonquière, Kénogami, the towns of Bagotville and Port-Alfred, the municipalities of Rivière-du-Moulin, St-David-de-Falardeau and the territory comprised in a radius of ten (10) miles from their limits, as well as all the county of Lac St-Jean including St-Jérôme."

6. Section 12 shall be replaced by the following :

"Section 12 — *Paid holidays* : There shall be no work New Year's Day, Christmas Day, Labour Day, and St. John the Batist Day. A holiday is not paid if it falls on a Sunday."

7. Section 19 shall be replaced by the following :

"Section 19 — *Minimum wage table* : According to their occupation and service, employees are entitled to the following minimum wage rates :

Manager	$ 135.00
Foreman	$ 115.00

LR-489

Employés de bureau	$ 105.00
Caissier-caissière	$ 75.00
Technicien de l'auto (compagnon	$ 105.00
Technicien de l'auto (classe A)	$ 115.00
Apprentis :	
1ère année	$ 72.00
2ème année	$ 80.00
3ème année	$ 92.00
Pompiste	$ 78.00
Débosseurs et peintres (réguliers)	$ 3.00 l'heure.
Débosseurs et peintres (temps partiel)	$ 3.50 l'heure de travail.

Remarque :

Ne saurait être considéré comme gérant celui qui en définitive demeure un salarié avec responsabilités acrues lui donnant droit au salaire prévu pour le gérant, sans le priver des avantages dont bénéficient les autres salariés.

Tous les salariés ont droit à la semaine régulière de 48 heures y compris le gérant.

Outre les pénalités prévues par la Loi pour les employeurs qui font travailler et pour les salariés qui travaillent les jours de Noël, du Premier de l'An, de la St-Jean-Baptiste et de la Fête du Travail, ces salariés auront droit au salaire régulier multiplié par trois. »

8° L'article 20 sera remplacé par le suivant :

« Article 20 : Le taux horaire minimum pour les salariés temporaires, les remplaçants et les surnuméraires, avec ou sans expérience, est de $1.50 l'heure, le jour et de $2.25 l'heure, la nuit, c'est-à-dire après les heures régulières du décret. »

9° L'article 26 sera remplacé par le suivant :

« Article 26 :

d) *Congés de mortalité* : 3 jours pour l'épouse et les enfants âgés de cinq ans et plus. 1 jour pour le père et la mère du salarié et de son épouse.

e) *Congés de célébrité* : 1 jour pour le mariage d'un enfant; 1 jour pour la naissance d'un enfant.

f) *Congés de maladie* : une demi-journée par mois, non cumulative, avec certificat du médecin si exigé par l'employeur. »

10° L'article 11 sera remplacé par le suivant :

« Article 11 — *Du décret et amendement* : Ils se liront comme suit : Toutefois, la vente de l'essence et de l'huile à moteur ainsi que la réparation des pneus sont considérés comme travail urgent et nécessaire le Jour du Canada et les dimanches. Ce travail ne doit cependant être exécuté qu'entre 10 heures et 13 heures. Tous les autres services sont interdits ces jours-là. »

11° L'article 48 sera remplacé par le suivant :

« Article 48 : La présente convention vaudra pour deux ans, soit du 1er janvier 1972 au 1er janvier 1974 avec majoration minimale de salaire de 5% pour tous

Office employee	$ 105.00
Cashier (male or female)	$ 75.00
Automobile technician (journeyman)	$ 105.00
Automobile technician (class A)	$ 115.00
Apprentice :	
1st year	$ 72.00
2nd year	$ 80.00
3rd year	$ 92.00
Pump attendant	$ 78.00
Bodymen and painters (regular)	$ 3.00 per hour
Bodymen and painters (part-time)	$ 3.50 per hour of work

Note :

Shall only be considered as manager, one who is considered an employee with accrued responsabilities giving him the right to the wage established for manager and without losing the advantages benefitting other employees.

All employees are entitled to the standard workweek of 48 hours, including the manager.

In addition to the penalties provided in the Act for employers who have their employees work, and for employees who work on Christmas Day, Men Year's Day, St. John the Baptist Day, and Labour Day, these employees are entitled to the regular wage multiplied by three."

8. Section 20 shall be replaced by the following :

"Section 20 : The minimum wage rate for occasional, substitute, and extra employees, either experienced or not is $1.50 per hour in the daytime and $2.25 per hour at night, that is, after the standard working hours in the decree."

9. Section 26 shall be replaced by the following :

"Section 26 :

(*d*) *Sympathy leave* : 3 days for the death of a husband/wife and children over five years of age. 1 day for the death of a parent or a parent-in-law of an employee.

(*e*) *Special leave* : 1 day for the marriage of a son/daughter. 1 day for the birth of a child.

(*f*) *Sick leave* : 1/2 day per month, non cumulative, with a medical certificate, if required by the employer."

10. Section 11 shall be replace by the following :

"Section 11 — *The decree and amendment* : However, the sale of gasoline and motor oil, including the repair of tires shall be considered as urgent and necessary work on Canada Day and Sundays. This work shall only be executed, however, between 10:00 a.m. and 1:00 p.m. All other services shall not be rendered on such days."

11. Section 48 shall be replaced by the following :

"Section 48 : The present agreement shall be for two years, from January 1, 1972 to January 1, 1974 with a minimum wage increase of 5% for all employees from

les salariés à partir du 1er janvier 1972 et une augmentation de 5% à partir du 1er janvier 1973.

Toutefois il faudra tenir compte pour 1972 — s'il y a lieu — de l'augmentation accordée par les modifications prévues à l'échelle des salaires minimaux et l'augmentation de 5% pour 1973 ne vaudra pas pour les apprentis.

Remarques :

A — N'est pas considéré comme locataire celui qui a l'administration d'un débit d'essence ou d'un poste de service avec compensation fixée sur le gallonnage ou autres revenus.

B — L'âge minimum exigé d'un salarié est de 16 ans avec une scolarité équivalente à une 9ième année. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 6 avril 1972
45685-o

January 1, 1972 and an increase of 5% from January 1, 1973.

However, it must be taken into account for 1972, if necessary, that the increase granted by the amendments provided in the minimum wage table and the increase of 5% for 1973 does not apply to apprentices.

Note :

A — Is not considered a lessee, one who manages a service station or a gasoline station and receives a fixed commission per gallon or other revenue.

B — The minimum age for an employee is sixteen years and the minimum education is grade 9 equivalence."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT, C.I.R.,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, April 6, 1972
45685-o

Avis de modification

Coiffeurs — Région de Sherbrooke

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Sherbrooke, rendue obligatoire par le décret numéro 255 du 5 mars 1953 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret;

1° Les heures de travail pour le samedi dans la zone II apparaissant à la fin de l'article 117 seront remplacées par les suivantes:

« Le samedi de 8.00 h a.m. à 6.00 h p.m. »

Notice of Amendment

Hairdressers — Sherbrooke region

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Men's and Ladies' Hairdressers in the Sherbrooke region rendered obligatory by Decree No. 255 of March 5, 1953 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision, the following amendments to the said decree;

1. Standard working hours on Saturdays for Zone II which appear at the end of section 117 shall be replaced by the following :

"Saturday : 8.00 a.m. to 6:00 p.m."

LR-491

2° Les prix minimaux pour la coupe des cheveux apparaissant à l'article 120 seront remplacés par les suivants :

2. Minimum prices for haircuts appearing in section 120 shall be replaced by the following :

	Prix actuels *Actual prices*		*Prix demandés* *Prices asked*	
	Zone I	*II*	*Zone I*	*II*
« Coupe de cheveux ordinaire pour adultes — Ordinady haircut, adults	$1.75	$1.50	$2.75	$2.00
Coupe de cheveux ordinaire pour enfants de moins de 15 ans — Ordinary haircut, children under 15	$1.00	$0.90	$2.00	$1.50
Coupe de cheveux en brosse pour adultes — Brushcut, adults	$2.00	$1.75	$3.00	$2.25
Coupe de cheveux en brosse pour enfants de moins de 15 ans — Brushcut, children under 15	$1.25	$1.15	$2.25	$1.75
Coupe au rasoir, y compris shampooing et ondulation — Razorcut (including shampooing and setting)	$4.00	$3.50	$5.25	$4.25 »

3° L'opération intitulée « coupe au rasoir $2.25 — $1.75 » apparaissant à l'article 120 sera radiée.

3. The operation entitled "razorcut... $2.25 — $1.75" appearing in section 120 shall be abrogated.

4° Les paragraphes *c*) et *d*) de l'article 122 seront remplacés par les suivants :

« *c*) À Lac Mégantic et dans les villages du comté de Frontenac, la semaine dans laquelle tombe le 1er août doit être observée comme période de congé annuel. »

d) Dans les deux (2) zones, les 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 janvier les salons de coiffure pour hommes sont fermés excepté lorsque le 9 est un vendredi, où le congé sera prolongé jusqu'au 10 inclusivement. Les villages du comté de Frontenac sont exemptés de cette période de congé. »

4. Subsections (*c*) and (*d*) of section 122 shall be replaced by the following :

"(*c*) For Lac Mégantic and the villages of the county of Frontenac, the week in which August 1st falls shall be observed as annual vacation period."

"(*d*) In the two (2) zones, the 3, 4, 5, 6, 7, 8, and 9 of January, men's hairdressing salons are closed, except when the 9th is a Friday, in which case the vacation is extended until the 10th inclusively. The villages of the county of Frontenac are exempted from this vaccation period."

5° L'article 124 sera remplacé par le suivant :

« 124. Le salaire minimum des employés permanents est le suivant :

5. Section 124 shall be replaced by the following :

"124 The minimum wages for permanent employees shall be as follows :

	Salaire hebdomadaire		*Weekly salary*
a) Coiffeurs pour dames, classe « B »	$55.00	(*a*) Ladies' hairdressers, class "B"	$55.00
Coiffeurs pour dames, classe « A »	$60.00	Ladies' hairdressers, class 'A"	$60.00
b) *Apprentis :*		(*b*) *Apprentices :*	
1ère année	$25.00	First year	$25.00
2e année	$30.00	Second year	$30.00
3e année	$38.00 »	Third year	$38.00"

6° L'exception 4 suivante sera ajoutée à l'article 125 :

« 4. Le premier mardi de novembre et le premier mardi de décembre seront des jours non ouvrables pour remplacer les fêtes de la Toussaint (1er novembre) et le 8 décembre, l'Immaculée-Conception. »

6. The following exception 4 shall be added to section 125 :

"4 The first Tuesday of November and the first Tuesday of December shall be non-working days in order to replace All Saints' Day (November 1st) and the Immaculate Conception (December 8th)."

7° L'article 132 sera remplacé par le suivant :

« 132. *Durée du décret* : Le présent décret entre en vigueur à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* et le demeure jusqu'au 31 mars 1973.

7. Section 132 shall be replaced by the following :

"132 *Term of Decree* : The present decree comes into force on the day of its publication in the *Québec Official Gazette* and remains in force until March 31, 1973.

LR-492

Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant le 31 mars 1973 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

RÉAL MIREAULT, C.R.I.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 6 avril 1972
45685-o

It renews itself automatically from year to year thereafter, unless one of the contraction parties gives the other written notice to the contrary no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days before March 31, 1973, or of any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour and Manpower."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT, C.I.R.,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, April 6, 1972
45685-o

Régie de l'assurance-récolte du Québec

Avis

Pommes

Conformément aux dispositions de l'article 52 de la Loi de l'assurance-récolte, 1966/67, Statuts du Québec, chapitre 44, avis est donné que la Régie de l'assurance-récolte du Québec a établi :

1° le prix unitaire à $1.35 le boisseau (poids standard 42 livres);

2° le taux de cotisation à $5.00 le $100 de valeur assurable.

JEAN-MARC DUCHARME,
Secrétaire.

Québec, le 25 avril 1972.

N.B. Le taux de cotisation indiqué ci-dessus ($5.00) représente la partie payable par l'assuré, soit 50% de la prime totale ($10.00).
45686-o

Québec Crop Insurance Board

Notice

Apples

Pursuant to the provisions of section 52 of the Crop Insurance Act, 1966/67, Statutes of Québec, chapter 44, notice is given that the Québec Crop Insurance Board has established :

1. the unit price at $1.35 per bushel (of standard weight, 42 pounds);

2. the rate of assessment at $5.00 per $100 of insurable value.

JEAN-MARC DUCHARME,
Secretary.

Québec, April 25, 1972.

N.B. The rate of assessment indicated above ($5.00) represents the part payable by the insured, that is 50% of the total premium ($10.00).
45686-o

INDEX No 18

Partie II: lois et règlements — *Part II:* Laws and Regulations

ARRÊTÉS EN CONSEIL — ***ORDERS IN COUNCIL***

893 — Établissements industriels et commerciaux, nomination des inspecteurs en vertu de la Loi..... 3766
893 — Industrial and Commercial Establishments Act, nomination of inspectors under the Act..... 3766
1025 — Gant de cuir, Province, modification au décret..... 3767
1025 — Leather glove, Province, amendment to the decree..... 3767

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTS***

Industrie et commerce — ***Industry and Commerce***

Pêche au homard (*Décret d'exception*)..... 3768
Lobster Fishing (*Variation order*)..... 3768

Travail et de la Main-d'oeuvre — ***Labour and Manpower***

Coiffeurs, région de Sherbrooke (*Mod.*)..... 3772
Débits d'essence, Chicoutimi (*Mod.*)..... 3769
Gasoline stations, Chicoutimi (*Amend.*)..... 3769
Hairdressers, Sherbrooke region (*Amend.*)..... 3772

Régie de l'assurance-récolte du Québec — ***Québec Crop Insurance Board***

Apples (*Rates of assessment*)..... 3774
Pommes (*Taux de cotisation*)..... 3774

SOMMAIRE

ARRÊTÉS EN CONSEIL 3766

ASSOCIALION COOPÉRATIVE 3698

AVIS DIVERS 3738

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT 3698

CHANGEMENT DE NOM 3691

COMPAGNIES:
- Demande d'abandon de charte 3702
- Divers 3693
- Lettres patentes 3648–3702
- Lettres patentes supplémentaires 3687
- Sièges cociaux 3699

CIES ÉTRANGÈRES 3699

DEMANDES À LA LÉGISLATURE 3705

LIQUIDATION DES COMPAGNIES 3704

MINISTÈRES:
- Affaires municipales 3707
- Industrie et Commerce 3768
- Institutions financières 3704
- Terres et forêts 3702
- Travail et main-d'oeuvre 3769

NOMINATION:
- Président d'élections 3707

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC .. 3709

RÉGIE DE L'ASSURANCE-RÉCOLTE DU QUÉBEC .. 3774

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES 3708

SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC 3712

SOCIÉTÉ DE PRÊTS ET PLACEMENTS 3709

SOUMISSIONS 3722

SYNDICAT PROFESSIONNEL 3722

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS 3742

VENTES PAR SHÉRIFS 3742

VENTES POUR TAXES 3754

SUMMARY

APPLICATIONS TO LEGISLATURE 3705

APPOINTMENT:
- Returning officer 3707

CHANGE OF NAME ACT 3691

COMPAGNIES ACT:
- Application for surrender of charter 3702
- Head Offices 3699
- Letters patent 3648–3702
- Miscellaneous 3693
- Supplementary letters patent 3687

COMPANIES INFORMATION ACT 3708

COOPERATIVE ASSOCIATION 3698

DEPARTMENTS:
- Financial Institutions 3704
- Industry and Commerce 3768
- Labour and Manpower 3769
- Lands and Forests 3702
- Municipal Affairs 3707

EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES 3699

LOAN AND INVESTMENT SOCIETIES ACT 3709

MISCELLANEOUS NOTICES 3738

ORDERS IN COUNCIL 3766

PROFESSIONAL SYNDICATES 3722

QUÉBEC CROP INSURANCE BOARD 3774

QUÉBEC HEALTH INSURANCE BOARD 3709

QUÉBEC HOUSING CORPORATION 3712

SALES BY SHERIFFS 3742

SALE FOR TAXES 3754

SALE FOR UNCLAIMED BAGGAGE 3742

SAVINGS AND CREDIT UNION 3698

TENDERS 3722

WINDING-UP ACT 3704

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.

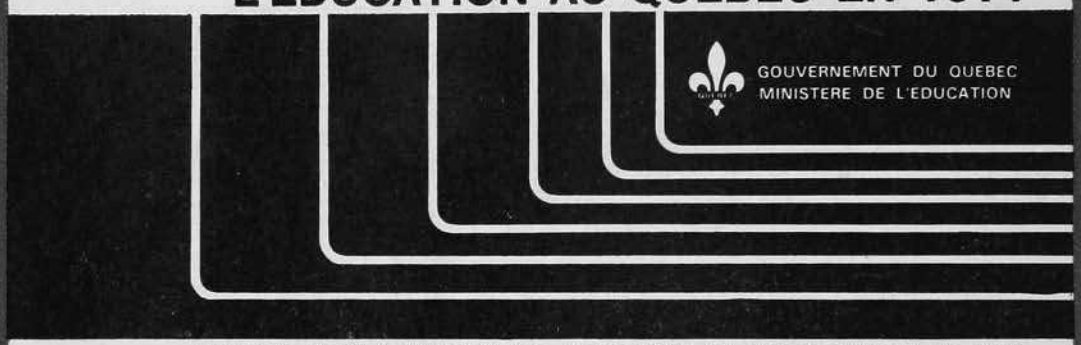
For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.

L'ÉDUCATION AU QUÉBEC EN 1971



RAPPORT DES ACTIVITÉS DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION EN 1971

$3.00

Comptoirs de vente

QUÉBEC :

L'Éditeur officiel du Québec
2, rue Saint-Jean
Tél. : 643-8035

Librairie Garneau Ltée
47-49, rue Buade

Librairie des Presses de
l'Université Laval

MONTRÉAL :

L'Éditeur officiel du Québec
310 ouest, rue Sainte-Catherine
Tél. : 873-6101

Librairie des Presses de
l'Université de Montréal

Wilson & Lafleur Ltée
39 ouest, rue Notre-Dame

SAINT-HYACINTHE :

Le Comptoir du Livre
1391, rue Calixa-Lavallée

TROIS-RIVIÈRES :

L'Éditeur officiel du Québec
2590, boulevard Royal
Tél. : 379-2636

Librairie Poirier Enrg.
1505, rue Royale

SHERBROOKE :

La Galerie des Livres inc.
Centre d'Achats Sherbrooke
2305, rue King ouest